



*Direction Générale des Finances*

-----  
Direction du Budget

# **PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2006**

## TABLE DES MATIERES

N° de page

<b>EXPOSE GENERAL DES MOTIFS</b>	<b>I-VII</b>
<b>EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE</b>	<b>1</b>
Liste des articles	<b>2</b>
<b>PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER</b>	<b>3</b>
Dispositions relatives aux ressources	<b>4-5</b>
Dispositions relatives aux charges	<b>5</b>
Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges	<b>6</b>
<b>DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES</b>	<b>7</b>
<b>A- BUDGET GENERAL</b>	<b>8</b>
<b>A-1 Budget de fonctionnement</b>	<b>9</b>
Dépenses ordinaires : services votés	<b>9</b>
Dépenses ordinaires : mesures nouvelles	<b>10-11</b>
<b>A-1 Budget d'investissement</b>	<b>11</b>
Dépenses en capital sur ressources propres	<b>11-12</b>
Dépenses en capital sur ressources extérieures	<b>12-13</b>
<b>B : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>13-19</b>
<b>C- : DISPOSITIONS DIVERSES</b>	<b>20</b>
<b>TABLEAUX RECAPITULATIFS</b>	<b>23</b>
(Annexés à l'exposé des motifs par article)	
I. Budget Général	<b>24</b>
1 – Recettes	<b>25-26</b>
2 – Dépenses	<b>27</b>
• Comparaison par titre et par pouvoir public ou ministère des crédits ouverts par la loi de finances 2005 et ceux prévus dans la loi de finances 2006.	<b>27-44</b>
• Comparaison par secteur et par source de financement des autorisations de programme et des crédits de paiements des financements acquis et des prévisions de tirage de 2002 à 2006	<b>45-47</b>
IV – Observations générales sur l'évolution des dépenses	<b>48-49</b>
V – Comptes spéciaux du Trésor	<b>50-51</b>
<b>A- PROJET DE LOI</b>	<b>52</b>
Projet de loi	<b>53-61</b>
Annexes législatives	<b>62</b>
• Annexe I : Budget général – recettes	<b>63-64</b>
• Annexe II : Comptes spéciaux du Trésor	<b>65-66</b>
• Annexe III : Réévaluation des services votés	<b>67-84</b>
• Annexe IV : Répartition des mesures nouvelles	<b>85-86</b>
• Annexe V : Dépenses d'Investissement Répartition des ( AP et CP) et ( FA et PT) mesures nouvelles	<b>87-88</b>
• Répartition des crédits du BCI sur ressources internes	<b>89-109</b>
• Annexe VI : Taxes parafiscales	<b>110-111</b>
• Annexe VII : Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs	<b>112-13</b>
• Annexe VIII : Service de la dette – Etat détaillé des encours et des échéances	<b>114-117</b>
• Annexe IX : liste détaillée des dépenses PPTE	<b>118-123</b>
• Annexe X et X bis : Crédits de fonctionnement et d'investissement transférés aux Agences	<b>124-125</b>

## **A – EXPOSE GENERAL DES MOTIFS**

## Exposé général des motifs

La préparation du projet de loi de finances pour 2006 s'inscrit dans un contexte marqué par la finalisation de la Stratégie de croissance accélérée (SCA), la révision du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté et l'adoption d'une nouvelle procédure de programmation à moyen terme basée sur les résultats (CDMT). Cette procédure qui est actuellement limitée à quatre ministères (Education, Santé, Justice et Environnement) sera graduellement étendue à tous les ministères dépensiers.

Le projet de budget tient également compte de la consolidation et de l'élargissement d'activités énoncées dans les précédentes lois de finances. Il s'agit de :

- la déconcentration de la responsabilité du Ministre de l'Economie et des Finances en matière d'ordonnancement vers deux nouveaux ministères techniques à savoir le Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique et le Ministère des Infrastructures et de l'Equipement ;
- la décentralisation de l'exécution d'une partie des crédits affectés aux secteurs de l'Education et de la Santé au niveau des collectivités locales pour la réalisation de certaines infrastructures au plan local ;
- le maintien dans le cadre du respect du DSRP du ratio de l'éducation à 40% du budget de fonctionnement et le glissement de celui de la Santé de 10 à 10,5% en 2006 ;
- la prise en charge de la dernière cohorte du programme spécial de recrutement de 5000 agents sur trois ans, entamé depuis 2003 ;
- la valorisation pour la troisième année consécutive du système de rémunération de agents de l'administration entrée en vigueur depuis octobre 2004 ;
- l'intégration sur le plan fiscal des baisses du taux d'imposition des bénéficiaires et de la fiscalité sur les salaires de l'ensemble des travailleurs du secteur public comme privé ;
- l'utilisation des ressources issues de l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTe) pour un montant de 43,1 milliards, répartis en 8,6 milliards (19,95%) pour les dépenses de fonctionnement et 34,5 milliards (80,05%) pour l'investissement.

Les ressources PPTe contribuent au financement des dépenses en faveur des secteurs sociaux tels que l'Education, la Santé et la Décentralisation.

La satisfaction de la demande sociale est également assurée par le projet de budget 2006 à travers :

- l'agriculture par l'amélioration de la sécurité alimentaire et la diversification des cultures ;
- l'éducation par la scolarisation universelle, l'augmentation du taux de passage, la construction d'écoles et de salles de classes ;
- la santé par l'amélioration des plateaux techniques avec l'élaboration de projets d'établissement ;
- la poursuite de l'appui au monde rural et le renforcement du fonds de dotation des collectivités locales chiffré à 1 milliard ;
- la prise en charge des problèmes engendrés par les inondations par la mise en œuvre du plan « Jaxaay » et la poursuite de la mise en place des infrastructures

- structurantes au niveau des capitales régionales dans le cadre du programme « Indépendance » ;
- la prise en compte de quelques projets d'initiative régionale.

L'ensemble des ressources du budget Général et des Comptes Spéciaux du Trésor est projeté à 1385,8 milliards contre des charges de 1407,8 milliards ce qui dégage un déficit de 22 milliards.

Les grandes masses de la loi de finances se présentent comme suit :

## **I – LES RECETTES DU BUDGET GENERAL**

Elles sont évaluées à 1344,1 milliards et se décomposent ainsi :

- recettes fiscales :	876,0 milliards
- recettes non fiscales :	42,4 milliards
- recettes exceptionnelles :	0,1 milliard
- remboursement prêts et dettes avalisés :	8,0 milliards
- recettes extraordinaires :	417,6 milliards

Par rapport à celles projetées en 2005 (1229,5 milliards) l'augmentation est de 114,6 milliards en valeur absolue et de 9,32 % en valeur relative.

Cette augmentation s'explique principalement par le niveau des recettes fiscales et par l'importance des dons et emprunts programme dont 75 milliards d'emprunt obligataire.

Nous constatons notamment les évolutions suivantes :

- les recettes fiscales : elles passent de 802,2 milliards en 2005 à 876 milliards, soit une hausse de 73,8 milliards en valeur absolue et de 9,20 % en valeur relative ;
- les recettes non fiscales sont projetées à 42,4 milliards contre 38,9 milliards dans la loi de finances 2005, soit une hausse de 3,5 milliards en valeur absolue et 9% en valeur relative ;
- les recettes extraordinaires : elles passent de 380,3 milliards en 2005 à 417,6 milliards en 2006, soit une hausse de 37,3 milliards en valeur absolue et de 0,98% en valeur relative.

## **II – LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL**

Elles sont projetées à : 1366,1 milliards se décomposant ainsi :

- dépenses de personnel : 266,3 milliards,
- autres dépenses courantes : 361,5 milliards
- dépenses d'investissement : 613,3 milliards
- subventions aux comptes spéciaux du Trésor : 5,5 milliards
- Dette publique : 119,5 milliards

### **1 °) Les dépenses de personnel**

Elles sont évaluées à 266,3 milliards contre 249,3 milliards en 2005 soit une augmentation de 17 milliards en valeur absolue et de 6,82 % en valeur relative.

Ces dépenses prennent en compte l'incidence financière du recrutement de la dernière vague de 5 000 agents dans la fonction publique d'une part et d'autre part, l'augmentation, pour la troisième année consécutive, des salaires des agents de l'administration pour compter du 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année 2006.

Par rapport aux recettes fiscales, le ratio de la masse salariale est retenu à 30,40 %.

## **2°) Autres dépenses courantes**

Elles sont projetées à 361,5 milliards (dont 8,6 milliards de PPTTE et 0,6 milliard d'Appui budgétaire des Pays Bas) contre 309,8 milliards en 2005, soit une progression de 51,7 milliards en valeur absolue et 16,69 % en valeur relative.

Ces dépenses tiennent compte :

- du respect des normes fixées pour les budgets de l'Education maintenu à 40 % et de la Santé qui évolue de 10 % à 10,5% en 2006.
- du renforcement des autres budgets sous programme dans les secteurs de la Justice et de l'Environnement pour respectivement 1,9 milliard et 1,1 milliard;
- de l'accroissement du financement du filet social de 24,8 milliards pour tenir compte du renchérissement du coût de la facture pétrolière;
- de la participation à la Coupe d'Afrique de Nations de football pour 1,5 milliard ;
- de l'augmentation de 1 milliard au fonds de dotation de la décentralisation ;
- du fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Autonome pour 800 millions ;
- du fonctionnement des nouvelles Agences telles que l'Agence Sénégalaise de Promotion de l'Exportation (ASEPEX), l'Agence Nationale de Promotion Touristique (ANPT), l'Agence Nationale pour la Reconstruction de la Casamance (ANRAC) qui bénéficient respectivement d'une dotation de 100 millions tandis que l'Agence de Promotion des Investissements recevra 800 millions ;
- du financement de travaux préparatoires du Festival Mondial des Arts Nègres pour 300 millions ;
- du soutien à la caravane des Petites et Moyennes Entreprises pour 300 millions
- du renforcement des crédits alloués aux autres services centraux et déconcentrés.

## **3°) Les Dépenses d'investissement**

Le montant total des ressources du budget affectées à l'investissement constitue une enveloppe de 613,3 milliards de F.CFA répartie comme suit :

- 320,3 milliards pour les dépenses en capital sur ressources internes correspondants à une progression en valeur absolue de 11,3 milliards et de 3,66% en valeur relative par rapport au budget 2005;

- 293 milliards pour les dépenses en capital sur ressources extérieures contre 266,9 milliards en 2005 soit une augmentation de 26,1 milliards en valeur absolue et de 9,78% en valeur relative.

L'enveloppe globale destinée à l'investissement est passée de 575,9 milliards en 2005 à 613.3 milliards en 2006 soit une nette augmentation de 37,4 milliards en valeur absolue et 6,49% en valeur relative.

Rapportées aux recettes fiscales, les dépenses en capital sur ressources internes affichent un pourcentage de 36,56 %, contre une norme UEMOA de 20%.

L'affectation des crédits prend en compte les orientations du DSRP révisé ainsi que celles de la stratégie de croissance accélérée (SCA) et traduit la volonté de l'Etat de poursuivre ses efforts en vue de concentrer l'essentiel des ressources dans les secteurs prioritaires notamment, le logement social, la mobilité urbaine, l'agriculture, l'éducation, la santé et l'assainissement. Ces secteurs concentrent environ 45 % des ressources consacrées à l'investissement.

Les opérations financées sur ressources internes pour un montant de 320,265 milliards concernent les secteurs suivants :

PRIMAIRE :	44.599 milliards, soit 14%
SECONDAIRE:	10.133 milliards, soit 3%
TERTIAIRE:	59.275 milliards, soit 19%
QUATERNAIRE:	206.258 milliards, soit 64%.

Elles sont consacrées à la couverture de contreparties aux financements extérieurs et à la prise en charge entière par l'Etat de projets et actions prioritaires.

#### Contreparties aux financements extérieurs

Les contreparties aux financements extérieurs s'élèvent à la somme de 37,349 milliards de F.CFA.

Par secteur, les principales contreparties sont les suivantes :

#### **PRIMAIRE**

Programme dével. agricole de Matam ( PRODAM):	1 000 millions
Programme National de développement local :	500 millions
PSAOP :	536 millions
PAPEL phase 2 :	450 millions
AEP villages Gorom lampsar :	250 millions
AEP Ndiosmone Palmarin :	283 millions
Programme de développement des marchés agricoles :	354 millions
Aménagement casiers de Lampsar :	418 millions

Aménagement hydroagricole Zone Bakel : 600 millions

## **SECONDAIRE**

Projet de diffusion d'énergie électrique en milieu rural : 1 258 millions

Projet Gestion Energies Tradition. et de Substitution : 125 millions

## **TERTIAIRE**

Route saraya –Kita : 400 millions

Route Linguère-Matam : 1 500 millions

Route Fatick – Gossas –Diakhao : 350 millions

Réhabilitation Pont Faidherbe : 3 500 millions

Route Oussouye Mlomp Elinkine : 200 millions

Réhabilitation Pont Emile Badiane : 135 millions

Acquisition navire neuf liaison mart. Dakar Ziguinchor : 1 000 millions

## **QUATERNAIRE**

PDIS (Santé/Action sociale) : 1 426 millions

PDEF (Education) : 2 906 millions

Projet Sectoriel Eau à Long Terme (PLT) : 446 millions

Projet de Lutte contre la Pauvreté des Femmes : 163 millions

Projet assainissement saint-louis, kaolack et Louga : 180 millions

Projet assainissement ville de Diourbel : 200 millions

### Dotations aux différents Fonds :

Fonds routier 15 000 millions

Fonds national de l'Hydraulique : 550 millions

Fonds d'équipement des collectivités locales : 7 000 millions

Fonds de développement des transports urbains : 400 millions

Fonds de garantie rural : 4 000 millions

Fonds de calamité rural : 1 500 millions

Fonds de bonification rural : 700 millions

Fonds de promotion de la jeunesse et des ASC : 400 millions

Fonds national d'action pour l'emploi : 300 millions

Fonds de solidarité nationale : 500 millions

### Projets et actions entièrement financés par l'Etat

En dehors des contreparties et des obligations financières de l'Etat (différents fonds, lettres de mission, affectation au secteur de la pêche de la moitié de la contrepartie des accords de pêche, participations financières, impôts et taxes sur marchés publics et indemnités



d'expropriation et de préemption), l'Etat a financé entièrement sur ses ressources propres à hauteur de 129 milliards 500 millions F CFA les principaux projets et actions ci-après:

Programme « JAXAAY » :	52 000 millions
Programme équipement du monde rural :	3 000 millions
Programme de reconstitution du capital semencier et de restauration des sols :	2 500 millions
Réhabilitation et construction de nouveaux abattoirs :	215 millions
Construction de haras moderne :	850 millions
Lutte contre les plantes aquatiques :	2 000 millions
Acquisition d'un baliseur de surveillance maritime :	1 698 millions
Programme d'urgence d'électrification rurale :	3 000 millions
Elargissement autoroute Malick Sy-Pikine à 2 fois 3 voies et construction ponts Hann et Colobane et échangeurs Patte d'oie :	23 000 millions
Prolongement autoroute –gare routière :	1 200 millions
Ponts de Halwar et Gouloumbou :	1 500 millions
Réparation du pont Faidherbe :	3 500 millions
Réhabilitation Route NDIOUM Ourosogui :	1 000 millions
Réhabilitation Route Tamba Kidira BAKEL :	500 millions
Projet COMSAT/RTS :	1 000 millions
Renouvellement équipement et réseau assainissement :	1 400 millions
Constructions infrastructures sportives :	1 000 millions
Programme de promotion des ZAC :	1 500 millions
Programme « Indépendance » :	15 000 millions
Projet allégement des conditions de vie des femmes :	1 200 millions
Centres départementaux d'action pour les femmes :	500 millions
Informatisation de l'Etat :	2 000 millions
Achèvement palais de justice :	3 500 millions
Aménagement sites OCI :	2 000 millions
Construction marché de Touba :	2 667 millions
Refonte fichier électoral :	6 800 millions

#### **4°) Subventions du budget général aux comptes spéciaux**

Elles concernent :

- la subvention au compte « prêt à divers particuliers » d'un montant de 2 milliards pour appuyer la politique d'accès au logement ;
- la subvention au compte « avals et garanties » pour un montant de 3,5 milliards.

#### **5°) La dette publique**

Elle est projetée à 119,5 milliards (net PPTTE) contre 111,6 milliards en 2005, soit une évolution de 7,9 milliards en valeur absolue et 7,08% en valeur relative. Elle se décompose ainsi :

- dette extérieure : 87,8 milliards
- dette intérieure : 31,7 milliards

### **6°) Déficit budgétaire**

Par comparaison des montants ci-dessus arrêtés en recettes et en dépenses, le déficit budgétaire est projeté à : 22 milliards contre 22,6 milliards en 2005, soit une amélioration de 600 millions.

### **III – LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

Ils sont arrêtés en ressources à 41,7 milliards et en dépenses à 47,2 milliards soit un déficit global de 5,5 milliards financé par une subvention du budget général de l'Etat et qui se répartit comme suit :

- une dotation de 2 milliards au compte spécial « Autres Prêts à divers Particuliers » permettant d'appuyer la politique d'accès au logement pour les agents de l'Administration ;
- une autre dotation de 3,5 milliards au compte « Avals et garanties » pour couvrir les engagements éventuels de l'Etat.

Comparativement aux lois de finances 2002, 2003 et à la loi de finances rectificatives 2003, à la loi de finances 2004 et à la loi de finances rectificative 2004, à la loi de finances 2005 les principaux flux retenus dans la présente loi de finances pour l'année 2006 sont présentés dans le tableau ci-après :

En milliards de CFA

	2002	2003	2003	2004	2004	2005	2006	ECARTS
	LF	LF	LFR	LF	LFR	LF	LF	LF05-LF04
								%
<b>BUDGET GENERAL</b>								
<b>Recettes du budget général</b>	<b>938,7</b>	<b>985,5</b>	<b>1 030,4</b>	<b>1 079,6</b>	<b>1 117,6</b>	<b>1 229,5</b>	<b>1 344,1</b>	<b>9,32%</b>
<b>Recettes internes</b>	<b>688,3</b>	<b>736,3</b>	<b>780,0</b>	<b>789,5</b>	<b>826,0</b>	<b>849,2</b>	<b>926,5</b>	<b>9,10%</b>
Recettes ordinaires hors dons	680,3	728,3	728,3	781,4	786,4	841,1	918,4	9,19%
Re cetttes exceptionnelles			43,7	0,1	31,6	0,1	0,1	0,00%
Autres recettes	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,00%
<b>Recettes externes</b>	<b>250,4</b>	<b>249,2</b>	<b>250,4</b>	<b>290,1</b>	<b>291,6</b>	<b>380,3</b>	<b>417,6</b>	<b>9,81%</b>
Dons budgétaires	0,0	0,0	1,2	2,4	3,9	29,1	12,6	-56,70%
Emprunt programme				28,5	28,5	10,3	37,0	259,22%
Emprunt obligataire						74,0	75,0	1,35%
Ressources affectées	250,4	249,2	249,2	259,2	259,2	266,9	293,0	9,78%
<b>Charges du budget général hors CST</b>	<b>956,7</b>	<b>1 001,0</b>	<b>1 061,2</b>	<b>1 103,4</b>	<b>1 141,4</b>	<b>1 246,6</b>	<b>1 360,6</b>	<b>9,14%</b>
Dépenses de fonctionnement	<b>564,0</b>	<b>582,4</b>	<b>600,2</b>	<b>642,0</b>	<b>646,2</b>	<b>670,7</b>	<b>747,3</b>	<b>11,42%</b>
Dettes publiques	144,3	117,2	117,2	120,0	120,0	111,6	119,5	7,08%
Traitements et salaires	192,0	207,4	207,4	225,9	223,9	249,3	266,3	6,82%
Autres dépenses courantes	227,7	257,8	275,6	296,1	302,3	309,8	361,5	16,69%
Dépenses en capital	<b>392,7</b>	<b>418,6</b>	<b>461,0</b>	<b>461,4</b>	<b>495,2</b>	<b>575,9</b>	<b>613,3</b>	<b>6,49%</b>
- sur ressources internes	142,3	169,4	211,8	202,2	236,0	309,0	320,3	3,66%
- sur ressources externes	250,4	249,2	249,2	259,2	259,2	266,9	293,0	9,78%
<b>Solde du Budget général</b>	<b>-18,0</b>	<b>-15,5</b>	<b>-30,8</b>	<b>-23,8</b>	<b>-23,8</b>	<b>-17,1</b>	<b>-16,5</b>	<b>-3,51%</b>
<b>COMPTES SPECIAUX TRESOR</b>								
Ressources propres	40,2	37,8	37,8	38,8	38,8	40,9	41,7	1,96%
Charges	43,7	42,3	42,3	43,3	43,3	46,4	47,2	1,72%
<b>Solde des comptes spéciaux</b>	<b>-3,5</b>	<b>-4,5</b>	<b>-4,5</b>	<b>-4,5</b>	<b>-4,5</b>	<b>-5,5</b>	<b>-5,5</b>	<b>0,00%</b>
dont CAA et/ ou Avals et garanties + prêts log	3,5	4,5	4,5	4,5	4,5	5,5	5,5	0,00%
<b>SOLDE GLOBAL</b>								
Y compris dons et assainissements	<b>-21,5</b>	<b>-20,0</b>	<b>-35,3</b>	<b>-28,3</b>	<b>-28,3</b>	<b>-22,6</b>	<b>-22,0</b>	<b>-2,65%</b>

Telle est l'économie du présent projet de loi soumis à votre approbation.

## **B – EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE**

## LISTE DES ARTICLES

ARTICLE S	LIBELLES	N° de page
	<i>PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER</i>	
1	<b><i>Dispositions relatives aux ressources</i></b>	4-5
2	<b><i>Dispositions relatives aux charges</i></b>	5
3	<b><i>Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges</i></b>	6
	 <i>DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES</i>	 7
	<i>A- BUDGET GENERAL</i>	8
	<i>A-1 Budget de fonctionnement</i>	9
4	<b><i>Dépenses ordinaires : services votés</i></b>	9
5	<b><i>Dépenses ordinaires : mesures nouvelles</i></b>	10
	<i>A-1 Budget d'investissement</i>	11
6	<b><i>Dépenses en capital sur ressources propres</i></b>	11-12
7	<b><i>Dépenses en capital sur ressources extérieures</i></b>	12-13
	<i>B : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</i>	13
8	<b><i>Comptes d'affectation spéciale</i></b>	13-14
9	<b><i>Dispositions relatives aux soldes des comptes d'affectation spéciale</i></b>	15
10	<b><i>Comptes de commerce</i></b>	15
11	<b><i>Comptes d'opérations monétaires</i></b>	16
12	<b><i>Comptes de prêts</i></b>	16
13	<b><i>Comptes d'avances</i></b>	17
14	<b><i>Comptes de garanties et d'avals</i></b>	18
15	<b><i>Affectations comptables</i></b>	19
	<i>C- : DISPOSITIONS DIVERSES</i>	20
16	<b><i>Taxes parafiscales</i></b>	20
17	<b><i>Crédits évaluatifs</i></b>	20
18	<b><i>Dispositions relatives à l'engagement des dépenses</i></b>	21
19	<b><i>Autorisation de recourir aux instruments de gestion de la trésorerie.</i></b>	21-22

**PREMIERE PARTIE**  
**CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

Cette première partie de la loi de finances a pour objet d'autoriser la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier.

## **A – DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

### **ARTICLE PREMIER : Evaluation et autorisation de perception des ressources.**

Texte de l'article :

*« I – La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2006 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.*

*II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2006, à la somme de 926.500.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.*

*III. – Pour la loi de finances de l'année 2006, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 439.600.000.000 francs CFA.*

*Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.»*

#### **Exposé des motifs**

Cet article évalue le montant des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat et dont la perception est autorisée annuellement conformément aux lois et règlements, notamment l'article 6 de la loi organique relative aux lois de finances et aux dispositions de la présente loi de finances. Est annexé à cet article un état qui donne les prévisions de recettes par chapitre, il s'agit du tableau I.

L'évaluation de tous les articles de recettes du budget est fondée sur les réalisations au 31 août 2005 d'une part et d'autre part sur les projections corrigées du programme financier. Les prévisions de recettes internes sont de 849.200.000.000 de francs CFA.

Par ailleurs, le même article autorise le Président de la République à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer la trésorerie de l'Etat pour un montant global de 439.600.000.000 de francs CFA. Le montant des emprunts correspond au déficit budgétaire évalué à 22.00.000.000 de francs CFA augmenté du montant des ressources extérieures affectées à des dépenses d'investissement (293.000.000.000 de francs CFA), de l'emprunt obligataire (75.000.000.000 de francs CFA), du concours de

partenaires au développement (37.000.000.000 de francs CFA) et des dons budgétaires de 12.600.000.000 de francs CFA.

## **B – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES**

### **ARTICLE 2 : Evaluation des charges**

Texte de l'article :

*« Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2006, à la somme de 1.366.036.567.000 de francs CFA conformément aux annexes II, III et IV de la présente loi. »*

#### **Exposé des motifs**

Cet article évalue le montant des charges imputables au budget général et sont relatives à l'amortissement des charges de la dette publique, aux dépenses de personnel, aux autres dépenses de fonctionnement ainsi qu'aux dépenses d'investissements.

Par rapport à la gestion 2005, ces charges progressent de 114 milliards en valeur absolue et 9,14% en valeur relative.

## **C – DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

### **ARTICLE 3 : Equilibre général du Budget**

Texte de l'article

*« Pour la loi de Finances de l'année 2006, les ressources et les charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :*



EN MILLIARDS DE FRANCS

<i>RESSOURCES</i>		<i>CHARGES</i>		<i>SOLDE</i>
<b>A - BUDGET GENERAL</b>				
<b>A 1 - Recettes internes</b>	<b>926,5</b>	<b>Dépenses</b>		
Titre 0 71 Recettes fiscales	876,0	Titre 1 dette publique	119,5	
Titre 0 72 Recettes non fiscales	42,4	Titre 2 personnel	266,3	
Titre 0 76 Recettes Exceptionnelles	0,1	Titre 3 et 4 autres dépenses	361,5	
Titre 0 29 Remboursement de prêts	8,0	Titre 5 dépenses en capital	320,3	
<b>A 2 - Recettes externes</b>	<b>417,6</b>	Titre 6 transfert en capital	293,0	
Titre 0 16 Emprunt Obligataire	75,0			
Titre 0 16 Emprunt Programme	37,0			
Titre 0 74 Dons budgétaires	12,6			
Titre 0 12 à 17 Tirage Dons et emprunts	293,0			
<b>TOTAL A = (A1 + A2)</b>	<b>1344,1</b>	<b>TOTAL</b>	<b>1360,6</b>	<b>-16,5</b>
<b>B - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>				
Titre 7- Recettes	41,7	Titre 7 Dépenses	47,2	-5,5
<b>TOTAL C = (A + B)</b>	<b>1385,8</b>	<b>TOTAL</b>	<b>1407,8</b>	<b>-22,0</b>

**Exposé des motifs**

Le tableau annexé à l'article 3 récapitule les ressources et les charges du budget général, des comptes spéciaux du Trésor.

**DEUXIEME PARTIE**

**MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES**

**A – BUDGET GENERAL :**

Cette deuxième partie de la loi de finances fixe pour le budget général, le montant des crédits ouverts au titre des services votés et au titre des mesures nouvelles, le plafond des dépenses ordinaires et d'investissement et le montant des crédits de paiement et des autorisations de programme assorties de leurs échéanciers, les opérations des comptes spéciaux du trésor et énonce les dispositions diverses.

## A – BUDGET GENERAL

### A-1 Budget de fonctionnement

#### **ARTICLE 4 : Services votés**

Texte de l'article :

« *Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances de l'année 2006, au titre des services votés réévalués du budget de fonctionnement, est fixé à la somme de 680.356.726..000 francs CFA ainsi répartie :*

- <i>Titre 1 Amortissement et charges dette publique</i>	<i>119 500 000 000 francs CFA</i>
- <i>Titre 2 dépenses personnel</i>	<i>257 065 832 000 francs CFA</i>
- <i>Titre 3 dépenses de fonctionnement</i>	<i>168 505 966 000 francs CFA</i>
- <i>Titre 4 transferts courants</i>	<i>135 284 928 000 francs CFA</i>

#### **Exposé des motifs**

I – Les services votés font l'objet d'une évaluation globale et d'un vote unique (article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances).

II – Les éléments de comparaison entre les crédits ouverts pour la loi de finances 2005 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2006, au titre des services votés, sont fournis, en ce qui concerne les dépenses ordinaires :

- par les tableaux II et III annexés au présent exposé des motifs ;
- par des annexes « fascicules budgétaires » établies pour chaque ministère et qui fournissent les explications des différences concernant tant les services votés que les mesures nouvelles.

III – La répartition des crédits applicables aux services votés s'établit comme suit par grande catégorie de dépenses :

- Titre 1 Amortissement et charges dette publique	119 500 000 000	francs CFA
- Titre 2 dépenses personnel	257 065 832 000	francs CFA
- Titre 3 et 4 autres dépenses	303 790 894 000	francs CFA
total	<b>680 356 726 000</b>	francs CFA

**ARTICLE 5 : mesures nouvelles – dépenses ordinaires**

Texte de l'article :

« Il est ouvert, pour la loi de finances de l'année 2006, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 72.443.274.000 francs CFA ainsi répartis :

- Titre 2 dépenses personnel	9 234 168 000	francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	28 716 127 000	francs CFA
- Titre 4 transferts courants	34 492 979 000	francs CFA

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe IV de la présente loi. »

**Exposé des motifs**

I – La comparaison, par pouvoir public et ministère, des crédits ouverts par la loi de finance 2005 et ceux prévus par la loi de finances de l'année 2006, au titre des dépenses ordinaires ( mesures nouvelles) est donnée au tableau n° II en annexe.

II – Les justifications détaillées par titre sont présentées dans les fascicules établis pour chaque pouvoir public ou ministère.

Le tableau n° II en annexe présente les éléments essentiels des dépenses ordinaires pour l'année 2006.

Conformément à l'article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances, les mesures nouvelles par titre et par pouvoir public et ministère, des dépenses ordinaires sont présentées en annexe IV.

**A –2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

**ARTICLE 6 : Dépenses en capital sur ressources internes**

Texte de l'article :

« I – Il est ouvert pour la loi de finances 2006, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement de montant 320.265.000.000 francs CFA.:

II – Il est ouvert pour la loi de finances 2006, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes de montant 1.673.223.000 francs CFA.

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe V jointe à la présente loi.

Ces inscriptions comprennent les crédits ouverts au profit des fonds ci-dessous :

- Fonds routier	15 000 000 000 francs CFA
- Fonds d'équip collect. locales	7 000 000 000 francs CFA
- Fonds de l'hydraulique	550 000 000 francs CFA
- Fonds de garantie rural	4 000 000 000 francs CFA
- Fonds de bonification rural	700 000 000 francs CFA
- Fonds de lutte contre les calamités rurales	1 500 000 000 francs CFA
- Fonds de solidarité nationale	500 000 000 francs CFA
- Fonds de promotion de la jeunesse et ASC	400 000 000 francs CFA
- Fonds national d'actions pour l'emploi	300 000 000 francs CFA
- Fonds de developpement des transports urbains	300 000 000 francs CFA

### **Exposé des motifs**

Le financement du Budget Consolidé d'Investissement sera assuré par sur ressources internes à hauteur de 320.265.000.000 francs CFA.

Par rapport à la loi de Finances 2005,

- Les autorisations de programme augmentent de 339,597 milliards de francs CFA en valeur absolue et de 25,46 % en valeur relative.
- Les crédits de paiement augmentent de 11,222 milliards de francs CFA en valeur absolue et de 3,63 % en valeur relative.

Les crédits ouverts au titre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP) du Budget Consolidé d'Investissement augmentent globalement de 350,819 milliards francs CFA en valeur absolue et de 21,36 % en valeur relative.

### **ARTICLE 7 : Dépenses en capital sur ressources externes**

Texte de l'article :

« I Pour la loi de finances de l'année 2006, les prévisions de tirage (emprunts et subventions) affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures sont évaluées à 292.972.000.000 francs CFA ainsi réparties :

- Emprunt	191 895 000 000 francs CFA
- Subvention	101 077 000 000 francs CFA

II Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 1.529.234.000.000 de francs CFA. ainsi répartis :

- Emprunt	1 056 966 000 000 francs CFA
- Subvention	472 268 000 000 francs CFA

Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe V jointe à la présente loi. »

### **Exposé des motifs**

L'exécution de ces opérations se fera conformément aux différents accords conclus avec les bailleurs de fonds.

Les justifications détaillées sont présentées dans l'annexe V consacrée au budget consolidé d'investissement.

Par rapport à la loi de finances 2005 :

- Les financements acquis sur emprunts et subventions augmentent globalement de 38,485 milliards de francs CFA en valeur absolue et de 2,58 % en valeur relative.
- Les Prévisions de Tirage augmentent globalement de 26,053 milliards de francs CFA en valeur absolue et de 9,76 % en valeur relative.

## **B –COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

### **I – COMPTES D'AFFECTION SPECIALE**

#### **ARTICLE 8 : Mesures nouvelles**

Texte de l'article :

*« I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2006, sont évaluées à 35.380.000.000 de francs CFA.*

*II – Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2006, s'élèvent à 35.380.000.000 de francs CFA.*

*III – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :*

- Caisse d'encouragement à la pêche et aux industries annexes ;*
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique. »*

### **Exposé des motifs**

I- L'article 41 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi organique stipule que les évaluations de recettes font l'objet d'un vote par catégorie de comptes spéciaux.

L'alinéa 3 du même article dispose que les dépenses des Comptes spéciaux du Trésor sont votées par catégorie de Comptes spéciaux dans les mêmes conditions que les dépenses du budget général.

II – Les crédits applicables aux comptes d'affectation spéciale figurent dans le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi.

En outre, le tableau V fournit également des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances 2005 et ceux prévus par la loi de finances de l'année 2006.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe II des Comptes Spéciaux du Trésor.

IV – L'article 26 alinéa 1 de la loi organique précitée dispose que le total des dépenses engagées ou ordonnancées au titre d'un compte d'affectation spéciale ne peut excéder les recettes du même compte, sauf pendant les trois mois de création de celui-ci. Dans ce dernier cas, le découvert ne peut être supérieur au quart des dépenses autorisées pour l'année.

Le présent projet de loi de finances de l'année 2006 prévoit que les comptes d'affectation spéciale doivent être exécutés en dépenses à hauteur des recettes réalisées. En outre, il n'est pas autorisé de découvert pour ces comptes au titre de l'année 2006.

V- l'article 25 alinéa 3 de la loi organique précitée dispose que sauf dérogations prévues par une loi de finances, il est interdit d'imputer directement à un compte spécial du trésor



les dépenses résultant du paiement de traitements ou indemnités à des agents de l'Etat . Toutefois, la présente loi de finances autorise le paiement de ces dépenses sur les comptes d'affectation spéciale cités : la Caisse d'encouragement à la pêche et aux industries annexes et le compte des frais de contrôle des sociétés à participation publique.

#### **ARTICLE 9 : Autorisation de report**

Texte de l'article :

*« Pour l'année 2006, les soldes créditeurs des comptes d'affectation spéciale ne sont pas reportables à l'exception Fonds National de Retraite »*

#### **Exposé des motifs**

L'article 25 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances stipule que sauf dispositions contraires prévues par une loi de finances, le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté d'année en année.

Pour l'année 2006, seul le solde du compte spécial « Fonds National de Retraite » est reportable. L'application de cet article vise à limiter les dérapages résultant des autres comptes spéciaux du Trésor.

## II – COMPTES DE COMMERCE

#### **ARTICLE 10 : Mesures nouvelles**

Texte de l'article :

*«I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances de l'année 2006, sont évaluées à 175.000.000 de francs CFA.*

*II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances 2006, s'élèvent à 175.000.000 de francs CFA. »*

#### **Exposé des motifs**

L'article 27 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi organique relative aux lois de finances stipule que le découvert fixé annuellement pour chaque compte de commerce a un caractère limitatif. Pour la loi de finances 2006, il n'est pas accordé de découvert pour les comptes de commerce.

### III – COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES.

#### **ARTICLE 11: Mesures nouvelles**

Texte de l'article :

*« I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'opérations monétaires sont évaluées à 800.000.000 de francs CFA.*

*II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'opérations monétaires, pour la loi de finances 2006, s'élèvent à 800.000.000 de francs CFA. »*

#### **Exposé des motifs**

L'article 28 alinéa 3 de la loi organique précitée stipule que le découvert fixé annuellement, pour chaque compte d'opérations monétaires, a un caractère limitatif. Pour la loi de finances de l'année 2006, il n'est pas autorisé de découvert pour les comptes d'opérations monétaires.

Le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances 2005 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2006.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe II des Comptes Spéciaux du Trésor.

### IV – COMPTES DE PRETS.

#### **ARTICLE 12: Mesures nouvelles**

Texte de l'article :

*« I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2006, sont évaluées à 5.650.000.000 de francs CFA.*

*II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2006, s'élèvent à 5.650.000.000 de francs CFA. »*

#### **Exposé des motifs**

Les plafonds sont ainsi répartis :

- Consolidation d'avances en prêts Etab Pub.et Soc. à particip. Pub. Maj	200.000.000 francs CFA ;
- Prêts aux collectivités locales	1.000.000.000 francs CFA ;
- Autres prêts à divers organismes	450.000.000 francs CFA ;
- Autres prêts à divers particuliers	4.000.000.000 francs CFA ;

Pour appuyer la politique d'accès au logement pour les agents de l'Etat, ce dernier compte est subventionné à hauteur de 2 milliards par le budget général en sus de ses ressources ordinaires.

Le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances 2005 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2006.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe II des Comptes Spéciaux du Trésor.

V – COMPTES D'AVANCES.

### **ARTICLE 13: Mesures nouvelles**

Texte de l'article :

*« I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 1.700.000.000 de francs CFA.*

*II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2006, s'élèvent à 1.700.000.000 de francs CFA. »*

### **Exposé des motifs**

Ces plafonds sont ainsi répartis :

- Avances aux établissements publics et sociétés à participation publique majoritaire	500.000.000 CFA ;	francs
- Avances à divers agents publics	100.000.000 CFA ;	francs
- Avances à divers organismes et particuliers	100.000.000 CFA ;	francs
- Avances aux collectivités secondaires	1.000.000.000 CFA ;	francs

Le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances 2005 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2006.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe II des Comptes Spéciaux du Trésor.

## VI – COMPTES DE GARANTIES ET D'AVALS.

### **ARTICLE 14: Mesures nouvelles**

Texte de l'article :

*« I – Les ressources des comptes de garanties et d'avals, pour la loi de finances 2006, sont évaluées à 3.500.000.000 de francs CFA.*

*II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de garanties et d'avals, pour la loi de finances 2006, s'élèvent à 3.500.000.000 de francs CFA. »*

#### **Exposé des motifs**

L'article 31 alinéa 2 de la loi organique précitée dispose que les comptes de garanties et d'avals sont provisionnés par une dotation budgétaire égale à 10% des échéances annuelles dues par les bénéficiaires des garanties de l'Etat.

### **ARTICLE 15: Affectations comptables**

Texte de l'article :

*« Compte tenu des dispositions des articles 8 à 15, les prévisions de recettes pour l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 47.205.000.000 de francs CFA comme indiqué à l'annexe II jointe à la présente loi.*

*Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances de l'année 2006 sont évaluées à la somme de 47.205.000.000 de francs CFA. »*

#### **Exposé des motifs**

L'article 19 alinéa 2 et suivants de la loi organique relative aux lois de finances stipule que toutefois, certaines recettes peuvent être directement affectées à certaines dépenses. Ces affectations spéciales prennent la forme de budgets annexes, de comptes spéciaux du Trésor ou de procédures comptables particulières au sein du budget général ou d'un budget annexe.

L'affectation par procédures comptables particulières au sein du budget général ou d'un budget annexe est décidée par voie réglementaire dans les conditions prévues à l'article 20 de la loi 2001-09 du 15.10.2001 relative aux lois de finances.

Dans tous les autres cas, l'affectation est exceptionnelle et ne peut résulter que d'une disposition de la loi de finances, d'initiative gouvernementale.

L'objet de cet article est de confirmer pour la loi de finances de l'année 2006, les affectations résultant des lois de finances antérieures.

Par rapport à la loi de finances 2005, les affectations augmentent en valeur absolue de 3,1 milliards de Francs CFA et de 7,12 % en valeur relative.

## **C- : DISPOSITIONS DIVERSES**

### ***ARTICLE 16 : Taxes parafiscales***

Texte de l'article :

*« La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe VI, jointe à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2006. »*

#### **Exposé des motifs**

L'article 33 alinéa 4° de la loi organique énumère parmi les annexes explicatives qui doivent accompagner la loi de finances de l'année, la liste complète des taxes parafiscales.

### ***ARTICLE 17 : Crédits évaluatifs***

Texte de l'article :

*« Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe VII. »*

#### **Exposé des motifs**

L'objet de cet article est d'autoriser que des dépenses auxquelles s'appliquent les crédits ouverts au titre de ces chapitres ou comptes spéciaux du Trésor puissent s'imputer, en cas de besoin, au delà des crédits ouverts par la présente loi.

Aux termes de l'article 11 de la loi organique, les crédits évaluatifs s'appliquent aux crédits afférents au service de la dette publique (charge des intérêts et remboursement

des emprunts), aux frais de justice et aux réparations civiles, aux remboursements, aux dégrèvements et aux restitutions ainsi qu'aux dépenses imputables sur les chapitres dont l'énumération figure sur un état spécial annexé à la présente loi de finances ».

### **ARTICLE 18: Respect des règles organisant les dépenses publiques**

Texte de l'article :

*« Tout acte de dépenses qui engage les finances d'une personne morale de droit public est subordonné à l'existence de crédits suffisants et au respect des règles organisant les dépenses publiques que sont : l'engagement, le contrôle, la certification du service fait, la confirmation de sa régularité et de sa prise en charge par l'ordonnateur, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement.*

*Tout contrat conclu en violation de ces obligations est nul et de nullité absolue*

*De même, les dispositions de l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration relatives à la compensation financière pour des livraisons de biens ou de services ne s'appliqueront qu'aux travaux d'un montant inférieur ou égal à 50 millions de francs CFA, ou aux travaux dont les marchés, quelque soit le montant, sont approuvés par le Ministre chargé des finances.»*

#### **Exposé des motifs**

L'objet de cet article est de réaffirmer la règle de l'engagement préalable en matière de dépenses publiques et de préciser les conditions d'application des dispositions de l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration.

### **ARTICLE 19 : Autorisation de recourir aux instruments de gestion de la Trésorerie.**

Texte de l'article :

*« Le Président de la République est autorisé :*

*1° - à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres à moyen et court terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie ;*

*2° - à réescompter auprès de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, les obligations cautionnées souscrites à l'ordre du Trésor ainsi qu'à recourir, sur le plan interne, à l'épargne privée par l'émission de bons du Trésor ou d'emprunt obligataire, par voie d'adjudication, conformément aux dispositions du règlement communautaire approuvé par le Conseil des Ministres de l'UEMOA . »*

#### **Exposé des motifs**

Comme chaque année, cet article autorise le Président de la République à recourir à différents instruments de gestion de la trésorerie.

## **C - TABLEAUX RECAPITULATIFS**



**BUDGET GENERAL**

## **RECETTES**

### **I. PRESENTATION DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES 2006.**

**TABLEAU 1 : Prévisions des recettes par article et par paragraphe**  
En milliers de francs

Art.	P ar	NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS LFI 2005	REALISATION S AU 31 /08 /05	TAUX REALI S	PREVISIONS PLFI 2006	ECARTS LF 2005/LF 2006	TAUX PROG.
		<b>RECETTES INTERNES</b>						
71		RECETTES FISCALES						
		IMPOTS DIRECTS						
71	1	Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	92 500 000	117 930 830	127,49%	96 400 000	3 900 000	4,22%
71	2	Impôts sur les salaires et autres rémunérations	94 000 000	51 587 402	54,88%	110 600 000	16 600 000	17,66%
71	3	Impôts sur le patrimoine	12 000 000	10 079 503		14 000 000	2 000 000	
71	4	autres impôts directs CGI	1 500 000	579 907	38,66%	2 000 000	500 000	33,33%
		<b>total impôts directs.....</b>	<b>200 000 000</b>	<b>180 177 642</b>	<b>90,09%</b>	<b>223 000 000</b>	<b>23 000 000</b>	<b>11,50%</b>
71		IMPOTS INDIRECTS						
71	5	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	448 000 000	301 739 711	67,35%	510 600 000	62 600 000	13,97%
71	6	Droits de timbre et d'enregistrement	18 000 000	12 227 694	67,93%	21 800 000	3 800 000	21,11%
71	7	Droits et taxes à l'importation	136 200 000	78 842 896	57,89%	120 600 000	-15 600 000	-11,45%
71	9	Autres recettes fiscales		700 000			0	
		<b>total impôts indirects.....</b>	<b>602 200 000</b>	<b>393 510 301</b>	<b>65,35%</b>	<b>653 000 000</b>	<b>50 800 000</b>	<b>8,44%</b>
71		<b>TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>802 200 000</b>	<b>573 687 943</b>	<b>71,51%</b>	<b>876 000 000</b>	<b>73 800 000</b>	<b>9,20%</b>
72		RECETTES NON FISCALES						
72	1	Revenu de l'entreprise et du domaine	16 500 000	2 907 954	17,62%	15 900 000	-600 000	-3,64%
72	2	Droits et frais administratifs	2 800 000	94 680	3,38%	2 800 000	0	0,00%
72	3	Amendes et condamnations	100 000	184 438	184,44%	100 000	0	0,00%
72	4	produits financiers	14 000 000	5 548 000	39,63%	18 900 000	4 900 000	35,00%
72	5	Autres recettes non fiscales	5 500 000	398 241	7,24%	4 700 000	-800 000	-14,55%
72		<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>	<b>38 900 000</b>	<b>9 133 313</b>	<b>23,48%</b>	<b>42 400 000</b>	<b>3 500 000</b>	<b>9,00%</b>
		<b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES Art 71- 72</b>	<b>841 100 000</b>	<b>582 821 256</b>	<b>69,29%</b>	<b>918 400 000</b>	<b>77 300 000</b>	<b>9,19%</b>
76		Recettes exceptionnelles	100 000	5 377 000	377,00%	100 000	0	0,00%
29		Remboursement Prêts rétrocédés	8 000 000	5 976 512	74,71%	8 000 000	0	0,00%
		<b>TOTAL AUTRES RECETTES ART 74 - 76- 29</b>	<b>8 100 000</b>	<b>11 353 512</b>	<b>140,17%</b>	<b>8 100 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
		<b>TOTAL RECETTES INTERNES art 71- 72- 74- 76 - 29</b>	<b>849 200 000</b>	<b>594 174 768</b>	<b>69,97%</b>	<b>926 500 000</b>	<b>77 300 000</b>	<b>9,10%</b>
		<b>RECETTES EXTERNES</b>						
12		Dons Projet et leg	111 363 000		0,00%	101 077 000	-10 286 000	-9,24%
15		Tirage sur emprunt	155 556 000		0,00%	191 895 000	36 339 000	23,36%
16		Emprunt programme ( dont déficit)	106 900 000		0,00%	134 000 000	27 100 000	25,35%
74		Dons Programmes	29 100 000	0	0,00%	12 600 000	-16 500 000	
		<b>TOTAL RECETTES EXTERNES art 12- 15- 74</b>	<b>402 919 000</b>	<b>90 028 000</b>	<b>22,34%</b>	<b>439 572 000</b>	<b>36 653 000</b>	<b>9,10%</b>
		<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>1 252 119 000</b>	<b>684 202 768</b>	<b>54,64%</b>	<b>1 366 072 000</b>	<b>113 953 000</b>	<b>9,10%</b>

## **DEPENSES**

### **II. COMPARAISON PAR TITRE ET PAR POUVOIR PUBLIC OU MINISTERE DES CREDITS DE LA LOI DE FINANCES 2006 AVEC CELLES DE LA LOI DE FINANCES 2005.**

	Crédits Ouverts en LF 2005		Loi de Finances pour l'année 2006			
	Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart		
				Valeur Absolue	%	
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Dépenses consolidées</b>						
Titre 1 - Dette Publique	111.600.000.000	119.500.000.000	0	119.500.000.000	7.900.000.000	7,08%
Titre 2 - Dépenses de personnel	249.300.000.000	257.065.832.000	9.234.168.000	266.300.000.000	17.000.000.000	6,82%
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	163.498.225.000	168.505.966.000	28.716.127.000	197.222.093.000	33.723.868.000	20,63%
Titre 4 - Dépenses de transfert	151.801.775.000	135.284.928.000	34.492.979.000	169.777.907.000	17.976.132.000	11,84%
<b>TOTAL CONSOLIDE AVEC DOTATIONS INTERNES</b>	<b>676.200.000.000</b>	<b>680.356.726.000</b>	<b>72.443.274.000</b>	<b>752.800.000.000</b>	<b>76.600.000.000</b>	<b>11,33%</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - Dépenses en capital	388.540.350.000	425.497.966.972	0	425.497.966.972	36.957.616.972	9,51%
Titre 6 - Transfert en capital	187.421.650.000	187.738.600.000	0	187.738.600.000	316.950.000	0,17%
<b>TOTAL BUDGET INVESTISSEMENT</b>	<b>575.962.000.000</b>	<b>613.236.566.972</b>	<b>0</b>	<b>613.236.566.972</b>	<b>37.274.566.972</b>	<b>6,47%</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1.252.162.000.000</b>	<b>1.293.593.292.972</b>	<b>72.443.274.000</b>	<b>1.366.036.566.972</b>	<b>113.874.566.972</b>	<b>9,09%</b>
Titre 7 - Comptes Spéciaux du Trésor	46.395.000.000	47.205.000.000	0	47.205.000.000	810.000.000	1,75%
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>46.395.000.000</b>	<b>47.205.000.000</b>	<b>0</b>	<b>47.205.000.000</b>	<b>810.000.000</b>	<b>1,75%</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL ET CST</b>	<b>1.298.557.000.000</b>	<b>1.340.798.292.972</b>	<b>72.443.274.000</b>	<b>1.413.241.566.972</b>	<b>114.684.566.972</b>	<b>8,83%</b>
dont total hors dépenses de personnel et dette	315.300.000.000	303.790.894.000	63.209.106.000	367.000.000.000	51.700.000.000	16,40%
Dotation internes(Dépenses de fonctionnement)						
Subvention Pays Bas	0	0	0	0	0	
Total Dotations Internes(Dép. Fonct.)	0	0	0	0	0	
Dotation internes(transferts courants)						
Dotation Aval et Garanties	3.500.000.000	3.500.000.000	0	3.500.000.000	0	0,0%
Dotation Prêts au logement	2.000.000.000	2.000.000.000	0	2.000.000.000	0	0,0%
<b>Total dotations internes(Transferts courants)</b>	<b>5.500.000.000</b>	<b>5.500.000.000</b>	<b>0</b>	<b>5.500.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>
<b>Dont Budget Gén à CST</b>						
<b>Total Dépenses consolidées</b>						
Titre 1 - Dette Publique	111.600.000.000	119.500.000.000	0	119.500.000.000	7.900.000.000	7,08%
Titre 2 - Dépenses de personnel	249.300.000.000	257.065.832.000	9.234.168.000	266.300.000.000	17.000.000.000	6,82%
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	163.498.225.000	168.505.966.000	28.716.127.000	197.222.093.000	33.723.868.000	20,63%
Titre 4 - Transferts courant	146.301.775.000	129.784.928.000	34.492.979.000	164.277.907.000	17.976.132.000	12,29%
<b>TOTAL CONSOLIDE HORS DOTATIONS INTERNES ET DETTE</b>	<b>670.700.000.000</b>	<b>674.856.726.000</b>	<b>72.443.274.000</b>	<b>747.300.000.000</b>	<b>76.600.000.000</b>	<b>11,42%</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - Dépenses en capital	388.540.350.000	425.497.966.972	0	425.497.966.972	36.957.616.972	9,51%
Titre 6 - Transfert en capital	187.421.650.000	187.738.600.000	0	187.738.600.000	316.950.000	0,17%
<b>Total budget d'Investissement</b>	<b>575.962.000.000</b>	<b>613.236.566.972</b>	<b>0</b>	<b>613.236.566.972</b>	<b>37.274.566.972</b>	<b>6,47%</b>
<b>Total Budget Général</b>	<b>1.246.662.000.000</b>	<b>1.288.093.292.972</b>	<b>72.443.274.000</b>	<b>1.360.536.566.972</b>	<b>113.874.566.972</b>	<b>9,13%</b>
Titre 7 - Comptes Spéciaux du Trésor	46.395.000.000	47.205.000.000	0	47.205.000.000	810.000.000	1,75%
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>46.395.000.000</b>	<b>47.205.000.000</b>	<b>0</b>	<b>47.205.000.000</b>	<b>810.000.000</b>	<b>1,75%</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL ET CST</b>	<b>1.293.057.000.000</b>	<b>1.335.298.292.972</b>	<b>72.443.274.000</b>	<b>1.407.741.566.972</b>	<b>114.684.566.972</b>	<b>8,87%</b>

(1) BCI = Budget Consolidé d'Investissement

(2) BG à CST = Dotations du Budget Général aux Comptes Spéciaux du Trésor

## Tableau 2 : Récapitulation globale par titre et par section

Pouvoirs Publics ou Ministères	en LF 2005	Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>10 Dette Publique</b>						
<b>DETTE PU</b>						
<b>REPARTITION DES CREDITS PAR TITRE ET PAR SECTION</b>						
<b>Dette Publique</b>						
	111.600.000.000	119.500.000.000	0	119.500.000.000	7.900.000.000	
<b>Total Général Section</b>	111.600.000.000	119.500.000.000	0	119.500.000.000	7.900.000.000	
<b>21 Présidence de la République</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
<b>Budget d'Investissement</b>						
	39.842.660.000	46.818.409.000	2.351.720.000	49.170.129.000	9.327.469.000	
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>						
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>						
	180.000.000	180.000.000	0	180.000.000	0	
<b>Total Général Section</b>	40.022.660.000	46.998.409.000	2.351.720.000	49.350.129.000	9.327.469.000	
<b>22 Assemblée Nationale</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
<b>Budget d'Investissement</b>						
	6.924.662.000	7.415.028.000	830.000.000	8.245.028.000	1.320.366.000	
<b>Total Général Section</b>	6.924.662.000	7.415.028.000	830.000.000	8.245.028.000	1.320.366.000	
<b>23 Commission Electorale Nationale Autonome</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
	0	0	800.000.000	800.000.000	800.000.000	
<b>Total Général Section</b>	0	0	800.000.000	800.000.000	800.000.000	

Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette public	111.600.000.000	119.500.000.000	0	119.500.000.000	7.900.000.000	7,08
<b>Total Dette Publique</b>	<b>111.600.000.000</b>	<b>119.500.000.000</b>	<b>0</b>	<b>119.500.000.000</b>	<b>7.900.000.000</b>	<b>7,08</b>
<b>TOTAL DETTE PUBLIQUE</b>						<b>7,08</b>
10						<b>7,08</b>

Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	1.947.446.000	2.700.477.000	0	2.700.477.000	753.031.000	38,67
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	5.071.214.000	4.804.614.000	1.334.720.000	6.139.334.000	1.068.120.000	21,06
Titre 4 - 21 Transferts courants	1.476.000.000	1.713.318.000	1.017.000.000	2.730.318.000	1.254.318.000	84,98
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>8.494.660.000</b>	<b>9.218.409.000</b>	<b>2.351.720.000</b>	<b>11.570.129.000</b>	<b>3.075.469.000</b>	<b>36,20</b>
Titre 5 - 21 Investissements executés par l'état	24.898.000.000	16.530.000.000	0	16.530.000.000	-8.368.000.000	-33,61
Titre 6 - 21 Transfert en capital	6.450.000.000	21.070.000.000	0	21.070.000.000	14.620.000.000	226,67
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>31.348.000.000</b>	<b>37.600.000.000</b>	<b>0</b>	<b>37.600.000.000</b>	<b>6.252.000.000</b>	<b>19,94</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>						<b>23,41</b>

Titre 7 - 21 Comptes Spéciaux du Trésor	180.000.000	180.000.000	0	180.000.000	0	0,0
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>180.000.000</b>	<b>180.000.000</b>	<b>0</b>	<b>180.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>						<b>0,0</b>
21						<b>23,31</b>

Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	2.897.362.000	2.887.728.000	0	2.887.728.000	-9.634.000	-0,33
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	3.930.500.000	3.930.500.000	830.000.000	4.760.500.000	830.000.000	21,12
Titre 4 - 22 Transferts courants	96.800.000	96.800.000	0	96.800.000	0	0,0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>6.924.662.000</b>	<b>6.915.028.000</b>	<b>830.000.000</b>	<b>7.745.028.000</b>	<b>820.366.000</b>	<b>11,85</b>
Titre 6 - 22 Transfert en capital	0	500.000.000	0	500.000.000	500.000.000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>500.000.000</b>	<b>0</b>	<b>500.000.000</b>	<b>500.000.000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>						<b>19,07</b>
22						<b>19,07</b>

Titre 4 - 23 Transferts courants	0	0	800.000.000	800.000.000	800.000.000	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>800.000.000</b>	<b>800.000.000</b>	<b>800.000.000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>						
23						

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>24 Conseil de la République Aff Eco et Sociales</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel	708.511.000	1.988.511.000	0	1.988.511.000	1.280.000.000	180,66
Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement	600.000.000	900.000.000	0	900.000.000	300.000.000	50,0
Titre 4 - 24 Transferts courants	300.000.000	0	0	0	-300.000.000	-100,0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.608.511.000</b>	<b>2.888.511.000</b>	<b>0</b>	<b>2.888.511.000</b>	<b>1.280.000.000</b>	<b>79,58</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 6 - 24 Transfert en capital	0	180.000.000	0	180.000.000	180.000.000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>180.000.000</b>	<b>0</b>	<b>180.000.000</b>	<b>180.000.000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1.608.511.000</b>	<b>3.068.511.000</b>	<b>0</b>	<b>3.068.511.000</b>	<b>1.460.000.000</b>	<b>90,77</b>
<b>Total Général Section 24</b>	<b>1.608.511.000</b>	<b>3.068.511.000</b>	<b>0</b>	<b>3.068.511.000</b>	<b>1.460.000.000</b>	<b>90,77</b>
<b>25 Conseil Constitutionnel</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	83.999.000	88.231.000	0	88.231.000	4.232.000	5,04
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	73.761.000	73.761.000	0	73.761.000	0	0,0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>157.760.000</b>	<b>161.992.000</b>	<b>0</b>	<b>161.992.000</b>	<b>4.232.000</b>	<b>2,68</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>157.760.000</b>	<b>161.992.000</b>	<b>0</b>	<b>161.992.000</b>	<b>4.232.000</b>	<b>2,68</b>
<b>Total Général Section 25</b>	<b>157.760.000</b>	<b>161.992.000</b>	<b>0</b>	<b>161.992.000</b>	<b>4.232.000</b>	<b>2,68</b>
<b>26 Conseil d'etat</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 26 Dépenses de personnel	174.438.000	209.614.000	0	209.614.000	35.176.000	20,17
Titre 3 - 26 Dépenses de fonctionnement	133.303.000	133.003.000	7.000.000	140.003.000	6.700.000	5,03
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>307.741.000</b>	<b>342.617.000</b>	<b>7.000.000</b>	<b>349.617.000</b>	<b>41.876.000</b>	<b>13,61</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 26 Investissements executés par l'état	0	50.000.000	0	50.000.000	50.000.000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>50.000.000</b>	<b>0</b>	<b>50.000.000</b>	<b>50.000.000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>307.741.000</b>	<b>392.617.000</b>	<b>7.000.000</b>	<b>399.617.000</b>	<b>91.876.000</b>	<b>29,85</b>
<b>Total Général Section 26</b>	<b>307.741.000</b>	<b>392.617.000</b>	<b>7.000.000</b>	<b>399.617.000</b>	<b>91.876.000</b>	<b>29,85</b>
<b>27 Cour de Cassation</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	297.257.000	286.989.000	0	286.989.000	-10.268.000	-3,45
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	134.358.000	134.358.000	10.000.000	144.358.000	10.000.000	7,44
Titre 4 - 27 Transferts courants	2.100.000	2.100.000	0	2.100.000	0	0,0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>433.715.000</b>	<b>423.447.000</b>	<b>10.000.000</b>	<b>433.447.000</b>	<b>-268.000</b>	<b>-0,06</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>433.715.000</b>	<b>423.447.000</b>	<b>10.000.000</b>	<b>433.447.000</b>	<b>-268.000</b>	<b>-0,06</b>
<b>Total Général Section 27</b>	<b>433.715.000</b>	<b>423.447.000</b>	<b>10.000.000</b>	<b>433.447.000</b>	<b>-268.000</b>	<b>-0,06</b>



Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>28 Cour des Comptes</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	465.636.000	468.113.000	0	468.113.000	2.477.000	0,53
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	232.250.000	233.250.000	31.000.000	264.250.000	32.000.000	13,78
Titre 4 - 28 Transferts courants	0	0	0	0	0	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>697.886.000</b>	<b>701.363.000</b>	<b>31.000.000</b>	<b>732.363.000</b>	<b>34.477.000</b>	<b>4,94</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 28 Investissements executés par l'état	195.000.000	595.000.000	0	595.000.000	400.000.000	205,13
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>195.000.000</b>	<b>595.000.000</b>	<b>0</b>	<b>595.000.000</b>	<b>400.000.000</b>	<b>205,13</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>892.886.000</b>	<b>1.296.363.000</b>	<b>31.000.000</b>	<b>1.327.363.000</b>	<b>434.477.000</b>	<b>48,66</b>
<b>Total Général Section 28</b>	<b>892.886.000</b>	<b>1.296.363.000</b>	<b>31.000.000</b>	<b>1.327.363.000</b>	<b>434.477.000</b>	<b>48,66</b>
<b>30 Primature</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	447.086.000	667.927.000	0	667.927.000	220.841.000	49,40
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	2.881.907.000	3.093.094.000	303.000.000	3.396.094.000	514.187.000	17,84
Titre 4 - 30 Transferts courants	1.015.000.000	914.581.000	294.979.000	1.209.560.000	194.560.000	19,17
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>4.343.993.000</b>	<b>4.675.602.000</b>	<b>597.979.000</b>	<b>5.273.581.000</b>	<b>929.588.000</b>	<b>21,40</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 30 Investissements executés par l'état	15.065.000.000	21.572.000.000	0	21.572.000.000	6.507.000.000	43,19
Titre 6 - 30 Transfert en capital	475.000.000	1.110.000.000	0	1.110.000.000	635.000.000	133,68
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>15.540.000.000</b>	<b>22.682.000.000</b>	<b>0</b>	<b>22.682.000.000</b>	<b>7.142.000.000</b>	<b>45,96</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>19.883.993.000</b>	<b>27.357.602.000</b>	<b>597.979.000</b>	<b>27.955.581.000</b>	<b>8.071.588.000</b>	<b>40,59</b>
<b>Total Général Section 30</b>	<b>19.883.993.000</b>	<b>27.357.602.000</b>	<b>597.979.000</b>	<b>27.955.581.000</b>	<b>8.071.588.000</b>	<b>40,59</b>
<b>31 Ministère des Affaires Etrangères</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	10.449.771.000	10.483.019.000	0	10.483.019.000	33.248.000	0,32
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	10.559.233.000	10.029.633.000	628.000.000	10.657.633.000	98.400.000	0,93
Titre 4 - 31 Transferts courants	4.550.836.000	4.449.336.000	80.000.000	4.529.336.000	-21.500.000	-0,47
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>25.559.840.000</b>	<b>24.961.988.000</b>	<b>708.000.000</b>	<b>25.669.988.000</b>	<b>110.148.000</b>	<b>0,43</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 31 Investissements executés par l'état	4.800.000.000	2.750.000.000	0	2.750.000.000	-2.050.000.000	-42,71
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>4.800.000.000</b>	<b>2.750.000.000</b>	<b>0</b>	<b>2.750.000.000</b>	<b>-2.050.000.000</b>	<b>-42,71</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>30.359.840.000</b>	<b>27.711.988.000</b>	<b>708.000.000</b>	<b>28.419.988.000</b>	<b>-1.939.852.000</b>	<b>-6,39</b>
<b>Total Général Section 31</b>	<b>30.359.840.000</b>	<b>27.711.988.000</b>	<b>708.000.000</b>	<b>28.419.988.000</b>	<b>-1.939.852.000</b>	<b>-6,39</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>32 Ministère des Forces Armées</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	41.686.775.000	42.561.284.000	0	42.561.284.000	874.509.000	2,10
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	13.352.440.000	13.260.640.000	1.321.088.000	14.581.728.000	1.229.288.000	9,21
Titre 4 - 32 Transferts courants	529.879.000	529.879.000	180.000.000	709.879.000	180.000.000	33,97
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>55.569.094.000</b>	<b>56.351.803.000</b>	<b>1.501.088.000</b>	<b>57.852.891.000</b>	<b>2.283.797.000</b>	<b>4,11</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 32 Investissements exécutés par l'état	8.900.000.000	19.175.000.000	0	19.175.000.000	10.275.000.000	115,45
Titre 6 - 32 Transfert en capital	1.000.000.000	500.000.000	0	500.000.000	-500.000.000	-50,00
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>9.900.000.000</b>	<b>19.675.000.000</b>	<b>0</b>	<b>19.675.000.000</b>	<b>9.775.000.000</b>	<b>98,74</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>65.469.094.000</b>	<b>76.026.803.000</b>	<b>1.501.088.000</b>	<b>77.527.891.000</b>	<b>12.058.797.000</b>	<b>18,42</b>
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>						
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>						
Titre 7 - 32 Comptes Spéciaux du Trésor	150.000.000	150.000.000	0	150.000.000	0	0,00
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>150.000.000</b>	<b>150.000.000</b>	<b>0</b>	<b>150.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>150.000.000</b>	<b>150.000.000</b>	<b>0</b>	<b>150.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
<b>Total Général Section 32</b>	<b>65.619.094.000</b>	<b>76.176.803.000</b>	<b>1.501.088.000</b>	<b>77.677.891.000</b>	<b>12.058.797.000</b>	<b>18,38</b>
<b>33 Ministère de l'Intérieur</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	18.489.298.000	19.468.756.000	0	19.468.756.000	979.458.000	5,30
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	7.070.398.000	7.080.298.000	3.714.208.000	10.794.506.000	3.724.108.000	52,67
Titre 4 - 33 Transferts courants	0	0	0	0	0	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>25.559.696.000</b>	<b>26.549.054.000</b>	<b>3.714.208.000</b>	<b>30.263.262.000</b>	<b>4.703.566.000</b>	<b>18,40</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 33 Investissements exécutés par l'état	10.103.000.000	11.035.000.000	0	11.035.000.000	932.000.000	9,22
Titre 6 - 33 Transfert en capital	0	0	0	0	0	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>10.103.000.000</b>	<b>11.035.000.000</b>	<b>0</b>	<b>11.035.000.000</b>	<b>932.000.000</b>	<b>9,22</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>35.662.696.000</b>	<b>37.584.054.000</b>	<b>3.714.208.000</b>	<b>41.298.262.000</b>	<b>5.635.566.000</b>	<b>15,80</b>
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>						
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>						
Titre 7 - 33 Comptes Spéciaux du Trésor	300.000.000	300.000.000	0	300.000.000	0	0,00
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>300.000.000</b>	<b>300.000.000</b>	<b>0</b>	<b>300.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>300.000.000</b>	<b>300.000.000</b>	<b>0</b>	<b>300.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
<b>Total Général Section 33</b>	<b>35.962.696.000</b>	<b>37.884.054.000</b>	<b>3.714.208.000</b>	<b>41.598.262.000</b>	<b>5.635.566.000</b>	<b>15,67</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>34 Ministère de la Justice</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	6.962.584.000	8.146.670.000	872.932.000	9.019.602.000	2.057.018.000	29,54
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	3.477.237.000	3.187.372.000	950.000.000	4.137.372.000	660.135.000	18,98
Titre 4 - 34 Transferts courants	110.700.000	660.700.000	50.000.000	710.700.000	600.000.000	542,01
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>10.550.521.000</b>	<b>11.994.742.000</b>	<b>1.872.932.000</b>	<b>13.867.674.000</b>	<b>3.317.153.000</b>	<b>31,44</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 34 Investissements executés par l'état	1.400.000.000	2.700.000.000	0	2.700.000.000	1.300.000.000	92,86
Titre 6 - 34 Transfert en capital	0	3.500.000.000	0	3.500.000.000	3.500.000.000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1.400.000.000</b>	<b>6.200.000.000</b>	<b>0</b>	<b>6.200.000.000</b>	<b>4.800.000.000</b>	<b>342,86</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>11.950.521.000</b>	<b>18.194.742.000</b>	<b>1.872.932.000</b>	<b>20.067.674.000</b>	<b>8.117.153.000</b>	<b>67,92</b>
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>						
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>						
Titre 7 - 34 Comptes Spéciaux du Trésor	15.000.000	15.000.000	0	15.000.000	0	0,0
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>15.000.000</b>	<b>15.000.000</b>	<b>0</b>	<b>15.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>15.000.000</b>	<b>15.000.000</b>	<b>0</b>	<b>15.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>Total Général Section 34</b>	<b>11.965.521.000</b>	<b>18.209.742.000</b>	<b>1.872.932.000</b>	<b>20.082.674.000</b>	<b>8.117.153.000</b>	<b>67,84</b>
<b>35 Min Fonct. Pub. Trav. Emploi et Org. Profess.</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	804.271.000	666.314.000	0	666.314.000	-137.957.000	-17,15
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	822.655.000	541.930.000	131.500.000	673.430.000	-149.225.000	-18,14
Titre 4 - 35 Transferts courants	199.581.000	60.000.000	0	60.000.000	-139.581.000	-69,94
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.826.507.000</b>	<b>1.268.244.000</b>	<b>131.500.000</b>	<b>1.399.744.000</b>	<b>-426.763.000</b>	<b>-23,36</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 35 Investissements executés par l'état	1.158.000.000	1.050.000.000	0	1.050.000.000	-108.000.000	-9,33
Titre 6 - 35 Transfert en capital	200.000.000	200.000.000	0	200.000.000	0	0,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1.358.000.000</b>	<b>1.250.000.000</b>	<b>0</b>	<b>1.250.000.000</b>	<b>-108.000.000</b>	<b>-7,95</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>3.184.507.000</b>	<b>2.518.244.000</b>	<b>131.500.000</b>	<b>2.649.744.000</b>	<b>-534.763.000</b>	<b>-16,79</b>
<b>Total Général Section 35</b>	<b>3.184.507.000</b>	<b>2.518.244.000</b>	<b>131.500.000</b>	<b>2.649.744.000</b>	<b>-534.763.000</b>	<b>-16,79</b>
<b>36 Min. Relat. avec les Institutions</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 36 Dépenses de personnel	39.510.000	94.804.000	0	94.804.000	55.294.000	139,95
Titre 3 - 36 Dépenses de fonctionnement	95.123.000	95.123.000	25.000.000	120.123.000	25.000.000	26,28
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>134.633.000</b>	<b>189.927.000</b>	<b>25.000.000</b>	<b>214.927.000</b>	<b>80.294.000</b>	<b>59,64</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 36 Investissements executés par l'état	0	50.000.000	0	50.000.000	50.000.000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>50.000.000</b>	<b>0</b>	<b>50.000.000</b>	<b>50.000.000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>134.633.000</b>	<b>239.927.000</b>	<b>25.000.000</b>	<b>264.927.000</b>	<b>130.294.000</b>	<b>96,78</b>
<b>Total Général Section 36</b>	<b>134.633.000</b>	<b>239.927.000</b>	<b>25.000.000</b>	<b>264.927.000</b>	<b>130.294.000</b>	<b>96,78</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006				Ecart	
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart		
					Valeur Absolue	%	
<b>37 Min de la Coopération Internationale et de la Coopération Décentralisée</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 37 Dépenses de personnel	93.755.000	192.131.000	0	192.131.000	98.376.000	104,93	
Titre 3 - 37 Dépenses de fonctionnement	199.800.000	212.885.000	29.000.000	241.885.000	42.085.000	21,06	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>293.555.000</b>	<b>405.016.000</b>	<b>29.000.000</b>	<b>434.016.000</b>	<b>140.461.000</b>	<b>47,85</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>							
Titre 5 - 37 Investissements executés par l'état	300.000.000	75.000.000	0	75.000.000	-225.000.000	-75,0	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>300.000.000</b>	<b>75.000.000</b>	<b>0</b>	<b>75.000.000</b>	<b>-225.000.000</b>	<b>-75,0</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>593.555.000</b>	<b>480.016.000</b>	<b>29.000.000</b>	<b>509.016.000</b>	<b>-84.539.000</b>	<b>-14,24</b>	
<b>Total Général Section 37</b>	<b>593.555.000</b>	<b>480.016.000</b>	<b>29.000.000</b>	<b>509.016.000</b>	<b>-84.539.000</b>	<b>-14,24</b>	
<b>38 MINISTERE ENTREPRENARIAT FEMININ ET MICRO CREDITS</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 38 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0	
Titre 3 - 38 Dépenses de fonctionnement	0	0	0	0	0	0	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Total Général Section 38</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 39 Dépenses de personnel	82.454.000	123.823.000	0	123.823.000	41.369.000	50,17	
Titre 3 - 39 Dépenses de fonctionnement	86.838.000	192.538.000	20.000.000	212.538.000	125.700.000	144,75	
Titre 4 - 39 Transferts courants	61.474.000	61.474.000	0	61.474.000	0	0,0	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>230.766.000</b>	<b>377.835.000</b>	<b>20.000.000</b>	<b>397.835.000</b>	<b>167.069.000</b>	<b>72,40</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>230.766.000</b>	<b>377.835.000</b>	<b>20.000.000</b>	<b>397.835.000</b>	<b>167.069.000</b>	<b>72,40</b>	
<b>Total Général Section 39</b>	<b>230.766.000</b>	<b>377.835.000</b>	<b>20.000.000</b>	<b>397.835.000</b>	<b>167.069.000</b>	<b>72,40</b>	

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>40 Ministère de l'Economie Maritime</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	766.642.000	1.125.290.000	0	1.125.290.000	358.648.000	46,78
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	337.029.000	373.129.000	310.008.000	683.137.000	346.108.000	102,69
Titre 4 - 40 Transferts courants	21.600.000	21.600.000	0	21.600.000	0	0,0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.125.271.000</b>	<b>1.520.019.000</b>	<b>310.008.000</b>	<b>1.830.027.000</b>	<b>704.756.000</b>	<b>62,63</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 40 Investissements exécutés par l'état	5.638.000.000	7.835.000.000	0	7.835.000.000	2.197.000.000	38,97
Titre 6 - 40 Transfert en capital	93.000.000	0	0	0	-93.000.000	-100,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>5.731.000.000</b>	<b>7.835.000.000</b>	<b>0</b>	<b>7.835.000.000</b>	<b>2.104.000.000</b>	<b>36,71</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>6.856.271.000</b>	<b>9.355.019.000</b>	<b>310.008.000</b>	<b>9.665.027.000</b>	<b>2.808.756.000</b>	<b>40,97</b>
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>						
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>						
Titre 7 - 40 Comptes Spéciaux du Trésor	890.000.000	900.000.000	0	900.000.000	10.000.000	1,12
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>890.000.000</b>	<b>900.000.000</b>	<b>0</b>	<b>900.000.000</b>	<b>10.000.000</b>	<b>1,12</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>890.000.000</b>	<b>900.000.000</b>	<b>0</b>	<b>900.000.000</b>	<b>10.000.000</b>	<b>1,12</b>
<b>Total Général Section 40</b>	<b>7.746.271.000</b>	<b>10.255.019.000</b>	<b>310.008.000</b>	<b>10.565.027.000</b>	<b>2.818.756.000</b>	<b>36,39</b>
<b>41 Min. Infrastr. Equip Tr. Ter. Tr. Marit. Intérieurs</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	627.442.000	687.697.000	0	687.697.000	60.255.000	9,60
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	244.622.000	260.172.000	100.000.000	360.172.000	115.550.000	47,24
Titre 4 - 41 Transferts courants	0	0	0	0	0	0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>872.064.000</b>	<b>947.869.000</b>	<b>100.000.000</b>	<b>1.047.869.000</b>	<b>175.805.000</b>	<b>20,16</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 41 Investissements exécutés par l'état	22.821.000.000	64.337.000.000	0	64.337.000.000	41.516.000.000	181,92
Titre 6 - 41 Transfert en capital	110.786.000.000	28.615.000.000	0	28.615.000.000	-82.171.000.000	-74,17
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>133.607.000.000</b>	<b>92.952.000.000</b>	<b>0</b>	<b>92.952.000.000</b>	<b>-40.655.000.000</b>	<b>-30,43</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>134.479.064.000</b>	<b>93.899.869.000</b>	<b>100.000.000</b>	<b>93.999.869.000</b>	<b>-40.479.195.000</b>	<b>-30,10</b>
<b>Total Général Section 41</b>	<b>134.479.064.000</b>	<b>93.899.869.000</b>	<b>100.000.000</b>	<b>93.999.869.000</b>	<b>-40.479.195.000</b>	<b>-30,10</b>
<b>42 Ministère Agriculture et Hydraulique</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	2.783.035.000	2.996.439.000	0	2.996.439.000	213.404.000	7,67
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	1.365.535.000	1.371.535.000	71.000.000	1.442.535.000	77.000.000	5,64
Titre 4 - 42 Transferts courants	4.539.937.000	4.539.937.000	100.000.000	4.639.937.000	100.000.000	2,20
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>8.688.507.000</b>	<b>8.907.911.000</b>	<b>171.000.000</b>	<b>9.078.911.000</b>	<b>390.404.000</b>	<b>4,49</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 42 Investissements exécutés par l'état	86.636.450.000	86.392.251.472	0	86.392.251.472	-244.198.528	-0,28
Titre 6 - 42 Transfert en capital	23.343.550.000	19.165.100.000	0	19.165.100.000	-4.178.450.000	-17,90
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>109.980.000.000</b>	<b>105.557.351.472</b>	<b>0</b>	<b>105.557.351.472</b>	<b>-4.422.648.528</b>	<b>-4,02</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>118.668.507.000</b>	<b>114.465.262.472</b>	<b>171.000.000</b>	<b>114.636.262.472</b>	<b>-4.032.244.528</b>	<b>-3,40</b>
<b>Total Général Section 42</b>	<b>118.668.507.000</b>	<b>114.465.262.472</b>	<b>171.000.000</b>	<b>114.636.262.472</b>	<b>-4.032.244.528</b>	<b>-3,40</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>43 Ministère de l'Economie et des Finances</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	8.369.849.000	12.560.859.000	0	12.560.859.000	4.191.010.000	50,07
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	5.762.422.000	5.976.940.000	601.500.000	6.578.440.000	816.018.000	14,16
Titre 4 - 43 Transferts courants	0	318.076.000	200.000.000	518.076.000	518.076.000	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>14.132.271.000</b>	<b>18.855.875.000</b>	<b>801.500.000</b>	<b>19.657.375.000</b>	<b>5.525.104.000</b>	<b>39,10</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 43 Investissements executés par l'état	21.702.000.000	33.910.100.000	0	33.910.100.000	12.208.100.000	56,25
Titre 6 - 43 Transfert en capital	8.500.000.000	10.000.000.000	0	10.000.000.000	1.500.000.000	17,65
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>30.202.000.000</b>	<b>43.910.100.000</b>	<b>0</b>	<b>43.910.100.000</b>	<b>13.708.100.000</b>	<b>45,39</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>44.334.271.000</b>	<b>62.765.975.000</b>	<b>801.500.000</b>	<b>63.567.475.000</b>	<b>19.233.204.000</b>	<b>43,38</b>
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>						
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>						
Titre 7 - 43 Comptes Spéciaux du Trésor	44.860.000.000	45.660.000.000	0	45.660.000.000	800.000.000	1,78
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>44.860.000.000</b>	<b>45.660.000.000</b>	<b>0</b>	<b>45.660.000.000</b>	<b>800.000.000</b>	<b>1,78</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>44.860.000.000</b>	<b>45.660.000.000</b>	<b>0</b>	<b>45.660.000.000</b>	<b>800.000.000</b>	<b>1,78</b>
<b>Total Général Section 43</b>	<b>89.194.271.000</b>	<b>108.425.975.000</b>	<b>801.500.000</b>	<b>109.227.475.000</b>	<b>20.033.204.000</b>	<b>22,46</b>
<b>44 Ministère de l' Industrie et de l' Artisanat</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	276.362.000	406.469.000	0	406.469.000	130.107.000	47,08
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	251.422.000	254.422.000	40.000.000	294.422.000	43.000.000	17,10
Titre 4 - 44 Transferts courants	1.331.848.000	1.308.264.000	100.000.000	1.408.264.000	76.416.000	5,74
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.859.632.000</b>	<b>1.969.155.000</b>	<b>140.000.000</b>	<b>2.109.155.000</b>	<b>249.523.000</b>	<b>13,42</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 44 Investissements executés par l'état	1.182.000.000	1.056.000.000	0	1.056.000.000	-126.000.000	-10,66
Titre 6 - 44 Transfert en capital	110.000.000	241.000.000	0	241.000.000	131.000.000	119,09
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1.292.000.000</b>	<b>1.297.000.000</b>	<b>0</b>	<b>1.297.000.000</b>	<b>5.000.000</b>	<b>0,39</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>3.151.632.000</b>	<b>3.266.155.000</b>	<b>140.000.000</b>	<b>3.406.155.000</b>	<b>254.523.000</b>	<b>8,08</b>
<b>Total Général Section 44</b>	<b>3.151.632.000</b>	<b>3.266.155.000</b>	<b>140.000.000</b>	<b>3.406.155.000</b>	<b>254.523.000</b>	<b>8,08</b>
<b>45 Ministère du Commerce</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	601.863.000	733.900.000	0	733.900.000	132.037.000	21,94
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	377.591.000	377.991.000	18.980.000	396.971.000	19.380.000	5,13
Titre 4 - 45 Transferts courants	514.620.000	514.620.000	100.000.000	614.620.000	100.000.000	19,43
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.494.074.000</b>	<b>1.626.511.000</b>	<b>118.980.000</b>	<b>1.745.491.000</b>	<b>251.417.000</b>	<b>16,83</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 45 Investissements executés par l'état	877.000.000	675.000.000	0	675.000.000	-202.000.000	-23,03
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>877.000.000</b>	<b>675.000.000</b>	<b>0</b>	<b>675.000.000</b>	<b>-202.000.000</b>	<b>-23,03</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2.371.074.000</b>	<b>2.301.511.000</b>	<b>118.980.000</b>	<b>2.420.491.000</b>	<b>49.417.000</b>	<b>2,08</b>
<b>Total Général Section 45</b>	<b>2.371.074.000</b>	<b>2.301.511.000</b>	<b>118.980.000</b>	<b>2.420.491.000</b>	<b>49.417.000</b>	<b>2,08</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>46 Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménag. Territ.</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	664.741.000	1.009.385.000	0	1.009.385.000	344.644.000	51,85
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	302.968.000	332.453.000	127.317.000	459.770.000	156.802.000	51,76
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>967.709.000</b>	<b>1.341.838.000</b>	<b>127.317.000</b>	<b>1.469.155.000</b>	<b>501.446.000</b>	<b>51,82</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 46 Investissements executés par l'état	4.596.000.000	5.205.000.000	0	5.205.000.000	609.000.000	13,25
Titre 6 - 46 Transfert en capital	100.000.000	52.396.000.000	0	52.396.000.000	52.296.000.000	52,296,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>4.696.000.000</b>	<b>57.601.000.000</b>	<b>0</b>	<b>57.601.000.000</b>	<b>52.905.000.000</b>	<b>1126,60</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>5.663.709.000</b>	<b>58.942.838.000</b>	<b>127.317.000</b>	<b>59.070.155.000</b>	<b>53.406.446.000</b>	<b>942,96</b>
<b>Total Général Section 46</b>	<b>5.663.709.000</b>	<b>58.942.838.000</b>	<b>127.317.000</b>	<b>59.070.155.000</b>	<b>53.406.446.000</b>	<b>942,96</b>
<b>47 Ministère de l'Energie et des Mines</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 47 Dépenses de personnel	166.746.000	272.891.000	0	272.891.000	106.145.000	63,66
Titre 3 - 47 Dépenses de fonctionnement	179.489.000	179.489.000	9.860.000	189.349.000	9.860.000	5,49
Titre 4 - 47 Transferts courants	2.000.000	2.000.000	0	2.000.000	0	0,0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>348.235.000</b>	<b>454.380.000</b>	<b>9.860.000</b>	<b>464.240.000</b>	<b>116.005.000</b>	<b>33,31</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 47 Investissements executés par l'état	11.224.000.000	13.788.000.000	0	13.788.000.000	2.564.000.000	22,84
Titre 6 - 47 Transfert en capital	2.305.000.000	4.725.000.000	0	4.725.000.000	2.420.000.000	104,99
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>13.529.000.000</b>	<b>18.513.000.000</b>	<b>0</b>	<b>18.513.000.000</b>	<b>4.984.000.000</b>	<b>36,84</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>13.877.235.000</b>	<b>18.967.380.000</b>	<b>9.860.000</b>	<b>18.977.240.000</b>	<b>5.100.005.000</b>	<b>36,75</b>
<b>Total Général Section 47</b>	<b>13.877.235.000</b>	<b>18.967.380.000</b>	<b>9.860.000</b>	<b>18.977.240.000</b>	<b>5.100.005.000</b>	<b>36,75</b>
<b>48 Min. Patrimoine Bâti Habitat Construction</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 48 Dépenses de personnel	319.708.000	291.095.000	0	291.095.000	-28.613.000	-8,95
Titre 3 - 48 Dépenses de fonctionnement	776.394.000	291.794.000	48.000.000	339.794.000	-436.600.000	-56,23
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.096.102.000</b>	<b>582.889.000</b>	<b>48.000.000</b>	<b>630.889.000</b>	<b>-465.213.000</b>	<b>-42,44</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 48 Investissements executés par l'état	25.510.000.000	10.000.000	0	10.000.000	-25.500.000.000	-99,96
Titre 6 - 48 Transfert en capital	17.000.000.000	18.485.500.000	0	18.485.500.000	1.485.500.000	8,74
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>42.510.000.000</b>	<b>18.495.500.000</b>	<b>0</b>	<b>18.495.500.000</b>	<b>-24.014.500.000</b>	<b>-56,49</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>43.606.102.000</b>	<b>19.078.389.000</b>	<b>48.000.000</b>	<b>19.126.389.000</b>	<b>-24.479.713.000</b>	<b>-56,14</b>
<b>Total Général Section 48</b>	<b>43.606.102.000</b>	<b>19.078.389.000</b>	<b>48.000.000</b>	<b>19.126.389.000</b>	<b>-24.479.713.000</b>	<b>-56,14</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>49 Ministère du Tourisme Transports aériens</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	325.849.000	408.714.000	0	408.714.000	82.865.000	25,43
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	216.722.000	218.522.000	11.000.000	229.522.000	12.800.000	5,91
Titre 4 - 49 Transferts courants	7.776.000	7.776.000	100.000.000	107.776.000	100.000.000	1286,01
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>550.347.000</b>	<b>635.012.000</b>	<b>111.000.000</b>	<b>746.012.000</b>	<b>195.665.000</b>	<b>35,55</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 49 Investissements exécutés par l'état	202.000.000	1.885.000.000	0	1.885.000.000	1.683.000.000	833,17
Titre 6 - 49 Transfert en capital	0	150.000.000	0	150.000.000	150.000.000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>202.000.000</b>	<b>2.035.000.000</b>	<b>0</b>	<b>2.035.000.000</b>	<b>1.833.000.000</b>	<b>907,43</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>752.347.000</b>	<b>2.670.012.000</b>	<b>111.000.000</b>	<b>2.781.012.000</b>	<b>2.028.665.000</b>	<b>269,64</b>
<b>Total Général Section 49</b>	<b>752.347.000</b>	<b>2.670.012.000</b>	<b>111.000.000</b>	<b>2.781.012.000</b>	<b>2.028.665.000</b>	<b>269,64</b>
<b>50 Ministère de l'Education</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	109.435.882.000	103.988.357.000	2.858.263.000	106.846.620.000	-2.589.262.000	-2,37
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	39.511.923.000	38.219.999.000	9.383.554.000	47.603.553.000	8.091.630.000	20,48
Titre 4 - 50 Transferts courants	47.136.321.000	47.481.564.000	3.150.000.000	50.631.564.000	3.495.243.000	7,42
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>196.084.126.000</b>	<b>189.689.920.000</b>	<b>15.391.817.000</b>	<b>205.081.737.000</b>	<b>8.997.611.000</b>	<b>4,59</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 50 Investissements exécutés par l'état	39.481.250.000	41.071.000.000	0	41.071.000.000	1.589.750.000	4,03
Titre 6 - 50 Transfert en capital	358.750.000	3.678.000.000	0	3.678.000.000	3.319.250.000	925,23
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>39.840.000.000</b>	<b>44.749.000.000</b>	<b>0</b>	<b>44.749.000.000</b>	<b>4.909.000.000</b>	<b>12,32</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>235.924.126.000</b>	<b>234.438.920.000</b>	<b>15.391.817.000</b>	<b>249.830.737.000</b>	<b>13.906.611.000</b>	<b>5,89</b>
<b>Total Général Section 50</b>	<b>235.924.126.000</b>	<b>234.438.920.000</b>	<b>15.391.817.000</b>	<b>249.830.737.000</b>	<b>13.906.611.000</b>	<b>5,89</b>
<b>51 Ministère Recherche Scientifique et Technologique</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 51 Dépenses de personnel	128.352.000	163.842.000	0	163.842.000	35.490.000	27,65
Titre 3 - 51 Dépenses de fonctionnement	154.069.000	154.669.000	50.000.000	204.669.000	50.600.000	32,84
Titre 4 - 51 Transferts courants	1.046.055.000	1.046.055.000	250.000.000	1.296.055.000	250.000.000	23,90
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.328.476.000</b>	<b>1.364.566.000</b>	<b>300.000.000</b>	<b>1.664.566.000</b>	<b>336.090.000</b>	<b>25,30</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 51 Investissements exécutés par l'état	300.000.000	700.000.000	0	700.000.000	400.000.000	133,33
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>300.000.000</b>	<b>700.000.000</b>	<b>0</b>	<b>700.000.000</b>	<b>400.000.000</b>	<b>133,33</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1.628.476.000</b>	<b>2.064.566.000</b>	<b>300.000.000</b>	<b>2.364.566.000</b>	<b>736.090.000</b>	<b>45,20</b>
<b>Total Général Section 51</b>	<b>1.628.476.000</b>	<b>2.064.566.000</b>	<b>300.000.000</b>	<b>2.364.566.000</b>	<b>736.090.000</b>	<b>45,20</b>



Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006				Ecart	
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart		
					Valeur Absolue	%	
<b>52 Ministère des Sports</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	1.169.693.000	1.041.732.000	0	1.041.732.000	-127.961.000	-10,94	
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	3.017.846.000	2.421.046.000	1.709.200.000	4.130.246.000	1.112.400.000	36,86	
Titre 4 - 52 Transferts courants	70.000.000	70.000.000	7.000.000	77.000.000	7.000.000	10,00	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>4.257.539.000</b>	<b>3.532.778.000</b>	<b>1.716.200.000</b>	<b>5.248.978.000</b>	<b>991.439.000</b>	<b>23,29</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>							
Titre 5 - 52 Investissements executés par l'état	1.200.000.000	1.500.000.000	0	1.500.000.000	300.000.000	25,00	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1.200.000.000</b>	<b>1.500.000.000</b>	<b>0</b>	<b>1.500.000.000</b>	<b>300.000.000</b>	<b>25,00</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>5.457.539.000</b>	<b>5.032.778.000</b>	<b>1.716.200.000</b>	<b>6.748.978.000</b>	<b>1.291.439.000</b>	<b>23,66</b>	
<b>Total Général Section 52</b>	<b>5.457.539.000</b>	<b>5.032.778.000</b>	<b>1.716.200.000</b>	<b>6.748.978.000</b>	<b>1.291.439.000</b>	<b>23,66</b>	
<b>53 Min Culture Patrimoine Histo. Classé</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	529.996.000	685.559.000	0	685.559.000	155.563.000	29,35	
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	556.282.000	586.712.000	48.000.000	634.712.000	78.430.000	14,10	
Titre 4 - 53 Transferts courants	2.239.369.000	1.793.010.000	404.000.000	2.197.010.000	-42.359.000	-1,89	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>3.325.647.000</b>	<b>3.065.281.000</b>	<b>452.000.000</b>	<b>3.517.281.000</b>	<b>191.634.000</b>	<b>5,76</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>							
Titre 5 - 53 Investissements executés par l'état	1.750.000.000	1.370.000.000	0	1.370.000.000	-380.000.000	-21,71	
Titre 6 - 53 Transfert en capital	0	300.000.000	0	300.000.000	300.000.000		
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1.750.000.000</b>	<b>1.670.000.000</b>	<b>0</b>	<b>1.670.000.000</b>	<b>-80.000.000</b>	<b>-4,57</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>5.075.647.000</b>	<b>4.735.281.000</b>	<b>452.000.000</b>	<b>5.187.281.000</b>	<b>111.634.000</b>	<b>2,20</b>	
<b>Total Général Section 53</b>	<b>5.075.647.000</b>	<b>4.735.281.000</b>	<b>452.000.000</b>	<b>5.187.281.000</b>	<b>111.634.000</b>	<b>2,20</b>	
<b>54 Ministère Santé et de la Prévention Médicale</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	19.754.398.000	19.695.433.000	1.500.000.000	21.195.433.000	1.441.035.000	7,29	
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	12.172.599.000	12.112.545.000	3.580.000.000	15.692.545.000	3.519.946.000	28,92	
Titre 4 - 54 Transferts courants	14.951.638.000	15.011.692.000	1.000.000.000	16.011.692.000	1.060.054.000	7,09	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>46.878.635.000</b>	<b>46.819.670.000</b>	<b>6.080.000.000</b>	<b>52.899.670.000</b>	<b>6.021.035.000</b>	<b>12,84</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>							
Titre 5 - 54 Investissements executés par l'état	38.861.000.000	23.281.000.000	0	23.281.000.000	-15.580.000.000	-40,09	
Titre 6 - 54 Transfert en capital	3.535.000.000	4.357.000.000	0	4.357.000.000	822.000.000	23,25	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>42.396.000.000</b>	<b>27.638.000.000</b>	<b>0</b>	<b>27.638.000.000</b>	<b>-14.758.000.000</b>	<b>-34,81</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>89.274.635.000</b>	<b>74.457.670.000</b>	<b>6.080.000.000</b>	<b>80.537.670.000</b>	<b>-8.736.965.000</b>	<b>-9,79</b>	
<b>Total Général Section 54</b>	<b>89.274.635.000</b>	<b>74.457.670.000</b>	<b>6.080.000.000</b>	<b>80.537.670.000</b>	<b>-8.736.965.000</b>	<b>-9,79</b>	

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006				Ecart	
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart		
					Valeur Absolue	%	
<b>55 Ministère de la Jeunesse</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	820.671.000	862.080.000	0	862.080.000	41.409.000	5,05	
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	1.078.205.000	1.083.205.000	56.000.000	1.139.205.000	61.000.000	5,66	
Titre 4 - 55 Transferts courants	206.000.000	206.000.000	20.000.000	226.000.000	20.000.000	9,71	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2.104.876.000</b>	<b>2.151.285.000</b>	<b>76.000.000</b>	<b>2.227.285.000</b>	<b>122.409.000</b>	<b>5,82</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>							
Titre 5 - 55 Investissements executés par l'état	1.153.000.000	1.600.000.000	0	1.600.000.000	447.000.000	38,77	
Titre 6 - 55 Transfert en capital	500.000.000	400.000.000	0	400.000.000	-100.000.000	-20,0	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1.653.000.000</b>	<b>2.000.000.000</b>	<b>0</b>	<b>2.000.000.000</b>	<b>347.000.000</b>	<b>20,99</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>3.757.876.000</b>	<b>4.151.285.000</b>	<b>76.000.000</b>	<b>4.227.285.000</b>	<b>469.409.000</b>	<b>12,49</b>	
<b>Total Général Section 55</b>	<b>3.757.876.000</b>	<b>4.151.285.000</b>	<b>76.000.000</b>	<b>4.227.285.000</b>	<b>469.409.000</b>	<b>12,49</b>	
<b>56 Ministère de l' Environnement &amp; Protection nature</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	1.809.887.000	2.110.638.000	175.117.000	2.285.755.000	475.868.000	26,29	
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	2.058.694.000	1.653.094.000	920.000.000	2.573.094.000	514.400.000	24,99	
Titre 4 - 56 Transferts courants	115.000.000	15.000.000	5.000.000	20.000.000	-95.000.000	-82,61	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>3.983.581.000</b>	<b>3.778.732.000</b>	<b>1.100.117.000</b>	<b>4.878.849.000</b>	<b>895.268.000</b>	<b>22,47</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>							
Titre 5 - 56 Investissements executés par l'état	11.061.000.000	18.152.000.000	0	18.152.000.000	7.091.000.000	64,11	
Titre 6 - 56 Transfert en capital	0	1.174.000.000	0	1.174.000.000	1.174.000.000		
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>11.061.000.000</b>	<b>19.326.000.000</b>	<b>0</b>	<b>19.326.000.000</b>	<b>8.265.000.000</b>	<b>74,72</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>15.044.581.000</b>	<b>23.104.732.000</b>	<b>1.100.117.000</b>	<b>24.204.849.000</b>	<b>9.160.268.000</b>	<b>60,89</b>	
<b>Total Général Section 56</b>	<b>15.044.581.000</b>	<b>23.104.732.000</b>	<b>1.100.117.000</b>	<b>24.204.849.000</b>	<b>9.160.268.000</b>	<b>60,89</b>	
<b>57 MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 57 Dépenses de personnel	0	605.132.000	0	605.132.000	605.132.000		
Titre 3 - 57 Dépenses de fonctionnement	0	1.181.317.000	219.375.000	1.400.692.000	1.400.692.000		
Titre 4 - 57 Transferts courants	0	595.000.000	100.000.000	695.000.000	695.000.000		
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>2.381.449.000</b>	<b>319.375.000</b>	<b>2.700.824.000</b>	<b>2.700.824.000</b>		
<b>Budget d'Investissement</b>							
Titre 5 - 57 Investissements executés par l'état	0	1.458.000.000	0	1.458.000.000	1.458.000.000		
Titre 6 - 57 Transfert en capital	0	1.000.000.000	0	1.000.000.000	1.000.000.000		
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>2.458.000.000</b>	<b>0</b>	<b>2.458.000.000</b>	<b>2.458.000.000</b>		
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>4.839.449.000</b>	<b>319.375.000</b>	<b>5.158.824.000</b>	<b>5.158.824.000</b>		
<b>Total Général Section 57</b>	<b>0</b>	<b>4.839.449.000</b>	<b>319.375.000</b>	<b>5.158.824.000</b>	<b>5.158.824.000</b>		

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>58 Min. de la Famille et du Dévelop. Social</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	1.433.932.000	920.525.000	0	920.525.000	-513.407.000	-35,80
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	2.049.521.000	1.077.744.000	93.520.000	1.171.264.000	-878.257.000	-42,85
Titre 4 - 58 Transferts courants	1.049.902.000	418.822.000	6.000.000	424.822.000	-625.080.000	-59,54
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>4.533.355.000</b>	<b>2.417.091.000</b>	<b>99.520.000</b>	<b>2.516.611.000</b>	<b>-2.016.744.000</b>	<b>-44,49</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 58 Investissements executés par l'état	10.986.650.000	9.172.000.000	0	9.172.000.000	-1.814.650.000	-16,52
Titre 6 - 58 Transfert en capital	3.775.350.000	593.000.000	0	593.000.000	-3.182.350.000	-84,29
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>14.762.000.000</b>	<b>9.765.000.000</b>	<b>0</b>	<b>9.765.000.000</b>	<b>-4.997.000.000</b>	<b>-33,85</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>19.295.355.000</b>	<b>12.182.091.000</b>	<b>99.520.000</b>	<b>12.281.611.000</b>	<b>-7.013.744.000</b>	<b>-36,35</b>
<b>Total Général Section 58</b>	<b>19.295.355.000</b>	<b>12.182.091.000</b>	<b>99.520.000</b>	<b>12.281.611.000</b>	<b>-7.013.744.000</b>	<b>-36,35</b>
<b>59 ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	0	5.656.849.000	70.000.000	5.726.849.000	5.726.849.000	
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	0	1.664.228.000	595.846.000	2.260.074.000	2.260.074.000	
Titre 4 - 59 Transferts courants	0	418.257.000	223.000.000	641.257.000	641.257.000	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>7.739.334.000</b>	<b>888.846.000</b>	<b>8.628.180.000</b>	<b>8.628.180.000</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 59 Investissements executés par l'état	0	7.206.000.000	0	7.206.000.000	7.206.000.000	
Titre 6 - 59 Transfert en capital	0	330.000.000	0	330.000.000	330.000.000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>7.536.000.000</b>	<b>0</b>	<b>7.536.000.000</b>	<b>7.536.000.000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>15.275.334.000</b>	<b>888.846.000</b>	<b>16.164.180.000</b>	<b>16.164.180.000</b>	
<b>Total Général Section 59</b>	<b>0</b>	<b>15.275.334.000</b>	<b>888.846.000</b>	<b>16.164.180.000</b>	<b>16.164.180.000</b>	
<b>60 Charges Non Réparties "Dépenses Communes"</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	11.406.265.000	6.317.919.000	3.757.856.000	10.075.775.000	-1.330.490.000	-11,66
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	42.265.212.000	48.318.080.000	111.891.000	48.429.971.000	6.164.759.000	14,59
Titre 4 - 60 Transferts courants	54.304.722.000	37.624.150.000	25.286.000.000	62.910.150.000	8.605.428.000	15,85
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>107.976.199.000</b>	<b>92.260.149.000</b>	<b>29.155.747.000</b>	<b>121.415.896.000</b>	<b>13.439.697.000</b>	<b>12,45</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>107.976.199.000</b>	<b>92.260.149.000</b>	<b>29.155.747.000</b>	<b>121.415.896.000</b>	<b>13.439.697.000</b>	<b>12,45</b>
<b>Total Général Section 60</b>	<b>107.976.199.000</b>	<b>92.260.149.000</b>	<b>29.155.747.000</b>	<b>121.415.896.000</b>	<b>13.439.697.000</b>	<b>12,45</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>61 Ministère du Plan et du Développement Durable</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 61 Dépenses de personnel	242.894.000	321.589.000	0	321.589.000	78.695.000	32,40
Titre 3 - 61 Dépenses de fonctionnement	237.941.000	246.202.000	20.060.000	266.262.000	28.321.000	11,90
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>480.835.000</b>	<b>567.791.000</b>	<b>20.060.000</b>	<b>587.851.000</b>	<b>107.016.000</b>	<b>22,26</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 61 Investissements executés par l'état	1.620.000.000	2.235.215.500	0	2.235.215.500	615.215.500	37,98
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1.620.000.000</b>	<b>2.235.215.500</b>	<b>0</b>	<b>2.235.215.500</b>	<b>615.215.500</b>	<b>37,98</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2.100.835.000</b>	<b>2.803.006.500</b>	<b>20.060.000</b>	<b>2.823.066.500</b>	<b>722.231.500</b>	<b>34,38</b>
<b>Total Général Section 61</b>	<b>2.100.835.000</b>	<b>2.803.006.500</b>	<b>20.060.000</b>	<b>2.823.066.500</b>	<b>722.231.500</b>	<b>34,38</b>
<b>62 Min Elevage</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	824.881.000	908.555.000	0	908.555.000	83.674.000	10,14
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	265.140.000	289.797.000	42.500.000	332.297.000	67.157.000	25,33
Titre 4 - 62 Transferts courants	23.142.000	23.142.000	0	23.142.000	0	0,0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.113.163.000</b>	<b>1.221.494.000</b>	<b>42.500.000</b>	<b>1.263.994.000</b>	<b>150.831.000</b>	<b>13,55</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 62 Investissements executés par l'état	7.427.000.000	4.980.400.000	0	4.980.400.000	-2.446.600.000	-32,94
Titre 6 - 62 Transfert en capital	515.000.000	500.000.000	0	500.000.000	-15.000.000	-2,91
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>7.942.000.000</b>	<b>5.480.400.000</b>	<b>0</b>	<b>5.480.400.000</b>	<b>-2.461.600.000</b>	<b>-30,99</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>9.055.163.000</b>	<b>6.701.894.000</b>	<b>42.500.000</b>	<b>6.744.394.000</b>	<b>-2.310.769.000</b>	<b>-25,52</b>
<b>Total Général Section 62</b>	<b>9.055.163.000</b>	<b>6.701.894.000</b>	<b>42.500.000</b>	<b>6.744.394.000</b>	<b>-2.310.769.000</b>	<b>-25,52</b>
<b>63 Min. Information</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	133.201.000	191.476.000	0	191.476.000	58.275.000	43,75
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	381.486.000	441.886.000	686.000.000	1.127.886.000	746.400.000	195,66
Titre 4 - 63 Transferts courants	471.370.000	471.370.000	0	471.370.000	0	0,0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>986.057.000</b>	<b>1.104.732.000</b>	<b>686.000.000</b>	<b>1.790.732.000</b>	<b>804.675.000</b>	<b>81,61</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 6 - 63 Transfert en capital	970.000.000	1.557.000.000	0	1.557.000.000	587.000.000	60,52
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>970.000.000</b>	<b>1.557.000.000</b>	<b>0</b>	<b>1.557.000.000</b>	<b>587.000.000</b>	<b>60,52</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1.956.057.000</b>	<b>2.661.732.000</b>	<b>686.000.000</b>	<b>3.347.732.000</b>	<b>1.391.675.000</b>	<b>71,15</b>
<b>Total Général Section 63</b>	<b>1.956.057.000</b>	<b>2.661.732.000</b>	<b>686.000.000</b>	<b>3.347.732.000</b>	<b>1.391.675.000</b>	<b>71,15</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>64 Min. des PME - Entr. Fem et Micro Finance</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 64 Dépenses de personnel	153.535.000	188.665.000	0	188.665.000	35.130.000	22,88
Titre 3 - 64 Dépenses de fonctionnement	186.650.000	187.550.000	320.000.000	507.550.000	320.900.000	171,93
Titre 4 - 64 Transferts courants	300.000.000	320.000.000	20.000.000	340.000.000	40.000.000	13,33
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>640.185.000</b>	<b>696.215.000</b>	<b>340.000.000</b>	<b>1.036.215.000</b>	<b>396.030.000</b>	<b>61,86</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 64 Investissements executés par l'état	1.360.000.000	3.210.000.000	0	3.210.000.000	1.850.000.000	136,03
Titre 6 - 64 Transfert en capital	560.000.000	1.150.000.000	0	1.150.000.000	590.000.000	105,36
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1.920.000.000</b>	<b>4.360.000.000</b>	<b>0</b>	<b>4.360.000.000</b>	<b>2.440.000.000</b>	<b>127,08</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2.560.185.000</b>	<b>5.056.215.000</b>	<b>340.000.000</b>	<b>5.396.215.000</b>	<b>2.836.030.000</b>	<b>110,77</b>
<b>Total Général Section 64</b>	<b>2.560.185.000</b>	<b>5.056.215.000</b>	<b>340.000.000</b>	<b>5.396.215.000</b>	<b>2.836.030.000</b>	<b>110,77</b>
<b>65 Ministère Collectivités locales &amp; Décentralisation</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	782.694.000	1.141.604.000	0	1.141.604.000	358.910.000	45,86
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	529.896.000	809.296.000	60.000.000	869.296.000	339.400.000	64,05
Titre 4 - 65 Transferts courants	15.013.105.000	14.475.405.000	1.000.000.000	15.475.405.000	462.300.000	3,08
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>16.325.695.000</b>	<b>16.426.305.000</b>	<b>1.060.000.000</b>	<b>17.486.305.000</b>	<b>1.160.610.000</b>	<b>7,11</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 65 Investissements executés par l'état	13.340.000.000	7.800.000.000	0	7.800.000.000	-5.540.000.000	-41,53
Titre 6 - 65 Transfert en capital	6.300.000.000	7.400.000.000	0	7.400.000.000	1.100.000.000	17,46
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>19.640.000.000</b>	<b>15.200.000.000</b>	<b>0</b>	<b>15.200.000.000</b>	<b>-4.440.000.000</b>	<b>-22,61</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>35.965.695.000</b>	<b>31.626.305.000</b>	<b>1.060.000.000</b>	<b>32.686.305.000</b>	<b>-3.279.390.000</b>	<b>-9,12</b>
<b>Total Général Section 65</b>	<b>35.965.695.000</b>	<b>31.626.305.000</b>	<b>1.060.000.000</b>	<b>32.686.305.000</b>	<b>-3.279.390.000</b>	<b>-9,12</b>
<b>66 Ministère Poste, Télécom. et Nouv. Tech. Info. Com</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 66 Dépenses de personnel	58.104.000	117.071.000	0	117.071.000	58.967.000	101,49
Titre 3 - 66 Dépenses de fonctionnement	203.500.000	203.700.000	40.000.000	243.700.000	40.200.000	19,75
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>261.604.000</b>	<b>320.771.000</b>	<b>40.000.000</b>	<b>360.771.000</b>	<b>99.167.000</b>	<b>37,91</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 66 Investissements executés par l'état	83.000.000	143.000.000	0	143.000.000	60.000.000	72,29
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>83.000.000</b>	<b>143.000.000</b>	<b>0</b>	<b>143.000.000</b>	<b>60.000.000</b>	<b>72,29</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>344.604.000</b>	<b>463.771.000</b>	<b>40.000.000</b>	<b>503.771.000</b>	<b>159.167.000</b>	<b>46,19</b>
<b>Total Général Section 66</b>	<b>344.604.000</b>	<b>463.771.000</b>	<b>40.000.000</b>	<b>503.771.000</b>	<b>159.167.000</b>	<b>46,19</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>67 Min. NEPAD Integ. Eco. Afr. et Polit. Bon. Gouv.</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 67 Dépenses de personnel	45.202.000	90.698.000	0	90.698.000	45.496.000	100,65
Titre 3 - 67 Dépenses de fonctionnement	147.350.000	147.750.000	8.000.000	155.750.000	8.400.000	5,70
Titre 4 - 67 Transferts courants	115.000.000	115.000.000	0	115.000.000	0	0,0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>307.552.000</b>	<b>353.448.000</b>	<b>8.000.000</b>	<b>361.448.000</b>	<b>53.896.000</b>	<b>17,52</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 67 Investissements executés par l'état	0	100.000.000	0	100.000.000	100.000.000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>100.000.000</b>	<b>0</b>	<b>100.000.000</b>	<b>100.000.000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>307.552.000</b>	<b>453.448.000</b>	<b>8.000.000</b>	<b>461.448.000</b>	<b>153.896.000</b>	<b>50,04</b>
<b>Total Général Section 67</b>	<b>307.552.000</b>	<b>453.448.000</b>	<b>8.000.000</b>	<b>461.448.000</b>	<b>153.896.000</b>	<b>50,04</b>
<b>68 Min. Prévention Hygiène Publique Assainissement</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	38.023.000	530.978.000	0	530.978.000	492.955.000	1296,47
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	146.700.000	167.700.000	100.000.000	267.700.000	121.000.000	82,48
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>184.723.000</b>	<b>698.678.000</b>	<b>100.000.000</b>	<b>798.678.000</b>	<b>613.955.000</b>	<b>332,37</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 68 Investissements executés par l'état	12.710.000.000	10.844.000.000	0	10.844.000.000	-1.866.000.000	-14,68
Titre 6 - 68 Transfert en capital	545.000.000	4.462.000.000	0	4.462.000.000	3.917.000.000	718,72
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>13.255.000.000</b>	<b>15.306.000.000</b>	<b>0</b>	<b>15.306.000.000</b>	<b>2.051.000.000</b>	<b>15,47</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>13.439.723.000</b>	<b>16.004.678.000</b>	<b>100.000.000</b>	<b>16.104.678.000</b>	<b>2.664.955.000</b>	<b>19,83</b>
<b>Total Général Section 68</b>	<b>13.439.723.000</b>	<b>16.004.678.000</b>	<b>100.000.000</b>	<b>16.104.678.000</b>	<b>2.664.955.000</b>	<b>19,83</b>
<b>TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:</b>	<b>1.298.557.000.000</b>	<b>1.340.798.292.972</b>	<b>72.443.274.000</b>	<b>1.413.241.566.972</b>	<b>114.684.566.972</b>	<b>8,83</b>

**III. COMPARAISON DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES CREDITS  
DE PAIEMENT , DES FINANCEMENTS ACQUIS ET DES PREVISIONS DE  
TIRAGE DE OUVERTS DANS LES LOIS DE FINANCES 2002 A 2006**

## TABLEAUX DES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ETAT

### 1- Investissements exécutés par l'Etat sur ressources intérieures.

En millions de francs

LF et ANNEES	AUTORISATIONS DE PROGRAMME			CREDITS DE PAIEMENT		
	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente
<b>LF 2002</b>	725 716			142 300		
<b>LF 2003</b>	874 892	149 176	20,56%	169 400	27 100	19,04%
<b>LFR 2003</b>	917 292	42 400	4,85%	211 800	42 400	25,03%
<b>LF 2004</b>	1 033 690	116 398	13,30%	202 250	-9 550	-5,64%
<b>LFR 2004</b>	1 071 045	37 355	3,61%	236 114	33 864	16,74%
<b>LF 2005</b>	1 333 626	262 581	25,40%	309 043	72 929	36,06%
<b>LF 2006</b>	1 673 223	339 597	31,71%	320 265	11 222	4,75%

### 2- Investissements exécutés par l'Etat sur ressources extérieures (emprunt).

En millions de francs

LF et ANNEES	FINANCEMENTS ACQUIS			PREVISIONS DE TIRAGE		
	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente
<b>LF 2002</b>	807 824			161 675		
<b>LF 2003</b>	874 299	66 475	8,23%	158 078	-3 597	-2,22%
<b>LFR 2003</b>	874 299	0	0,00%	158 078	0	0,00%
<b>LF 2004</b>	871 131	-3 168	-0,36%	168 825	10 747	6,80%
<b>LFR 2004</b>	871 131	0	0,00%	168 825	0	0,00%
<b>LF 2005</b>	828 288	-42 843	-4,92%	155 556	-13 269	-7,86%
<b>LF 2006</b>	1 056 966	185 835	21,33%	191 895	23 070	13,67%



### 3- Investissements exécutés par l'Etat sur ressources extérieures (subvention).

En millions de francs

LF et ANNEES	FINANCEMENTS ACQUIS			PREVISIONS DE TIRAGE		
	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente
LF 2002	461 928			88 712		
LF 2003	462 179	251	0,05%	91 135	2 423	2,73%
LFR 2003	462 179	0	0,00%	91 135	0	0,00%
LF 2004	560 429	98 250	21,26%	90 325	-810	-0,89%
LFR 2004	560 429	0	0,00%	90 325	0	0,00%
LF 2005	662 461	102 032	18,21%	111 363	21 038	23,29%
LF 2006	472 268	-88 161	-15,73%	101 077	10 752	11,90%

### 4- Récapitulation générale.

En millions de francs

LF et ANNEES	AUTORISATION DE PROGRAMME ET FINANCEMENTS ACQUIS ( AP+FA)			CREDITS DE PAIEMENT ET PREVISIONS DE TIRAGE ( CP+PT)		
	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente
LF 2002	1 995 468			392 687		
LF 2003	2 211 370	215 902	10,82%	418 613	25 926	6,60%
LFR 2003	2 253 770	42 400	1,92%	461 013	42 400	10,13%
LF 2004	2 462 250	250 880	11,35%	461 400	42 787	10,22%
LFR 2004	2 502 605	40 355	1,64%	495 264	33 864	7,34%
LF 2005	2 824 375	362 125	14,71%	575 962	114 562	24,83%
LF 2006	3 202 457	699 852	27,96%	613 237	117 973	23,82%

#### **IV.- OBSERVATIONS GENERALES SUR L'EVOLUTION DES DEPENSES**

## TABLEAU IV EVOLUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

En millions de francs

LIBELLES	LF 2004	LF 2005	LOI DE FINANCES 2006			ECART	
			SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL	Val. Absolue LF04/LF03	Val. Relat. %
<b>DEPENSES ORDINAIRES</b>							
TITRE 1 dette publique	120 000	111 600	119 500	0	119 500	7 900	7,08%
TITRE 2 personnel	225 900	249 300	257 066	9 234	266 300	17 000	6,82%
TITRE 3 achat biens et service	146 289	163 491	168 506	28 716	197 222	33 731	20,63%
TITRE 4 Transfert	341 032	151 809	135 285	34 493	169 778	17 969	11,84%
<b>TOTAL</b>							
<b>DEP. ORDINAIRES</b>	<b>833 221</b>	<b>676 200</b>	<b>680 357</b>	<b>72 443</b>	<b>752 800</b>	<b>76 600</b>	<b>11,33%</b>
dont Titre 2,3,4 =	713 221	564 600	560 857	72 443	633 300	51 700	9,16%
TITRE 5 Investissements	<b>461 400</b>	<b>575 962</b>	<b>613 237</b>	<b>0</b>	<b>613 237</b>	<b>37 275</b>	<b>6,47%</b>
INTERIEURES	202 250	309 043	320 265	0	320 265	11 222	3,63%
EXTERIEUR	259 150	266 919	292 972	0	292 972	26 053	9,76%
<b>TOTAL</b>							
<b>DEP ORD. + DEP CAP</b>	<b>1 294 621</b>	<b>1 252 162</b>	<b>1 293 594</b>	<b>72 443</b>	<b>1 366 037</b>	<b>113 875</b>	<b>9,09%</b>
INVESTISSEMENTS SUR RESSOURCES EXTERIEURES	<b>2 465 250</b>	<b>2 824 375</b>	<b>3 202 457</b>	<b>0</b>	<b>3 202 457</b>	<b>378 082</b>	<b>13,39%</b>

**V- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

**TABLEAU V RECAPITULATION GENERALE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

LIBELLES	LOI DE FINANCES 2005				LOI DE FINANCES 2006			
	RECETTES	DEPENSES			RECETTES	DEPENSES		
		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
COMPTE D'AFFECT. SPECIALE	35 370	30 370	5 000	35 370	35 380	35 370	10	35 380
dont:								
- FONDS NATIONAL RETRAITE	34 000	29 000	5 000	34 000	34 000	34 000	0	34 000
- AUTRES CPTES AFFECTATION SPECIALE	1 370	1 370	0	1 370	1 380	1 370	10	1 380
COMPTE DE COMMERCE	175	175	0	175	175	175	0	175
CPTTE OPERATIONS MONETAIRES	800	800	0	800	800	800	0	800
COMPTES DE PRETS	4 850	4 250	600	4 850	5 650	4 850	800	5 650
COMPTES D'AVANCES	1700	1700	0	1 700	1700	1700	0	1 700
COMPTE GARANTIES ET AVALS	3500	3500	0	3 500	3500	3500	0	3 500
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>46 395</b>	<b>40 795</b>	<b>5 600</b>	<b>46 395</b>	<b>47 205</b>	<b>46 395</b>	<b>810</b>	<b>47 205</b>

## **D - PROJET DE LOI**

**PREMIERE PARTIE**  
**CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

**ARTICLE PREMIER :** *I – La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2006 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.*

*II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2006, à la somme de 926.500.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.*

*III. – Pour la loi de finances de l'année 2006, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 439.600.000.000 francs CFA.*

*Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.*

**ARTICLE 2 :** *Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2006, à la somme de 1.366.036.567.000 de francs CFA conformément aux annexes II,III et IV de la présente loi.*

**ARTICLE 3 :** *Pour la loi de Finances de l'année 2006, les ressources et les charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :*



**EN MILLIARDS DE FRANCS**

<i>RESSOURCES</i>		<i>CHARGES</i>		<i>SOLDE</i>
<b>A - BUDGET GENERAL</b>				
<b>A 1 - Recettes internes</b>	<b>926,5</b>	<b>Dépenses</b>		
Titre 0 71 Recettes fiscales	876,0	Titre 1 dette publique	119,5	
Titre 0 72 Recettes non fiscales	42,4	Titre 2 personnel	266,3	
Titre 0 76 Recettes Exceptionnelles	0,1	Titre 3 et 4 autres dépenses	361,5	
Titre 0 29 Remboursement de prêts	8,0	Titre 5 dépenses en capital	320,3	
<b>A 2 - Recettes externes</b>	<b>417,6</b>	Titre 6 transfert en capital	293,0	
Titre 0 16 Emprunt Obligataire	75,0			
Titre 0 16 Emprunt Programme	37,0			
Titre 0 74 Dons budgétaires	12,6			
Titre 0 12 à 17 Tirage Dons et emprunts	293,0			
<b>TOTAL A = (A1 + A2)</b>	<b>1344,1</b>	<b>TOTAL</b>	<b>1360,6</b>	<b>-16,5</b>
<b>B - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>				
Titre 7- Recettes	41,7	Titre 7 Dépenses	47,2	-5,5
<b>TOTAL C = (A + B)</b>	<b>1385,8</b>	<b>TOTAL</b>	<b>1407,8</b>	<b>-22,0</b>

**DEUXIEME PARTIE :**

**MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 4 :** *Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances de l'année 2006, au titre des services votés réévalués du budget de fonctionnement, est fixé à la somme de 680.356.726..000 francs CFA ainsi répartie :*

<i>- Titre 1 Amortissement et charges dette publique</i>	<i>119 500 000 000 francs CFA</i>
<i>- Titre 2 dépenses personnel</i>	<i>257 065 832 000 francs CFA</i>
<i>- Titre 3 dépenses de fonctionnement</i>	<i>168 505 966 000 francs CFA</i>
<i>- Titre 4 transferts courants</i>	<i>135 284 928 000 francs CFA</i>

**ARTICLE 5 :** *Il est ouvert, pour la loi de finances de l'année 2006, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 72.443.274.000 francs CFA ainsi répartis :*

<i>- Titre 2 dépenses personnel</i>	<i>9 234 168 000 francs CFA</i>
<i>- Titre 3 dépenses de fonctionnement</i>	<i>28 716 127 000 francs CFA</i>
<i>- Titre 4 transferts courants</i>	<i>34 492 979 000 francs CFA</i>

*Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe IV de la présente loi.*

**ARTICLE 6 :** *I – Il est ouvert pour la loi de finances 2006, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement de montant 320.265.000.000 francs CFA.:*

*II – Il est ouvert pour la loi de finances 2006, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes de montant 1.673.223.000 e francs CFA.*

*Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe V jointe à la présente loi.*

*Ces inscriptions comprennent les crédits ouverts au profit des fonds ci-dessous :*

- Fonds routier	15 000 000 000 francs CFA
- Fonds d'équip collect. locales	7 000 000 000 francs CFA
- Fonds de l'hydraulique	550 000 000 francs CFA
- Fonds de garantie rural	4 000 000 000 francs CFA
- Fonds de bonification rural	700 000 000 francs CFA
- Fonds de lutte contre les calamités rurales	1 500 000 000 francs CFA
- Fonds de solidarité nationale	500 000 000 francs CFA
- Fonds de promotion de la jeunesse et ASC	400 000 000 francs CFA
- Fonds national d'actions pour l'emploi	300 000 000 francs CFA
- Fonds de développement des transports urbains	300 000 000 francs CFA

**ARTICLE 7 :** I.- Pour la loi de finances de l'année 2006, les prévisions de tirage (emprunts et subventions) affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures sont évaluées à 292.972.000.000 francs CFA ainsi réparties :

- Emprunt	191 895 000 000 francs CFA
- Subvention	101 077 000 000 francs CFA

II.- Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 1.529.234.000.000 de francs CFA. ainsi répartis :

- Emprunt	1 056 966 000 000 francs CFA
- Subvention	472 268 000 000 francs CFA

Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe V jointe à la présente loi. .

**ARTICLE 8 :** I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2006, sont évaluées à 35.380.000.000 de francs CFA.

II – Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2006, s'élèvent à 35.380.000.000 de francs CFA.

III – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- Caisse d'encouragement à la pêche et aux industries annexes ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.

**ARTICLE 9 :** *Pour l'année 2006, les soldes créditeurs des comptes d'affectation spéciale ne sont pas reportables à l'exception fonds national de retraite.*

**ARTICLE 10 :** I.- *Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances de l'année 2006, sont évaluées à 175.000.000 de francs CFA.*

II. – *Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances 2006, s'élèvent à 175.000.000 de francs CFA.*

**ARTICLE 11:** I. – *Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'opérations monétaires sont évaluées à 800.000.000 de francs CFA.*

II. – *Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'opérations monétaires, pour la loi de finances 2006, s'élèvent à 800.000.000 de francs CFA.*

**ARTICLE 12:** I. – *Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2006, sont évaluées à 5.650.000.000 de francs CFA.*

II. – *Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2006, s'élèvent à 5.650.000.000 de francs CFA. .*

**ARTICLE 13:** I. – *Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 1.700.000.000 de francs CFA.*

II. – *Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2006, s'élèvent à 1.700.000.000 de francs CFA.*

**ARTICLE 14:** I – *Les ressources des comptes de garanties et d'aval, pour la loi de finances 2006, sont évaluées à 3.500.000.000 de francs CFA.*

II – *Les plafonds de crédits applicables aux comptes de garanties et d'aval, pour la loi de finances 2006, s'élèvent à 3.500.000.000 de francs CFA.*

**ARTICLE 15:** *Compte tenu des dispositions des articles 8 à 15, les prévisions de recettes pour l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 47.205.000.000 de francs CFA comme indiqué à l'annexe II jointe à la présente loi.*

*Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances de l'année 2006 sont évaluées à la somme de 47.205.000.000 de francs CFA.*

**ARTICLE 16 :** *La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe VI, jointe à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2006.*

**ARTICLE 17 :** *Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe VII*

**ARTICLE 18:** *Tout acte de dépenses qui engage les finances d'une personne morale de droit public est subordonné à l'existence de crédits suffisants et au respect des règles organisant les dépenses publiques que sont : l'engagement, le contrôle, la certification du service fait, la confirmation de sa régularité et de sa prise en charge par l'ordonnateur, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement.*

*Tout contrat conclu en violation de ces obligations est nul et de nullité absolue.*

*De même, les dispositions de l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration relatives à la compensation financière pour des livraisons de biens ou de services ne s'appliqueront qu'aux travaux d'un montant inférieur ou égal à 50 millions de francs CFA, ou aux travaux dont les marchés, quelque soit le montant, sont approuvés par le Ministre chargé des finances.*

**ARTICLE 19 :** *Le Président de la République est autorisé :*

*1° - à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres à moyen et court terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie ;*

*2° - à réescompter auprès de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, les obligations cautionnées souscrites à l'ordre du Trésor ainsi qu'à recourir, sur le plan interne, à l'épargne privée par l'émission de bons du Trésor, par voie d'adjudication ou d'emprunt obligataire, conformément aux dispositions du règlement communautaire approuvé par le Conseil des Ministres de l'UEMOA .*

## **ANNEXES LEGISLATIVES**

**PREVISIONS DE RECETTES**  
**PAR ARTICLE ET PAR PARAGRAPHE**



## ANNEXE 1

### Prévisions des recettes par article et par paragraphe

En milliers de francs

Art.	P ar	NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS LFI 2005	REALISATION S AU 31 /08 /05	TAUX REALI	PREVISIONS PLFI 2006	ECARTS LF 2005/LF 2006	TAUX PROG.
		<b>RECETTES INTERNES</b>						
71		RECETTES FISCALES						
		IMPOTS DIRECTS						
71	1	Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	92 500 000	117 930 830	127,49%	96 400 000	3 900 000	4,22%
71	2	Impôts sur les salaires et autres rémunérations	94 000 000	51 587 402	54,88%	110 600 000	16 600 000	17,66%
71	3	Impôts sur le patrimoine	12 000 000	10 079 503		14 000 000	2 000 000	
71	4	autres impôts directs CGI	1 500 000	579 907	38,66%	2 000 000	500 000	33,33%
		<b>total impôts directs.....</b>	<b>200 000 000</b>	<b>180 177 642</b>	<b>90,09%</b>	<b>223 000 000</b>	<b>23 000 000</b>	<b>11,50%</b>
71		IMPOTS INDIRECTS						
71	5	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	448 000 000	301 739 711	67,35%	510 600 000	62 600 000	13,97%
71	6	Droits de timbre et d'enregistrement	18 000 000	12 227 694	67,93%	21 800 000	3 800 000	21,11%
71	7	Droits et taxes à l'importation	136 200 000	78 842 896	57,89%	120 600 000	-15 600 000	-11,45%
71	9	Autres recettes fiscales		700 000			0	
		<b>total impôts indirects.....</b>	<b>602 200 000</b>	<b>393 510 301</b>	<b>65,35%</b>	<b>653 000 000</b>	<b>50 800 000</b>	<b>8,44%</b>
71		<b>TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>802 200 000</b>	<b>573 687 943</b>	<b>71,51%</b>	<b>876 000 000</b>	<b>73 800 000</b>	<b>9,20%</b>
72		RECETTES NON FISCALES						
72	1	Revenu de l'entreprise et du domaine	16 500 000	2 907 954	17,62%	15 900 000	-600 000	-3,64%
72	2	Droits et frais administratifs	2 800 000	94 680	3,38%	2 800 000	0	0,00%
72	3	Amendes et condamnations	100 000	184 438	184,44%	100 000	0	0,00%
72	4	produits financiers	14 000 000	5 548 000	39,63%	18 900 000	4 900 000	35,00%
72	5	Autres recettes non fiscales	5 500 000	398 241	7,24%	4 700 000	-800 000	-14,55%
72		<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>	<b>38 900 000</b>	<b>9 133 313</b>	<b>23,48%</b>	<b>42 400 000</b>	<b>3 500 000</b>	<b>9,00%</b>
		<b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES Art 71- 72</b>	<b>841 100 000</b>	<b>582 821 256</b>	<b>69,29%</b>	<b>918 400 000</b>	<b>77 300 000</b>	<b>9,19%</b>
76		Recettes exceptionnelles	100 000	5 377 000	377,00%	100 000	0	0,00%
29		Remboursement Prêts récédés	8 000 000	5 976 512	74,71%	8 000 000	0	0,00%
		<b>TOTAL AUTRES RECETTES ART 74 - 76- 29</b>	<b>8 100 000</b>	<b>11 353 512</b>	<b>140,17%</b>	<b>8 100 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
12		<b>TOTAL RECETTES INTERNES art 71- 72- 74- 76 - 29</b>	<b>849 200 000</b>	<b>594 174 768</b>	<b>69,97%</b>	<b>926 500 000</b>	<b>77 300 000</b>	<b>9,10%</b>
		<b>RECETTES EXTERNES</b>						
15		Dons Projet et leg	111 363 000		0,00%	101 077 000	-10 286 000	-9,24%
16		Tirage sur emprunt	155 556 000		0,00%	191 895 000	36 339 000	23,36%
74		Emprunt programme ( dont déficit)	106 900 000		0,00%	134 000 000	27 100 000	25,35%
		Dons Programmes	29 100 000	0	0,00%	12 600 000	-16 500 000	
		<b>TOTAL RECETTES EXTERNES art 12- 15- 74</b>	<b>402 919 000</b>	<b>90 028 000</b>	<b>22,34%</b>	<b>439 572 000</b>	<b>36 653 000</b>	<b>9,10%</b>
		<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>1 252 119 000</b>	<b>684 202 768</b>	<b>54,64%</b>	<b>1 366 072 000</b>	<b>113 953 000</b>	<b>9,10%</b>

## **COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

## ANNEXE 2

### Comptes spéciaux du Trésor

En milliers de francs

IDENTIFICATION	LIBELLES	Recettes	Dépenses
	<b>COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b>		
4333271001011	Fonds National de retraite	34 000 000	34 000 000
3321271002011	Fonds de Lutte contre incendies	300 000	300 000
4083571003011	Caisse d'encourag. à la Pêche et Industries Annexes	900 000	900 000
2130371004011	Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique	180 000	180 000
	<b>s/total</b>	<b>35 380 000</b>	<b>35 380 000</b>
	<b>COMPTES DE COMMERCE</b>		
3220072001011	Opér. à caractère industriel et Commerce. des Armées	150 000	150 000
4334272002011	Opér. à caractère industriel et Commercial DPS	10 000	10 000
3321472003011	Opé. à caractère ind. et Com. Etabl. Pénitentiers	15 000	15 000
	<b>s/total</b>	<b>175 000</b>	<b>175 000</b>
	<b>COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>		
4331174001011	Comptes de pertes et profits de Change	800 000	800 000
	<b>s/total</b>	<b>800 000</b>	<b>800 000</b>
	<b>COMPTES DE PRETS</b>		
4331175001011	Consolid.d'avances en prêts Etab.Pub.Soc. À Part. Pub. Maj.	200 000	200 000
4336075002011	Autres prêts aux Collectivités locales	1 000 000	1 000 000
4331175004011	Autres prêts à divers organismes	450 000	450 000
4331175005011	Autres prêts à divers particuliers	4 000 000	4 000 000
	<b>s/total</b>	<b>5 650 000</b>	<b>5 650 000</b>
	<b>COMPTES D'AVANCES</b>		
4331176001011	Avances Etab.Pub.Soc. À Part. Pub. Maj.	500 000	500 000
4331176002011	Avance à 1 an à divers organismes et particuliers	100 000	100 000
4331176003011	Avance à 1 an à divers agents publics	100 000	100 000
4336076004011	Avance à 1 an aux collectivités locales	1 000 000	1 000 000
	<b>s/total</b>	<b>1 700 000</b>	<b>1 700 000</b>
	<b>COMPTE GARANTIES ET AVALS</b>		
4331177001011	Garanties et avals	3 500 000	3 500 000
	<b>s/total</b>	<b>3 500 000</b>	<b>3 500 000</b>
	<b>RECAPITULATION GENERALE</b>		
	COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	35 380 000	35 380 000
	COMPTES DE COMMERCE	175 000	175 000
	COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES	800 000	800 000
	COMPTES DE PRETS	5 650 000	5 650 000
	COMPTES D'AVANCES	1 700 000	1 700 000
	COMPTE GARANTIES ET AVALS	3 500 000	3 500 000
	<b>total</b>	<b>47 205 000</b>	<b>47 205 000</b>

**COÛT DES SERVICES VOTES PAR POUVOIR PUBLIC OU PAR MINISTERE.**

## Récapitulation des services votés par section et par titre

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006
		Réévaluation Services Votés
<b>10 Dette Publique</b>		
<b>DETTE PUBLIQUE</b>		
<b>Dette Publique</b>		
	111.600.000.000	119.500.000.000
<b>Total Général Section</b>	<b>111.600.000.000</b>	<b>119.500.000.000</b>
<b>21 Présidence de la République</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
<b>Budget d'Investissement</b>		
	39.842.660.000	46.818.409.000
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>		
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>		
	180.000.000	180.000.000
<b>Total Général Section</b>	<b>40.022.660.000</b>	<b>46.998.409.000</b>
<b>22 Assemblée Nationale</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
<b>Budget d'Investissement</b>		
	6.924.662.000	7.415.028.000
<b>Total Général Section</b>	<b>6.924.662.000</b>	<b>7.415.028.000</b>

Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique et dépenses	111.600.000.000	119.500.000.000
<b>Total Dette Publique</b>	<b>111.600.000.000</b>	<b>119.500.000.000</b>

**TOTAL DETTE PUBLIQUE**

10

Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	1.947.446.000	2.700.477.000
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	5.071.214.000	4.804.614.000
Titre 4 - 21 Transferts courants	1.476.000.000	1.713.318.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>8.494.660.000</b>	<b>9.218.409.000</b>

Titre 5 - 21 Investissements exécutés par l'état	24.898.000.000	16.530.000.000
Titre 6 - 21 Transfert en capital	6.450.000.000	21.070.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>31.348.000.000</b>	<b>37.600.000.000</b>

**TOTAL BUDGET GENERAL**

Titre 7 - 21 Comptes Spéciaux du Trésor	180.000.000	180.000.000
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>180.000.000</b>	<b>180.000.000</b>

**TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

21

Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	2.897.362.000	2.887.728.000
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	3.930.500.000	3.930.500.000
Titre 4 - 22 Transferts courants	96.800.000	96.800.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>6.924.662.000</b>	<b>6.915.028.000</b>

Titre 6 - 22 Transfert en capital	0	500.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>500.000.000</b>

**TOTAL BUDGET GENERAL**

22

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006	
		Réévaluation Services Votés	
<b>23 Commission Electorale Nationale Autonome</b>			
<b>BUDGET GENERAL</b>			
<b>Budget de Fonctionnement</b>			
Titre 4 - 23 Transferts courants	0	0	0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Général Section 23</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>24 Conseil de la République Aff Eco et Sociales</b>			
<b>BUDGET GENERAL</b>			
<b>Budget de Fonctionnement</b>			
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel	708.511.000	1.988.511.000	
Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement	600.000.000	900.000.000	
Titre 4 - 24 Transferts courants	300.000.000	0	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.608.511.000</b>	<b>2.888.511.000</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>			
Titre 6 - 24 Transfert en capital	0	180.000.000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>180.000.000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1.608.511.000</b>	<b>3.068.511.000</b>	
<b>Total Général Section 24</b>	<b>1.608.511.000</b>	<b>3.068.511.000</b>	
<b>25 Conseil Constitutionnel</b>			
<b>BUDGET GENERAL</b>			
<b>Budget de Fonctionnement</b>			
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	83.999.000	88.231.000	
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	73.761.000	73.761.000	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>157.760.000</b>	<b>161.992.000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>157.760.000</b>	<b>161.992.000</b>	
<b>Total Général Section 25</b>	<b>157.760.000</b>	<b>161.992.000</b>	
<b>26 Conseil d'etat</b>			
<b>BUDGET GENERAL</b>			
<b>Budget de Fonctionnement</b>			
Titre 2 - 26 Dépenses de personnel	174.438.000	209.614.000	
Titre 3 - 26 Dépenses de fonctionnement	133.303.000	133.003.000	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>307.741.000</b>	<b>342.617.000</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>			
Titre 5 - 26 Investissements executés par l'état	0	50.000.000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>50.000.000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>307.741.000</b>	<b>392.617.000</b>	
<b>Total Général Section 26</b>	<b>307.741.000</b>	<b>392.617.000</b>	

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006
		Réévaluation Services Votés
<b>27 Cour de Cassation</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	297.257.000	286.989.000
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	134.358.000	134.358.000
Titre 4 - 27 Transferts courants	2.100.000	2.100.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>433.715.000</b>	<b>423.447.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>433.715.000</b>	<b>423.447.000</b>
<b>Total Général Section 27</b>	<b>433.715.000</b>	<b>423.447.000</b>
<b>28 Cour des Comptes</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	465.636.000	468.113.000
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	232.250.000	233.250.000
Titre 4 - 28 Transferts courants	0	0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>697.886.000</b>	<b>701.363.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 28 Investissements exécutés par l'état	195.000.000	595.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>195.000.000</b>	<b>595.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>892.886.000</b>	<b>1.296.363.000</b>
<b>Total Général Section 28</b>	<b>892.886.000</b>	<b>1.296.363.000</b>
<b>30 Primature</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	447.086.000	667.927.000
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	2.881.907.000	3.093.094.000
Titre 4 - 30 Transferts courants	1.015.000.000	914.581.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>4.343.993.000</b>	<b>4.675.602.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 30 Investissements exécutés par l'état	15.065.000.000	21.572.000.000
Titre 6 - 30 Transfert en capital	475.000.000	1.110.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>15.540.000.000</b>	<b>22.682.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>19.883.993.000</b>	<b>27.357.602.000</b>
<b>Total Général Section 30</b>	<b>19.883.993.000</b>	<b>27.357.602.000</b>



Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006
		Réévaluation Services Votés
<b>31 Ministère des Affaires Etrangères</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	10.449.771.000	10.483.019.000
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	10.559.233.000	10.029.633.000
Titre 4 - 31 Transferts courants	4.550.836.000	4.449.336.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>25.559.840.000</b>	<b>24.961.988.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 31 Investissements executés par l'état	4.800.000.000	2.750.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>4.800.000.000</b>	<b>2.750.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>30.359.840.000</b>	<b>27.711.988.000</b>
<b>Total Général Section 31</b>	<b>30.359.840.000</b>	<b>27.711.988.000</b>
<b>32 Ministère des Forces Armées</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	41.686.775.000	42.561.284.000
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	13.352.440.000	13.260.640.000
Titre 4 - 32 Transferts courants	529.879.000	529.879.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>55.569.094.000</b>	<b>56.351.803.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 32 Investissements executés par l'état	8.900.000.000	19.175.000.000
Titre 6 - 32 Transfert en capital	1.000.000.000	500.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>9.900.000.000</b>	<b>19.675.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>65.469.094.000</b>	<b>76.026.803.000</b>
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>		
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>		
Titre 7 - 32 Comptes Spéciaux du Trésor	150.000.000	150.000.000
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>150.000.000</b>	<b>150.000.000</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>150.000.000</b>	<b>150.000.000</b>
<b>Total Général Section 32</b>	<b>65.619.094.000</b>	<b>76.176.803.000</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006
		Réévaluation Services Votés
<b>33 Ministère de l'Intérieur</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	18.489.298.000	19.468.756.000
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	7.070.398.000	7.080.298.000
Titre 4 - 33 Transferts courants	0	0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>25.559.696.000</b>	<b>26.549.054.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 33 Investissements exécutés par l'état	10.103.000.000	11.035.000.000
Titre 6 - 33 Transfert en capital	0	0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>10.103.000.000</b>	<b>11.035.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>35.662.696.000</b>	<b>37.584.054.000</b>
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>		
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>		
Titre 7 - 33 Comptes Spéciaux du Trésor	300.000.000	300.000.000
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>300.000.000</b>	<b>300.000.000</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>300.000.000</b>	<b>300.000.000</b>
<b>Total Général Section 33</b>	<b>35.962.696.000</b>	<b>37.884.054.000</b>
<b>34 Ministère de la Justice</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	6.962.584.000	8.146.670.000
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	3.477.237.000	3.187.372.000
Titre 4 - 34 Transferts courants	110.700.000	660.700.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>10.550.521.000</b>	<b>11.994.742.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 34 Investissements exécutés par l'état	1.400.000.000	2.700.000.000
Titre 6 - 34 Transfert en capital	0	3.500.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1.400.000.000</b>	<b>6.200.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>11.950.521.000</b>	<b>18.194.742.000</b>
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>		
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>		
Titre 7 - 34 Comptes Spéciaux du Trésor	15.000.000	15.000.000
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>15.000.000</b>	<b>15.000.000</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>15.000.000</b>	<b>15.000.000</b>
<b>Total Général Section 34</b>	<b>11.965.521.000</b>	<b>18.209.742.000</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006	
		Réévaluation Services Votés	
<b>35 Min Fonct. Pub. Trav. Emploi et Org. Profess.</b>			
<b>BUDGET GENERAL</b>			
<b>Budget de Fonctionnement</b>			
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	804.271.000	666.314.000	
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	822.655.000	541.930.000	
Titre 4 - 35 Transferts courants	199.581.000	60.000.000	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.826.507.000</b>	<b>1.268.244.000</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>			
Titre 5 - 35 Investissements executés par l'état	1.158.000.000	1.050.000.000	
Titre 6 - 35 Transfert en capital	200.000.000	200.000.000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1.358.000.000</b>	<b>1.250.000.000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>3.184.507.000</b>	<b>2.518.244.000</b>	
<b>Total Général Section 35</b>	<b>3.184.507.000</b>	<b>2.518.244.000</b>	
<b>36 Min. Relat. avec les Institutions</b>			
<b>BUDGET GENERAL</b>			
<b>Budget de Fonctionnement</b>			
Titre 2 - 36 Dépenses de personnel	39.510.000	94.804.000	
Titre 3 - 36 Dépenses de fonctionnement	95.123.000	95.123.000	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>134.633.000</b>	<b>189.927.000</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>			
Titre 5 - 36 Investissements executés par l'état	0	50.000.000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>50.000.000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>134.633.000</b>	<b>239.927.000</b>	
<b>Total Général Section 36</b>	<b>134.633.000</b>	<b>239.927.000</b>	
<b>37 Min de la Coopération Internationale et de la Coopération Décentralisée</b>			
<b>BUDGET GENERAL</b>			
<b>Budget de Fonctionnement</b>			
Titre 2 - 37 Dépenses de personnel	93.755.000	192.131.000	
Titre 3 - 37 Dépenses de fonctionnement	199.800.000	212.885.000	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>293.555.000</b>	<b>405.016.000</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>			
Titre 5 - 37 Investissements executés par l'état	300.000.000	75.000.000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>300.000.000</b>	<b>75.000.000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>593.555.000</b>	<b>480.016.000</b>	
<b>Total Général Section 37</b>	<b>593.555.000</b>	<b>480.016.000</b>	

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006	
		Réévaluation Services Votés	
<b>38 MINISTERE ENTREPRENARIAT FEMININ ET MICRO CREDITS</b>			
<b>BUDGET GENERAL</b>			
<b>Budget de Fonctionnement</b>			
Titre 2 - 38 Dépenses de personnel	0	0	0
Titre 3 - 38 Dépenses de fonctionnement	0	0	0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Général Section 38</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur</b>			
<b>BUDGET GENERAL</b>			
<b>Budget de Fonctionnement</b>			
Titre 2 - 39 Dépenses de personnel	82.454.000	123.823.000	
Titre 3 - 39 Dépenses de fonctionnement	86.838.000	192.538.000	
Titre 4 - 39 Transferts courants	61.474.000	61.474.000	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>230.766.000</b>	<b>377.835.000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>230.766.000</b>	<b>377.835.000</b>	
<b>Total Général Section 39</b>	<b>230.766.000</b>	<b>377.835.000</b>	
<b>40 Ministère de l'Economie Maritime</b>			
<b>BUDGET GENERAL</b>			
<b>Budget de Fonctionnement</b>			
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	766.642.000	1.125.290.000	
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	337.029.000	373.129.000	
Titre 4 - 40 Transferts courants	21.600.000	21.600.000	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.125.271.000</b>	<b>1.520.019.000</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>			
Titre 5 - 40 Investissements executés par l'état	5.638.000.000	7.835.000.000	
Titre 6 - 40 Transfert en capital	93.000.000	0	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>5.731.000.000</b>	<b>7.835.000.000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>6.856.271.000</b>	<b>9.355.019.000</b>	
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>			
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>			
Titre 7 - 40 Comptes Spéciaux du Trésor	890.000.000	900.000.000	
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>890.000.000</b>	<b>900.000.000</b>	
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>890.000.000</b>	<b>900.000.000</b>	
<b>Total Général Section 40</b>	<b>7.746.271.000</b>	<b>10.255.019.000</b>	

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006
		Réévaluation Services Votés
<b>41 Min. Infrast. Equip Tr. Ter. Tr. Marit. Intérieurs</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	627.442.000	687.697.000
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	244.622.000	260.172.000
Titre 4 - 41 Transferts courants	0	0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>872.064.000</b>	<b>947.869.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 41 Investissements executés par l'état	22.821.000.000	64.337.000.000
Titre 6 - 41 Transfert en capital	110.786.000.000	28.615.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>133.607.000.000</b>	<b>92.952.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>134.479.064.000</b>	<b>93.899.869.000</b>
<b>Total Général Section 41</b>	<b>134.479.064.000</b>	<b>93.899.869.000</b>
<b>42 Ministère Agriculture et Hydraulique</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	2.783.035.000	2.996.439.000
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	1.365.535.000	1.371.535.000
Titre 4 - 42 Transferts courants	4.539.937.000	4.539.937.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>8.688.507.000</b>	<b>8.907.911.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 42 Investissements executés par l'état	86.636.450.000	86.392.251.472
Titre 6 - 42 Transfert en capital	23.343.550.000	19.165.100.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>109.980.000.000</b>	<b>105.557.351.472</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>118.668.507.000</b>	<b>114.465.262.472</b>
<b>Total Général Section 42</b>	<b>118.668.507.000</b>	<b>114.465.262.472</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006
		Réévaluation Services Votés
<b>43 Ministère de l'Economie et des Finances</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	8.369.849.000	12.560.859.000
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	5.762.422.000	5.976.940.000
Titre 4 - 43 Transferts courants	0	318.076.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>14.132.271.000</b>	<b>18.855.875.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 43 Investissements exécutés par l'état	21.702.000.000	33.910.100.000
Titre 6 - 43 Transfert en capital	8.500.000.000	10.000.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>30.202.000.000</b>	<b>43.910.100.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>44.334.271.000</b>	<b>62.765.975.000</b>
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>		
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>		
Titre 7 - 43 Comptes Spéciaux du Trésor	44.860.000.000	45.660.000.000
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>44.860.000.000</b>	<b>45.660.000.000</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>44.860.000.000</b>	<b>45.660.000.000</b>
<b>Total Général Section 43</b>	<b>89.194.271.000</b>	<b>108.425.975.000</b>
<b>44 Ministère de l'Industrie et de l'Artisanat</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	276.362.000	406.469.000
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	251.422.000	254.422.000
Titre 4 - 44 Transferts courants	1.331.848.000	1.308.264.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.859.632.000</b>	<b>1.969.155.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 44 Investissements exécutés par l'état	1.182.000.000	1.056.000.000
Titre 6 - 44 Transfert en capital	110.000.000	241.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1.292.000.000</b>	<b>1.297.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>3.151.632.000</b>	<b>3.266.155.000</b>
<b>Total Général Section 44</b>	<b>3.151.632.000</b>	<b>3.266.155.000</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006
		Réévaluation Services Votés
<b>45 Ministère du Commerce</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	601.863.000	733.900.000
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	377.591.000	377.991.000
Titre 4 - 45 Transferts courants	514.620.000	514.620.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.494.074.000</b>	<b>1.626.511.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 45 Investissements exécutés par l'état	877.000.000	675.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>877.000.000</b>	<b>675.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2.371.074.000</b>	<b>2.301.511.000</b>
<b>Total Général Section 45</b>	<b>2.371.074.000</b>	<b>2.301.511.000</b>
<b>46 Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménag. Territ.</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	664.741.000	1.009.385.000
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	302.968.000	332.453.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>967.709.000</b>	<b>1.341.838.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 46 Investissements exécutés par l'état	4.596.000.000	5.205.000.000
Titre 6 - 46 Transfert en capital	100.000.000	52.396.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>4.696.000.000</b>	<b>57.601.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>5.663.709.000</b>	<b>58.942.838.000</b>
<b>Total Général Section 46</b>	<b>5.663.709.000</b>	<b>58.942.838.000</b>
<b>47 Ministère de l'Energie et des Mines</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 47 Dépenses de personnel	166.746.000	272.891.000
Titre 3 - 47 Dépenses de fonctionnement	179.489.000	179.489.000
Titre 4 - 47 Transferts courants	2.000.000	2.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>348.235.000</b>	<b>454.380.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 47 Investissements exécutés par l'état	11.224.000.000	13.788.000.000
Titre 6 - 47 Transfert en capital	2.305.000.000	4.725.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>13.529.000.000</b>	<b>18.513.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>13.877.235.000</b>	<b>18.967.380.000</b>
<b>Total Général Section 47</b>	<b>13.877.235.000</b>	<b>18.967.380.000</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006
		Réévaluation Services Votés
<b>48 Min. Patrimoine Bâti Habitat Construction</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 48 Dépenses de personnel	319.708.000	291.095.000
Titre 3 - 48 Dépenses de fonctionnement	776.394.000	291.794.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.096.102.000</b>	<b>582.889.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 48 Investissements executés par l'état	25.510.000.000	10.000.000
Titre 6 - 48 Transfert en capital	17.000.000.000	18.485.500.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>42.510.000.000</b>	<b>18.495.500.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>43.606.102.000</b>	<b>19.078.389.000</b>
<b>Total Général Section 48</b>	<b>43.606.102.000</b>	<b>19.078.389.000</b>
<b>49 Ministère du Tourisme Transports aériens</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	325.849.000	408.714.000
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	216.722.000	218.522.000
Titre 4 - 49 Transferts courants	7.776.000	7.776.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>550.347.000</b>	<b>635.012.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 49 Investissements executés par l'état	202.000.000	1.885.000.000
Titre 6 - 49 Transfert en capital	0	150.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>202.000.000</b>	<b>2.035.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>752.347.000</b>	<b>2.670.012.000</b>
<b>Total Général Section 49</b>	<b>752.347.000</b>	<b>2.670.012.000</b>
<b>50 Ministère de l'Education</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	109.435.882.000	103.988.357.000
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	39.511.923.000	38.219.999.000
Titre 4 - 50 Transferts courants	47.136.321.000	47.481.564.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>196.084.126.000</b>	<b>189.689.920.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 50 Investissements executés par l'état	39.481.250.000	41.071.000.000
Titre 6 - 50 Transfert en capital	358.750.000	3.678.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>39.840.000.000</b>	<b>44.749.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>235.924.126.000</b>	<b>234.438.920.000</b>
<b>Total Général Section 50</b>	<b>235.924.126.000</b>	<b>234.438.920.000</b>



Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006
		Réévaluation Services Votés
<b>51 Ministère Recherche Scientifique et Technologique</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 51 Dépenses de personnel	128.352.000	163.842.000
Titre 3 - 51 Dépenses de fonctionnement	154.069.000	154.669.000
Titre 4 - 51 Transferts courants	1.046.055.000	1.046.055.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.328.476.000</b>	<b>1.364.566.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 51 Investissements executés par l'état	300.000.000	700.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>300.000.000</b>	<b>700.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1.628.476.000</b>	<b>2.064.566.000</b>
<b>Total Général Section 51</b>	<b>1.628.476.000</b>	<b>2.064.566.000</b>
<b>52 Ministère des Sports</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	1.169.693.000	1.041.732.000
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	3.017.846.000	2.421.046.000
Titre 4 - 52 Transferts courants	70.000.000	70.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>4.257.539.000</b>	<b>3.532.778.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 52 Investissements executés par l'état	1.200.000.000	1.500.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1.200.000.000</b>	<b>1.500.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>5.457.539.000</b>	<b>5.032.778.000</b>
<b>Total Général Section 52</b>	<b>5.457.539.000</b>	<b>5.032.778.000</b>
<b>53 Min Culture Patrimoine Histo. Classé</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	529.996.000	685.559.000
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	556.282.000	586.712.000
Titre 4 - 53 Transferts courants	2.239.369.000	1.793.010.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>3.325.647.000</b>	<b>3.065.281.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 53 Investissements executés par l'état	1.750.000.000	1.370.000.000
Titre 6 - 53 Transfert en capital	0	300.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1.750.000.000</b>	<b>1.670.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>5.075.647.000</b>	<b>4.735.281.000</b>
<b>Total Général Section 53</b>	<b>5.075.647.000</b>	<b>4.735.281.000</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006
		Réévaluation Services Votés
<b>54 Ministère Santé et de la Prévention Médicale</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	19.754.398.000	19.695.433.000
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	12.172.599.000	12.112.545.000
Titre 4 - 54 Transferts courants	14.951.638.000	15.011.692.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>46.878.635.000</b>	<b>46.819.670.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 54 Investissements executés par l'état	38.861.000.000	23.281.000.000
Titre 6 - 54 Transfert en capital	3.535.000.000	4.357.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>42.396.000.000</b>	<b>27.638.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>89.274.635.000</b>	<b>74.457.670.000</b>
<b>Total Général Section 54</b>	<b>89.274.635.000</b>	<b>74.457.670.000</b>
<b>55 Ministère de la Jeunesse</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	820.671.000	862.080.000
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	1.078.205.000	1.083.205.000
Titre 4 - 55 Transferts courants	206.000.000	206.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2.104.876.000</b>	<b>2.151.285.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 55 Investissements executés par l'état	1.153.000.000	1.600.000.000
Titre 6 - 55 Transfert en capital	500.000.000	400.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1.653.000.000</b>	<b>2.000.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>3.757.876.000</b>	<b>4.151.285.000</b>
<b>Total Général Section 55</b>	<b>3.757.876.000</b>	<b>4.151.285.000</b>
<b>56 Ministère de l' Environnement &amp; Protection nature</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	1.809.887.000	2.110.638.000
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	2.058.694.000	1.653.094.000
Titre 4 - 56 Transferts courants	115.000.000	15.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>3.983.581.000</b>	<b>3.778.732.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 56 Investissements executés par l'état	11.061.000.000	18.152.000.000
Titre 6 - 56 Transfert en capital	0	1.174.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>11.061.000.000</b>	<b>19.326.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>15.044.581.000</b>	<b>23.104.732.000</b>
<b>Total Général Section 56</b>	<b>15.044.581.000</b>	<b>23.104.732.000</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006	
		Réévaluation Services Votés	
<b>57 MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE</b>			
<b>BUDGET GENERAL</b>			
<b>Budget de Fonctionnement</b>			
Titre 2 - 57 Dépenses de personnel	0		605.132.000
Titre 3 - 57 Dépenses de fonctionnement	0		1.181.317.000
Titre 4 - 57 Transferts courants	0		595.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>		<b>2.381.449.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>			
Titre 5 - 57 Investissements executés par l'état	0		1.458.000.000
Titre 6 - 57 Transfert en capital	0		1.000.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>		<b>2.458.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>		<b>4.839.449.000</b>
<b>Total Général Section 57</b>	<b>0</b>		<b>4.839.449.000</b>
<b>58 Min. de la Famille et du Dévelop. Social</b>			
<b>BUDGET GENERAL</b>			
<b>Budget de Fonctionnement</b>			
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	1.433.932.000		920.525.000
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	2.049.521.000		1.077.744.000
Titre 4 - 58 Transferts courants	1.049.902.000		418.822.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>4.533.355.000</b>		<b>2.417.091.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>			
Titre 5 - 58 Investissements executés par l'état	10.986.650.000		9.172.000.000
Titre 6 - 58 Transfert en capital	3.775.350.000		593.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>14.762.000.000</b>		<b>9.765.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>19.295.355.000</b>		<b>12.182.091.000</b>
<b>Total Général Section 58</b>	<b>19.295.355.000</b>		<b>12.182.091.000</b>
<b>59 ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>			
<b>BUDGET GENERAL</b>			
<b>Budget de Fonctionnement</b>			
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	0		5.656.849.000
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	0		1.664.228.000
Titre 4 - 59 Transferts courants	0		418.257.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>		<b>7.739.334.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>			
Titre 5 - 59 Investissements executés par l'état	0		7.206.000.000
Titre 6 - 59 Transfert en capital	0		330.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>		<b>7.536.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>		<b>15.275.334.000</b>
<b>Total Général Section 59</b>	<b>0</b>		<b>15.275.334.000</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006
		Réévaluation Services Votés
<b>60 Charges Non Réparties "Dépenses Communes"</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	11.406.265.000	6.317.919.000
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	42.265.212.000	48.318.080.000
Titre 4 - 60 Transferts courants	54.304.722.000	37.624.150.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>107.976.199.000</b>	<b>92.260.149.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>107.976.199.000</b>	<b>92.260.149.000</b>
<b>Total Général Section 60</b>	<b>107.976.199.000</b>	<b>92.260.149.000</b>
<b>61 Ministère du Plan et du Développement Durable</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 61 Dépenses de personnel	242.894.000	321.589.000
Titre 3 - 61 Dépenses de fonctionnement	237.941.000	246.202.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>480.835.000</b>	<b>567.791.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 61 Investissements exécutés par l'état	1.620.000.000	2.235.215.500
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1.620.000.000</b>	<b>2.235.215.500</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2.100.835.000</b>	<b>2.803.006.500</b>
<b>Total Général Section 61</b>	<b>2.100.835.000</b>	<b>2.803.006.500</b>
<b>62 Min Elevage</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	824.881.000	908.555.000
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	265.140.000	289.797.000
Titre 4 - 62 Transferts courants	23.142.000	23.142.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.113.163.000</b>	<b>1.221.494.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 62 Investissements exécutés par l'état	7.427.000.000	4.980.400.000
Titre 6 - 62 Transfert en capital	515.000.000	500.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>7.942.000.000</b>	<b>5.480.400.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>9.055.163.000</b>	<b>6.701.894.000</b>
<b>Total Général Section 62</b>	<b>9.055.163.000</b>	<b>6.701.894.000</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006
		Réévaluation Services Votés
<b>63 Min. Information</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	133.201.000	191.476.000
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	381.486.000	441.886.000
Titre 4 - 63 Transferts courants	471.370.000	471.370.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>986.057.000</b>	<b>1.104.732.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 6 - 63 Transfert en capital	970.000.000	1.557.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>970.000.000</b>	<b>1.557.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1.956.057.000</b>	<b>2.661.732.000</b>
<b>Total Général Section 63</b>	<b>1.956.057.000</b>	<b>2.661.732.000</b>
<b>64 Min. des PME - Entr. Fem et Micro Finance</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 64 Dépenses de personnel	153.535.000	188.665.000
Titre 3 - 64 Dépenses de fonctionnement	186.650.000	187.550.000
Titre 4 - 64 Transferts courants	300.000.000	320.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>640.185.000</b>	<b>696.215.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 64 Investissements executés par l'état	1.360.000.000	3.210.000.000
Titre 6 - 64 Transfert en capital	560.000.000	1.150.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1.920.000.000</b>	<b>4.360.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2.560.185.000</b>	<b>5.056.215.000</b>
<b>Total Général Section 64</b>	<b>2.560.185.000</b>	<b>5.056.215.000</b>
<b>65 Ministère Collectivités locales &amp; Décentralisation</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	782.694.000	1.141.604.000
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	529.896.000	809.296.000
Titre 4 - 65 Transferts courants	15.013.105.000	14.475.405.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>16.325.695.000</b>	<b>16.426.305.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 65 Investissements executés par l'état	13.340.000.000	7.800.000.000
Titre 6 - 65 Transfert en capital	6.300.000.000	7.400.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>19.640.000.000</b>	<b>15.200.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>35.965.695.000</b>	<b>31.626.305.000</b>
<b>Total Général Section 65</b>	<b>35.965.695.000</b>	<b>31.626.305.000</b>

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2005	Loi de Finances pour l'année 2006
		Réévaluation Services Votés
<b>66 Ministère Poste, Télécom. et Nouv. Tech. Info. Com</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 66 Dépenses de personnel	58.104.000	117.071.000
Titre 3 - 66 Dépenses de fonctionnement	203.500.000	203.700.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>261.604.000</b>	<b>320.771.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 66 Investissements executés par l'état	83.000.000	143.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>83.000.000</b>	<b>143.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>344.604.000</b>	<b>463.771.000</b>
<b>Total Général Section 66</b>	<b>344.604.000</b>	<b>463.771.000</b>
<b>67 Min. NEPAD Integ. Eco. Afr. et Polit. Bon. Gouv.</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 67 Dépenses de personnel	45.202.000	90.698.000
Titre 3 - 67 Dépenses de fonctionnement	147.350.000	147.750.000
Titre 4 - 67 Transferts courants	115.000.000	115.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>307.552.000</b>	<b>353.448.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 67 Investissements executés par l'état	0	100.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>100.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>307.552.000</b>	<b>453.448.000</b>
<b>Total Général Section 67</b>	<b>307.552.000</b>	<b>453.448.000</b>
<b>68 Min. Prévention Hygiène Publique Assainissement</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	38.023.000	530.978.000
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	146.700.000	167.700.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>184.723.000</b>	<b>698.678.000</b>
<b>Budget d'Investissement</b>		
Titre 5 - 68 Investissements executés par l'état	12.710.000.000	10.844.000.000
Titre 6 - 68 Transfert en capital	545.000.000	4.462.000.000
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>13.255.000.000</b>	<b>15.306.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>13.439.723.000</b>	<b>16.004.678.000</b>
<b>Total Général Section 68</b>	<b>13.439.723.000</b>	<b>16.004.678.000</b>
<b>TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:</b>	<b>1.298.557.000.000</b>	<b>1.340.798.292.972</b>

**REPARTITION PAR POUVOIR PUBLIC ET PAR MINISTERE DES MESURES  
NOUVELLES APPLICABLES AUX DEPENSES ORDINAIRES**

## ANNEXE 4 : Répartition des mesures nouvelles

en francs

POUV. PUBL. ET MINISTRES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	TRANSFERTS COURANTS	TOTAL
POUVOIRS PUBLICS				
21 PRESIDENCE REPUBLIQUE		1 334 720 000	1 017 000 000	2 351 720 000
22 ASSEMBLEE NATIONALE		830 000 000		830 000 000
23 COMMIS. ELECTORALE NAT. AUTONOME			800 000 000	800 000 000
24 CONS. REP. AFF. ECONOM. SOCIALES				-
25 C. CONSTITUTIONNEL				-
26 C. D'ETAT		7 000 000		7 000 000
27 C. CASSATION		10 000 000		10 000 000
28 C. COMPTES		31 000 000		31 000 000
<b>S/TOTAL POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>-</b>	<b>2 212 720 000</b>	<b>1 817 000 000</b>	<b>4 029 720 000</b>
30 PRIMATURE		303 000 000	294 979 000	597 979 000
31 M. AFF. ETRANG.		628 000 000	80 000 000	708 000 000
32 M. FORCES ARMEES		1 321 088 000	180 000 000	1 501 088 000
33 M. INTERIEUR		3 714 208 000		3 714 208 000
34 M. JUSTICE	872 932 000	950 000 000	50 000 000	1 872 932 000
35 M. FONCT. PUB. TRAV. EMP. ORG. PROF		131 500 000		131 500 000
36 M. RELAT. INST ITUTION		25 000 000		25 000 000
37 M. COOP. DEC. PLANF. REG		29 000 000		29 000 000
39 M SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR		20 000 000		20 000 000
40 M. ECONOMIE MARITIME		310 008 000		310 008 000
41 M. INFR. EQUIP. TRANSP. TER. MARIT. INT.		100 000 000		100 000 000
42 M. AGRICULTURE HYDRAUL.		71 000 000	100 000 000	171 000 000
43 M. ECONOMIE FINANCES		601 500 000	200 000 000	801 500 000
44 M. INDUSTR.ARTISANAT		40 000 000	100 000 000	140 000 000
45 M. COMMERCE		18 980 000	100 000 000	118 980 000
46 M. URBAN.AMENAGEMENT TERRIT.		127 317 000		127 317 000
47 M. ENERGIE MINES		9 860 000		9 860 000
48 M. PATRIM, BATI HABITAT ET CONSTR.		48 000 000		48 000 000
49 M. TOURISME ET TRANSP. AERIENS		11 000 000	100 000 000	111 000 000
50 M. EDUCATION	2 858 263 000	9 383 554 000	3 150 000 000	15 391 817 000
51 M. RECH. SCIENTIFIQUE		50 000 000	250 000 000	300 000 000
52 M. SPORTS		1 709 200 000	7 000 000	1 716 200 000
53 M. CULTURE PATRIM HISTOR. CLASSE		48 000 000	404 000 000	452 000 000
54 M. SANTE ET PREVENTION	1 500 000 000	3 580 000 000	1 000 000 000	6 080 000 000
55 M. JEUNESSE		56 000 000	20 000 000	76 000 000
56 M ENVIRO ET ASSAINISSEMENT	175 117 000	920 000 000	5 000 000	1 100 117 000
57 M SOLIDARITE NATIONALE		219 375 000	100 000 000	319 375 000
58 M. FAMILLE DEV SOCIAL SOLID NAT.		93 520 000	6 000 000	99 520 000
59 M. ENSEIGN. TECHN. FORMAT. PROF	70 000 000	595 846 000	223 000 000	888 846 000
61 M PLAN DEVELOPPEMENT DURABLE		20 060 000		20 060 000
62 M. ELEVAGE		42 500 000		42 500 000
63 M INFORMATION		686 000 000		686 000 000
64 M PME ET MICRO-FINANCE		320 000 000	20 000 000	340 000 000
65 M COLLECT. LOCALES DECENTRALISAT.		60 000 000	1 000 000 000	1 060 000 000
66 M . POSTES TELECOM. N.T.I.C.		40 000 000		40 000 000
67 M. NEPAD. INTEG. ECO AFRIC.ET B.GOUVERN.		8 000 000		8 000 000
68 M PREVENT.HYGIENE PUB. ASSAINIS.		100 000 000		100 000 000
60 CHARGES NON REPARTIES	3 757 856 000	111 891 000	25 286 000 000	29 155 747 000
<b>S/TOTAL MOYENS DES SERVICES</b>	<b>9 234 168 000</b>	<b>26 503 407 000</b>	<b>32 675 979 000</b>	<b>68 413 554 000</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>9 234 168 000</b>	<b>28 716 127 000</b>	<b>34 492 979 000</b>	<b>72 443 274 000</b>

NB : Ce document n'a aucune valeur juridique, seuls les documents officiels font foi.



## **DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

## ANNEXE 5

### Dépenses d'investissement

En millions de francs

Titre	INTITULES DES SECTEURS	SOURCES DE FINANCEMENTS						TOTAL	
		INTERIEUR (1)		EXTERIEURS (2)					
		ETAT		EMPRUNTS		SUBVENTIONS		AP+FA	CP+PT
		AP	CP	FA	PT	FA	PT		
5	Investissements	1 673 223	320 265	1 056 966	191 895	472 268	101 077	3 202 457	613 237

**AP** = autorisation de programme                      Financements publics intérieurs (TRESOR)

**CP** = crédits de paiement                              Financements publics intérieurs (TRESOR)

**FA** = financement acquis                              Financements extérieurs

Ou en négociation très avancée

**PT** = prévisions de tirage de l'année              Financements extérieurs budgétaire

(1) Opérations d'investissement financées sur ressources internes

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère

CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>21 Présidence de la République</b>				
<b>Secteur 1 PRIMAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 13 Eaux et forêts</b>				
	73095021071			
TOTAL SOUS-SECTEUR			0	650.000.000
TOTAL SECTEUR			0	650.000.000
<b>Secteur 2 SECONDAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 29 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique secondaire</b>				
	11095014999			
TOTAL SOUS-SECTEUR			250.000.000	0
TOTAL SECTEUR			250.000.000	0
<b>Secteur 3 TERTIAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 33 Transports routiers</b>				
	75196040011			
	75196041011			
TOTAL SOUS-SECTEUR			20.200.000.000	18.000.000.000
<b>Sous-Secteur 34 Transports ferroviaires</b>				
	75393082011			
TOTAL SOUS-SECTEUR			0	150.000.000
TOTAL SECTEUR			20.200.000.000	18.150.000.000
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 45 Education et Formation</b>				
	110962650000			
TOTAL SOUS-SECTEUR			0	300.000.000
<b>Sous-Secteur 47 Equipements Administratifs</b>				
	11097038011			
	11097039011			
	11096105999			
	11093035999			
	11093054999			
	11096126999			
	11096127999			
	11093057011			
	11093058011			
	11097065011			
	70095022011			
	11097104011			
TOTAL SOUS-SECTEUR			6.775.000.000	4.900.000.000
<b>Sous-Secteur 49 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaie</b>				
	11093048999			
	11097070011			
TOTAL SOUS-SECTEUR			123.000.000	600.000.000
TOTAL SECTEUR			6.898.000.000	5.800.000.000
TOTAL SECTION			27.348.000.000	24.600.000.000
<b>22 Assemblée Nationale</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 47 Equipements Administratifs</b>				

13120	PROTECTION CONTRE L'EROSION COTIERE	0	650.000.000
29801	FONDS DE SOLIDARITE NUMERIQUE	250.000.000	0
33001	ELARGISSEMENT AUTOROUTE MALICK SY - PIKINE	12.000.000.000	18.000.000.000
33002	Construction échangeurs Patte d'oie, Cambéréne	8.200.000.000	0
34074	AGENCE NOUVEAUX CHEMINS DE FER	0	150.000.000
45139	Construction et équipement cases des Tout-Petits	0	300.000.000
47003	SCES TECHNIQUES CHIFFRE 2	100.000.000	100.000.000
47010	RESEAU RADIO ELEC.PHASE 2	75.000.000	75.000.000
47023	REHAB. PALAIS NATIONAUX	200.000.000	200.000.000
47195	INFORMATISATION DE L'ETAT	1.850.000.000	2.100.000.000
47226	APPUI APIX GRANDS TRAVAUX	2.000.000.000	500.000.000
47316	AMENAGEMENT SITES OCI	2.000.000.000	0
47317	CONSTRUCTION RESIDENCE PR	200.000.000	0
47318	MISE EN PLACE AGENCE INFORMATIQUE ETAT	150.000.000	0
47319	MISE EN PLACE AGENCE OCI	200.000.000	0
47713	EQUIPEMENT CABINET PR	0	200.000.000
47717	REHABILITATION BATIMENTS PUBLICS	0	225.000.000
47902	ACQUISITION MICRO-ORDINATEURS	0	1.500.000.000
49550	PROGRAMME NATIONAL DE BONNE GOUVERNANCE	123.000.000	500.000.000
49556	COMITE AUX REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES	0	100.000.000

CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>22 Assemblée Nationale</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 47 Equipements Administratifs</b>				
47897	100962810000	AMENAGEMENT ET EXTENTION ASSEMBLEE NATIONALE	0	500.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>500.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>500.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>0</b>	<b>500.000.000</b>
<b>24 Conseil de la République Aff Eco et Sociales</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 47 Equipements Administratifs</b>				
47898	13097093011	AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT CRAES	0	180.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>180.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>180.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>0</b>	<b>180.000.000</b>
<b>26 Conseil d'etat</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 47 Equipements Administratifs</b>				
47896	12297092011	EQUIPEMENT CONSEIL D'ETAT	0	50.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>50.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>50.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>0</b>	<b>50.000.000</b>
<b>28 Cour des Comptes</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 47 Equipements Administratifs</b>				
47190	12397046011	AMENAG.EQUIP.C.COMPTES	195.000.000	195.000.000
47895	12396280011	CONSTRUCTION SIEGE COUR DES COMPTES	0	400.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>195.000.000</b>	<b>595.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>195.000.000</b>	<b>595.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>195.000.000</b>	<b>595.000.000</b>
<b>30 Primature</b>				
<b>Secteur 1 PRIMAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 11 Agriculture</b>				
11886	815970980000	Programme National de Développement Local	0	500.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>500.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 19 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/primaire</b>				
19006	80992017111	PROJET URGENCE APPUI RECONSTRUCTION CACAMA	99.000.000	99.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>99.000.000</b>	<b>99.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>99.000.000</b>	<b>599.000.000</b>
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 44 Santé et Nutrition</b>				
44001	60992023999	PLAN STATEG LUTTE SIDA	200.000.000	335.000.000
44081	64993033990	PROG. DE RENF. DE LA NUTRITION	176.000.000	176.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>376.000.000</b>	<b>511.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 47 Equipements Administratifs</b>				
47022	11195001011	Aménag. équipement, rénov.Build.Administ.	0	270.000.000

CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>30 Primature</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 47 Equipements Administratifs</b>				
47024	11197040999	AMENAG. EQUIP. ARCH. NATIONALES	190.000.000	135.000.000
47197	11196113999	REHAB. EQUIP. IMP. NATIONALE	150.000.000	200.000.000
47228	11197052011	ASCNSEURS BUILDING ADMINISTRATIF	150.000.000	0
47890	44196267011	EXTENSION ET AMENAGEMENT ENA	0	500.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>490.000.000</b>	<b>1.105.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 49 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaire</b>				
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>866.000.000</b>	<b>1.616.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>965.000.000</b>	<b>2.215.000.000</b>
<b>31 Ministère des Affaires Etrangères</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 47 Equipements Administratifs</b>				
47056	14096107999	RENO. AMENAG. EQUIP. M.A.E.	150.000.000	100.000.000
47205	14296116900	REHAB. EQUIP. POSTES DIPLO.	500.000.000	500.000.000
47206	14291001900	ACQUIS. CONST. POSTES DIPLO.	2.150.000.000	2.150.000.000
47708	14291002900	ACQUISITION IMMEUBLE - PARIS	2.000.000.000	0
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>4.800.000.000</b>	<b>2.750.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>4.800.000.000</b>	<b>2.750.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>4.800.000.000</b>	<b>2.750.000.000</b>
<b>32 Ministère des Forces Armées</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 44 Santé et Nutrition</b>				
44002	62197036011	ACQUISITION IMAGERIE MEDICALE HOP. PRINCIPAL	1.000.000.000	0
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>1.000.000.000</b>	<b>0</b>
<b>Sous-Secteur 46 Développement social</b>				
46145	70094027011	DOTATION AU FONDS DES INVALIDES ET MUTILES DE	0	500.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>500.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 47 Equipements Administratifs</b>				
47041	20096106999	REHAB. PATR. IMMOB. FCES ARMEE	800.000.000	1.100.000.000
47078	20097042999	EQUIP. DEFENSE NATIONALE	7.000.000.000	16.175.000.000
47202	20496115990	REHAB. CONST. CASERNES GENDAR.	600.000.000	600.000.000
47700	21196128032	PLAN DE SECURISATION DE TOUBA	500.000.000	0
47880	20095002999	Construction Haras	0	850.000.000
47884	20096236011	cONSTRUCTION AGENCE DE REINSERTION SOCIALE	0	150.000.000
47894	20496278990	Contruction 6 brigades (Somone, Niro, Sokone, Popengui	0	300.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>8.900.000.000</b>	<b>19.175.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 49 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaire</b>				
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>9.900.000.000</b>	<b>19.675.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>9.900.000.000</b>	<b>19.675.000.000</b>
<b>33 Ministère de l'Intérieur</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 47 Equipements Administratifs</b>				

CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>33 Ministère de l'Intérieur</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 47 Equipements Administratifs</b>				
47101	21296109999	CONST.REHAB. CASERNES SAPEURS	400.000.000	300.000.000
47102	21297043999	EQUIP. CASERNES SAP. POMPIERS	400.000.000	400.000.000
47145	21096110011	CONSTR. EQUIP ARCHIVES DAF	175.000.000	0
47199	21196114999	CONST.REHAB.SURETE NATIONALE	700.000.000	500.000.000
47201	21197047999	EQUIPEMENT SURETE NATIONALE	300.000.000	300.000.000
47211	21196117999	CONST.REHAB.ADM.TERRITORIALE	628.000.000	300.000.000
47214	70097050999	EQUIPEMENT ADMINISTRATION TERRITORIALE	200.000.000	0
47707	70097056999	REFONTE FICHER ELECTORAL	7.000.000.000	6.800.000.000
47891	21997088011	EQUIPEMENT SERVICE DE FORMATION	0	20.000.000
47892	210970890000	PLAN D'EQUIPEMENT DE LA POLICE	0	2.000.000.000
47893	21297090990	PROTECTION SITES RELIGIEUX CONTRE Foudre	0	100.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>9.803.000.000</b>	<b>10.720.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 49 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaire</b>				
49102	21297057999	PREVENTION/MAITRISE CATASTROPH	300.000.000	315.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>300.000.000</b>	<b>315.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>10.103.000.000</b>	<b>11.035.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>10.103.000.000</b>	<b>11.035.000.000</b>
<b>34 Ministère de la Justice</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 47 Equipements Administratifs</b>				
47172	70096111990	REHAB.EQUIP.STRUCT.EDUC.SUR.	300.000.000	0
47187	70997045990	EQUIPEMENT JURIDICTIONS	300.000.000	1.260.000.000
47221	70096119990	REHAB. EQUIP. MAC 2	400.000.000	0
47223	70096120990	CONSTRUCTION DE JURIDICTIONS	400.000.000	190.000.000
47245	71296124011	ACHEVEMENT NOUVEAU PALAIS JUSTICE	3.000.000.000	3.500.000.000
47885	12496237083	ACHEVEMENT PALAIS DE JUSTICE DE LOUGA	0	250.000.000
47886	12096238011	CONSTRUCTION MAISON D'ARRET DE DAKAR	0	500.000.000
47887	12096239011	CONSTRUCTION DU CENTRE DE FORMATION JUDICIALE	0	250.000.000
47888	12096240071	CONSTRUCTION CENTRE DE NIANING	0	250.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>4.400.000.000</b>	<b>6.200.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>4.400.000.000</b>	<b>6.200.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>4.400.000.000</b>	<b>6.200.000.000</b>
<b>35 Min Fonct. Pub. Trav. Emploi et Org. Profess.</b>				
<b>Secteur 2 SECONDAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 28 Etudes et Recherches/secondaire</b>				
28066	53295007999	FONDS NAT ACTIONS EMPLOI	300.000.000	310.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>300.000.000</b>	<b>310.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 29 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique secondaire</b>				
29023	33393020999	INSERTION DIPLOMES ARABISANTS	42.000.000	32.000.000
29031	65093022999	RENF CAPA- ACTEURS EN SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	36.000.000	32.000.000
29032	33398007999	REPertoire OPERATIONNEL DES METIERS ET EMPLOI	150.000.000	0
29034	33498008999	DIALOGUE SOCIAL	130.000.000	0
29804	33997068990	REHABILITATION, EQUIPEMENT ET RENFORCEMENT	0	31.000.000
29818	63996205069	PROJET CREATION CENTRE MEDICO SOCIAL DE KK	0	75.000.000

CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>35 Min Fonct. Pub. Trav. Emploi et Org. Profess.</b>				
<b>Secteur 2 SECONDAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 29 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique secondaire</b>				
29819	33393061000	RENF CAPACITE SERVICE MAIN D'OEUVRE	0	65.000.000
29828	33097066011	CONTROLE MAGNETIQUE	0	126.000.000
29829	33094919011	ELABORATION TEXTES REORGANISATION MLFPETOP	0	26.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>358.000.000</b>	<b>387.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>658.000.000</b>	<b>697.000.000</b>
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 47 Equipements Administratifs</b>				
47235	70096122990	CONSTRUCTION, R <sub>e</sub> HABILITATION INSPECTIONS TRAV	500.000.000	218.000.000
47236	70096123999	Réhabilitation équipement, fichier fonction publique	200.000.000	135.000.000
47714	70096151013	REHABILITATION,CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT CN	0	200.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>700.000.000</b>	<b>553.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>700.000.000</b>	<b>553.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>1.358.000.000</b>	<b>1.250.000.000</b>
<b>36 Min. Relat. avec les Institutions</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 47 Equipements Administratifs</b>				
47899	70093070011	RENFORCEMENT CAPACITES CORRESPONDANTS PAR	0	50.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>50.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>50.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>0</b>	<b>50.000.000</b>
<b>37 Min de la Coopération Internationale et de la Coopération Décentralisée</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 47 Equipements Administratifs</b>				
47711	700961450111	REHABILITATION LOCAUX DAT	0	15.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>15.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 49 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaire</b>				
49200	11193045999	APPUI COORDINATION PROJET CO-DEVELOPPEMENT	70.000.000	60.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>70.000.000</b>	<b>60.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>70.000.000</b>	<b>75.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>70.000.000</b>	<b>75.000.000</b>
<b>40 Ministère de l'Economie Maritime</b>				
<b>Secteur 1 PRIMAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 14 Pêche</b>				
14085	83597006999	ACQUISITION DE 6 VEDETTES	1.698.000.000	0
14107	83594003999	SUIVI DE LA RESSOURCE	93.000.000	328.000.000
14112	83596013073	REALI. STATION D'AQUACULTURE	325.000.000	0
14115	83593005019	APPUI AUX STRUCTURES DE FORMATION ET DE VULG	104.000.000	0
14116	83593006999	APPUI LA FORMATION DES AGENTS DE PÔCHES ET P	50.000.000	0
14118	83596014112	RENFOR DU SERVI. PÔCHE CONTIN. DE MATAM	101.000.000	0
14119	83593007999	RENFORCEMENT DU CNFTP	109.000.000	0
14120	83593008999	MISE EN NORME RECOMMANDATIONS DEL'OMI	40.000.000	40.000.000
14121	83593009999	RENFOR. DES CAPA. DE PLANIF ET SUIVI DES PROJET	133.000.000	0
14122	83596015011	JETEE DE THIAROYE	300.000.000	0



CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>40 Ministère de l'Economie Maritime</b>				
<b>Secteur 1 PRIMAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 14 Pêche</b>				
14123	83596016061	AMENAG. DE L'AIRE DE PECHE KAOLACK	113.000.000	0
14124	83596017011	QUAI DE POCHE DE HANN	220.000.000	0
14125	83594004999	RESTRUCTU. BASE DE DONNÉES	45.000.000	0
14126	83594005999	AMELIO. DES STATIS. DE POCHE	85.000.000	0
14127	83596018102	AMENAGEM. DU SITE DE NGOUDOMP	62.000.000	0
14129	83597007011	ACQUISITION D'UNE CHALOUBE NEUVE	1.500.000.000	0
14133	83597010990	AIRES DE TRANSFORMATION	0	400.000.000
14140	83596022011	RÉHABILITATION CPEP	23.000.000	0
14146	83596256092	PROGRAMME D'APPUI INSTITUTIONNEL	0	328.000.000
14147	83599039990	CONTROLE ET SURVEILLANCE DES ACTIVITES DE PEC	0	459.000.000
14148	83593063999	PROG. DE SUIVI ET CONTROLE ET SURVEIL	0	459.000.000
14149	83596257990	RENFO. DE LA SECUR. PECHE ARTISANALE	0	328.000.000
14150	83696258119	CONSTRUCTION DES SERVICES DE PECHE ET DE SUR	0	100.000.000
14151	836962590434	REHABILITATION DU CENTRE DE MBANE	0	49.000.000
14152	83596260990	PROG. CONSTRU. DE MARCHES POUR LES PRODUITS	0	150.000.000
14153	83599040990	PROGRAMME D'AJUST. DU SECT. PECHE	0	45.000.000
14157	83594031011	EVALUAT. DES ACTIONS CIBLEES	0	66.000.000
14158	83597083990	ACQUISITION D'UN NOUVEAU BALISEUR	0	1.698.000.000
14160	835963150832	CENTRE D'AQUACULTURE DE GUIDICK	0	70.000.000
14161	83596318119	regénéra.des ressour.halieu. région Matam	0	100.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>5.001.000.000</b>	<b>4.620.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 18 Etudes et Recherches/primaire</b>				
18150	83594011999	FONDS D'ETUDES DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE MAR	135.000.000	100.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>135.000.000</b>	<b>100.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>5.136.000.000</b>	<b>4.720.000.000</b>
<b>Secteur 3 TERTIAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 35 Transports maritimes</b>				
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>5.136.000.000</b>	<b>4.720.000.000</b>
<b>41 Min. Infrastr. Equip Tr. Ter. Tr. Marit. Intérieurs</b>				
<b>Secteur 3 TERTIAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 33 Transports routiers</b>				
33003	75196042011	PROLONGEMENT AUTOROUTE / GARE FERROVIAIRE	1.200.000.000	1.000.000.000
33005	75196043011	VDN 3ème SECTION GOLF CLUB -DIAMNIADIO	3.000.000.000	0
33006	75197021011	ACQUISITION BUS TRANSP PUBLIC	19.000.000.000	0
33008	75196045990	REHABILITATION RN3 THIES-DIOURBEL-Touba	100.000.000	0
33010	75196047990	RTE FATICK-BAMBEY-MEKHE	2.000.000.000	1.000.000.000
33012	75196049990	CONSTRUCTION SLIP WAY POUR BACS (SUD ET NORD	105.000.000	100.000.000
33013	75099025011	MISE EN PLACE STE TRANSP PUBLIC	1.500.000.000	0
33015	75196050011	REHAB RN 1 BRANCHE EST AUTOROUTE	3.200.000.000	0
33016	75196051011	CONSTRUCTION ECHANGEURS MALICK SY ET CYRNO	6.300.000.000	0
33017	75196052019	ELARGISSEMENT ROUTE DES NIAYES	4.710.000.000	0
33028	75196055042	CONSTR.PONT MEDINA NDIATHBE	1.000.000.000	0
33030	75196056052	Constr. Saraya -FRT MALI, Kédougou-Saraya et Facilitation	200.000.000	400.000.000

CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>41 Min. Infrast. Equip Tr. Ter. Tr. Marit. Intérieurs</b>				
<b>Secteur 3 TERTIAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 33 Transports routiers</b>				
33035	75196057042	ETUDE ET CONSTR. PONT A NGOUYE	1.000.000.000	0
33039	75196058990	ENTRETIEN ROUTIER	15.000.000.000	15.000.000.000
33047	75196060990	RENF MEKHE- DAROU MARNANE	100.000.000	0
33062	75196064990	AMELIORATION MOBILITE URBAINE	2.079.000.000	0
33067	75196065101	RENF ET REH KOLDA-DIANA-CAR22	1.000.000.000	0
33072	75196069011	PROL VDN + RTE FOIRE AEROPORT +DEDOUBL PONT	7.000.000.000	0
33097	75196071990	ROUTE LINGUERE-MATAM	500.000.000	1.500.000.000
33098	75197024990	PONTS HALWAR -GOULOUMBOU	1.500.000.000	500.000.000
33510	75196073043	REPARATION PONT FAIDHERBE	2.000.000.000	3.500.000.000
33521	75194925029	BOUCLE DU BLOUFF	0	530.000.000
33523	751990370000	MODERNISATION ET REFORME DES P. CONDUIRE	0	25.000.000
33524	75196159099	FATICK-DIAKHAO-GOSSAS	0	350.000.000
33535	75194932029	Réhab. Oussouye-Mlpomp-Elinkine et mlomp djiromaît (27k	0	200.000.000
33536	75196165023	Réhabilitation du pont EMILE BADIANE A Ziguinchor	0	135.000.000
33537	75196166990	Entretien périodique de 115km routes revêtues	0	300.000.000
33538	75196167990	Entretien périodique de Route en terre	0	200.000.000
33554	752962970421	Bretelle d'accès RN2-Pont Médina Ndiatbé	0	400.000.000
33556	75196299059	Tambacounda-Kidira	0	500.000.000
33562	75195038000	FDTU	0	400.000.000
33565	75296307019	Construct.aires de manoeuvre pour permis	0	15.000.000
33566	75194043000	Etude faisabilité sites non pourvus de bac	0	100.000.000
33567	751963190421	MEDINA NDIATBE- CASCAS	0	300.000.000
33568	75196298990	NDIOUM-OUROSSOGUI	0	1.000.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>72.494.000.000</b>	<b>27.455.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 34 Transports ferroviaires</b>				
34001	75397025019	ACQUISITION VOITURES ET EQUIPEMENTS PETITTRAI	2.831.000.000	0
34002	75396074011	CONSTRUCT GARE MULTIMODALE COLOBANE	2.000.000.000	0
34003	75396075013	CONSTRUCTION ATELIER RUFISQUE PTB	1.100.000.000	200.000.000
34067	753990050000	Sécurité ferroviaire	0	100.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>5.931.000.000</b>	<b>300.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 35 Transports maritimes</b>				
35041	75596174990	Liaison maritime Dakar-Ziguinchor Acquisistion Bateau	0	1.000.000.000
35052	75596306023	Ouvrages d'accostage et gare maritime à Karabane	0	500.000.000
35053	75599050990	LIAISON MARITIME DAKAR ZIGUINCHOR, WILLIS	0	1.000.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>2.500.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 36 Transports aériens</b>				
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Sous-Secteur 38 Etudes et Recherches/tertiaire</b>				
38001	75194017999	ETUDE /ACTUALISATION PONT FARAFEIGNY	275.000.000	0
38002	75194018052	ETUDE ROUTE KEDOUGOU-SALAMATA	50.000.000	0
38003	75196081083	ETUDE ROUTE MEKHE-THILMAKHA-DAROU MARNANE	100.000.000	0
38570	75194045011	ANCIENNE ROUTE DE RUFISQUE (cyrnos-carrefour seve	0	200.000.000
38571	75994044011	ETUDE PROJET TRANWAY	0	200.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>425.000.000</b>	<b>400.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 39 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/tertiaire</b>				
39001	77093023011	SECURISATION - MODERNISATION DTGC	86.000.000	0

CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>41 Min. Infrast. Equip Tr. Ter. Tr. Marit. Intérieurs</b>				
<b>Secteur 3 TERTIAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 39 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/tertiaire</b>				
39026	75093024011	PLANIF.ET MODERN.DTT(PST2)	30.000.000	0
39030	75093025999	COORDINAT. PST2 (CELCO)	60.000.000	85.000.000
39038	75297099000	Archivage electronique	0	50.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>176.000.000</b>	<b>135.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>79.026.000.000</b>	<b>30.790.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>79.026.000.000</b>	<b>30.790.000.000</b>
<b>42 Ministère Agriculture et Hydraulique</b>				
<b>Secteur 1 PRIMAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 11 Agriculture</b>				
11001	81197001990	PROG EQUIPEMENT MONDE RURAL	3.000.000.000	3.000.000.000
11002	81592001109	APPUI DVPT RURAL ANAMBE	13.000.000	12.000.000
11003	81592002990	PROJ ORG GESTø VILLAG (POGVII)	15.000.000	15.000.000
11006	81299001990	PROG RECONSTITUTø CAPITAL SEMENCIER RESTAUR	4.800.000.000	2.500.000.000
11072	81592004119	PROJ.DVPT.AGRI.MATAM(PRODAMI)	79.000.000	1.000.000.000
11073	81192005020	PROG. HYDRO-AGRIC. BASSE CASA	200.000.000	200.000.000
11074	81499002999	PROGRAMME LUTTE CONTRE MOUCHE BLANCHE	100.000.000	100.000.000
11075	81496001999	PROGRAMME LUTTE TERMITES	50.000.000	50.000.000
11076	81196002100	DVPT.HYDRO-AGRI.ANAMBE, PH III	100.000.000	100.000.000
11829	81995001990	PROG.MODERN.INTENSIF.AGRI.	0	100.000.000
11833	81196003110	AMEN.CASIER KOBILLO (720HA)	150.000.000	265.000.000
11834	81196004990	PROG.DVPT.RUR.MATAM (PDRM)	509.000.000	100.000.000
11835	81196005040	REA EXT 1700HA PIV MADINA-PETE	1.600.000.000	0
11839	81196006040	AMEN.CAS.VAL.LAMPSAR (1871HA)	158.000.000	418.000.000
11845	81592006073	PROJET AGRO-PASTORAL TIVAOUANE	46.000.000	100.000.000
11860	81592007999	PSAOP(PROJ.SERV.AGRI.ORG.PRIVE	536.000.000	0
11861	81592008990	PROG.NAT.D'INFRAS. RURALES	1.200.000.000	0
11870	81196008051	AMEN.HYDR-AGR ZONE BAKEL	757.000.000	600.000.000
11877	81299023000	PROGRAMME PHOSPHATAGE DES SOLS	0	180.000.000
11878	81499024000	PROJET AFRICAINE DE LUTTE D'URGENCE CONTRE LE	0	60.000.000
11879	81192034990	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT RURAL EN CAS	0	107.000.000
11880	81298046000	PROJET DEVELOPPEMENT FILIERE MICRO-JARDINS A	0	75.000.000
11884	81392046000	PROJET SERVICES AGRIC ET ORG PROD PH II (PSAOP	0	536.000.000
11885	81196295112	Projet de reconstruction de l'ouvrage du Diamel	0	678.350.190
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>13.313.000.000</b>	<b>10.196.350.190</b>
<b>Sous-Secteur 12 Elevage</b>				
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Sous-Secteur 15 Hydraulique rurale et agricole</b>				
15001	72297014990	DOTATøDU BUDGET INVEST. AU FNH	550.000.000	550.000.000
15002	81196023050	PROJET PETITE IRRIGATø LOCALE	150.000.000	150.000.000
15051	72296012990	PROGRAMME DE DEV DES RESSOURCES EN EAU EN M	0	125.000.000
15070	72297015990	REF.SYST.GEST.FOR.RURAUX PH.1	24.000.000	0
15080	72297018990	HYDRAULIQUE VILLAGESOISE ET PASTORALE phase	0	225.000.000
15082	72296025990	POGR.CILSS 100 PUIITS	65.000.000	35.000.000
15083	72296026990	PR.60POINTS DEAU DANS 6 REG	700.000.000	400.000.000
15084	72296027990	PROJ.RENF.AEP DANS BASSIN ARAC	15.000.000	15.000.000

CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>42 Ministère Agriculture et Hydraulique</b>				
<b>Secteur 1 PRIMAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 15 Hydraulique rurale et agricole</b>				
15086	72296029990	RENOUVELLEMENT ANCIENS FORAGES	500.000.000	500.000.000
15087	72296030000	PROG. EXT. INTER.CONN.RES. AEP	0	300.000.000
15088	72296031040	AEP GOROM LAMPSAR	500.000.000	250.000.000
15089	72296032090	AEP N'DIOSMONE PALMARIN	300.000.000	283.000.000
15508	81196033029	OUVR.HYDR.DIGUES ANTISEL	333.000.000	0
15512	81196034990	PROG.REAL.BASSINS DE RETENTION	1.500.000.000	1.000.000.000
15520	72297085990	PEPAM-FOURNITURE R ET POSE DE 150 COMPTEURS	0	150.000.000
15521	72297086990	PEPAM-REALISATION DE 4000 BRANCHEMENTS PARTI	0	200.000.000
15522	72296269990	PEPAM-REALISATION DE 12 FORAGES MULTIVILLAGE	0	250.000.000
15523	72296270990	PEPAM-SOUS-PROG. AEP/BA EN MILIEU RURAL, RE	0	216.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>4.637.000.000</b>	<b>4.649.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 18 Etudes et Recherches/primaire</b>				
18001	72294006990	ETUDE FAISABILITE DU PROGRAMME 400 POINTS D'EA	200.000.000	0
18156	72294041990	PEPAM-ETUDE D'IDENTIFICATION DES PROJETS PRIO	0	75.000.000
18158	72294036990	ETUDES DE FAISABILITE POUR L'AEP DES ILES DU SA	0	100.000.000
18159	72294038990	ETUDES D'ACTUALISATION DE L'INVENTAIRE DES OUV	0	75.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>200.000.000</b>	<b>250.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 19 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/primaire</b>				
19001	81592016990	PROJET DVPT SOCIO-ECO PAIX CASAMANCE (PROCAS	96.000.000	246.000.000
19009	81292018111	PROG.APPUI.ACTEURS.COTON	350.000.000	350.000.000
19011	81093012990	SEPTIEME (7EME) L M SAED	3.550.000.000	0
19012	81592019102	FONDS LOCAL DE DVELOPPEMENT DE S <sub>2</sub> DHIYOU	27.000.000	27.000.000
19034	81499014999	PROG.AGR.VOLET PROTECT <sup>o</sup> CULTURE	700.000.000	700.000.000
19067	81393013111	PROMOT <sup>o</sup> .MICRO.ENT.(PROMER)	94.000.000	0
19070	81595003999	DOTAT <sup>o</sup> BCI FDS GARANT.PRJT.AGRI	6.000.000.000	4.000.000.000
19071	81595004999	DOTAT <sup>o</sup> BCI FDS CALAMIT.PJT.AGRI	3.000.000.000	1.500.000.000
19072	81595005999	DOTAT <sup>o</sup> BCI FDS BONIF.PJT.AGRI	900.000.000	700.000.000
19117	81093014109	SOUTIEN IV LM SODAGRI	600.000.000	0
19503	81995027000	FONDS NATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRO-SYLVO	0	500.000.000
19504	81592035990	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES MARCHES AG	0	354.000.000
19505	81592036990	PROJET ENTREPREUNARIAT RURAL (PROMER II)	0	120.000.000
19513	81196276109	PROG INTERIMAIRE SERVICES PUBLICS SODAGRI	0	600.000.000
19514	81196277990	PROG INTERIMAIRE SERVICES PUBLICS SAED	0	3.550.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>15.317.000.000</b>	<b>12.647.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>33.467.000.000</b>	<b>27.742.350.190</b>
<b>Secteur 3 TERTIAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 33 Transports routiers</b>				
33011	75196048043	PROJET DE REVOTEMENT ROUTE D'ACCOS AU DARRA	26.000.000	0
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>26.000.000</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>26.000.000</b>	<b>0</b>
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 41 Hydraulique Urbaine et Assainissement</b>				
41009	70196083990	PROJ.SECT.EAU LONG TERME(PLT)	522.000.000	446.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>522.000.000</b>	<b>446.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>522.000.000</b>	<b>446.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>34.015.000.000</b>	<b>28.188.350.190</b>

CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>43 Ministère de l'Economie et des Finances</b>				
<b>Secteur 1 PRIMAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 19 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/primaire</b>				
19502	81998045000	PROJET ASSURANCE AGRICOLE	0	200.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>200.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>200.000.000</b>
<b>Secteur 2 SECONDAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 29 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique secondaire</b>				
29025	70093021999	AARCEC/UEMOA	50.000.000	0
29028	87198006999	PROJET PROM INVTS PRIVES	52.000.000	109.000.000
29831	87195033990	LIGNE DE CREDIT IMF AU SENEGAL (BADEA)	0	30.000.000
29833	87195035000	MISE EN PLACE D'UNE LIGNE DE CREDIT (BID)	0	56.000.000
29834	87993068000	CELLULE AT/CPEC	0	42.500.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>102.000.000</b>	<b>237.500.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>102.000.000</b>	<b>237.500.000</b>
<b>Secteur 3 TERTIAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 33 Transports routiers</b>				
33095	34397023999	AUTRES TRAVAUX ROUTIERS	2.000.000.000	0
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>2.000.000.000</b>	<b>0</b>
<b>Sous-Secteur 35 Transports maritimes</b>				
35051	70099046011	REMBOURSEMENT CREANCE COSEC	0	1.000.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>1.000.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>2.000.000.000</b>	<b>1.000.000.000</b>
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 43 Habitat et Urbanisme</b>				
43247	30299045011	REMBOURSEMENT CREANCE SNHLM	0	200.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>200.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 46 Développement social</b>				
46007	65297037999	INTERVENTION D'URGENCE DANS LES SECTEURS SO	2.000.000.000	0
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>2.000.000.000</b>	<b>0</b>
<b>Sous-Secteur 47 Equipements Administratifs</b>				
47057	70097041999	PLAN EQUIP. & MODERNISAT <sup>o</sup> DGD	600.000.000	2.684.000.000
47060	70096108011	AMENAGEMENT -EQUIP. MEFP	400.000.000	300.000.000
47087	70095016999	INDEMNITES EXPROPRI.ET PREEMPT <sup>o</sup>	2.000.000.000	2.000.000.000
47105	70093034999	APPUI DSRP/CSLP	250.000.000	300.000.000
47196	70096112011	CONST.EQUIPEMENT LOCAUX ATCP	50.000.000	109.500.000
47210	70097049011	AMENAG.EQUIP. DTAI	50.000.000	50.000.000
47230	70097053011	INFORMATISATION DGCPT	500.000.000	500.000.000
47231	70096121011	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DMTA	100.000.000	0
47232	70097054990	CONSTRUCTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT	300.000.000	600.000.000
47246	70096125990	CONSTR. SERV.REG. MEF	500.000.000	0
47249	70097055011	EQUIPEMENT AJE	15.000.000	5.000.000
47250	70096139999	CONSTRUCTION SIEGE AGENCE NATIONALE	500.000.000	500.000.000
47315	70099020999	ACQUISITION IMMEUBLES ET TERRAINS	1.400.000.000	6.900.000.000
47320	70093059999	MISE EN PLACE AGENCE NATIONALE STATISTIQUE	1.000.000.000	500.000.000
47709	30193060999	INFORMATISATION DGF (SIGFIP)	1.200.000.000	500.000.000
47715	70096182011	INFORMATISATION DGID (SIGTAS)	0	1.451.000.000
47889	32097079011	AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DB	0	50.000.000

CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>43 Ministère de l'Economie et des Finances</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 47 Equipements Administratifs</b>				
47900	33097097011	AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DSPRV	0	32.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>8.865.000.000</b>	<b>16.481.500.000</b>
<b>Sous-Secteur 48 Etudes et Recherche/quaternaie</b>				
48012	35994023999	ENQU. ET RECENS.STATISTIQUES	300.000.000	0
48055	70093037011	ETUDES & PROSPECTøFINANCEMENT	350.000.000	370.500.000
48091	70093038011	PROGRAM. INVESTISSEMTS PUBLICS	150.000.000	170.000.000
48099	70093039999	RENF.CAP.EXECUTION PROJETS	100.000.000	150.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>900.000.000</b>	<b>690.500.000</b>
<b>Sous-Secteur 49 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaie</b>				
49003	70093040011	APPUI DMC	20.000.000	20.000.000
49008	70093041999	CEPOD (EX UPE)	75.000.000	47.000.000
49010	70095013999	PARTICIPATIONS FINANCIERES	5.000.000.000	5.000.000.000
49011	70095017999	IMPOTS ET TAXES SUR MARCHES	6.000.000.000	10.000.000.000
49104	70094022999	FONDS D'ETUDES DES PROJETS	120.000.000	100.000.000
49113	70093044011	PR. COORD. REFORMES FIN. BUDG.	50.000.000	50.000.000
49230	70093046999	PROJET D'APPUI · DPS/CSPLP	75.000.000	89.100.000
49510	70093047999	COMMODITY AID II	50.000.000	61.500.000
49564	32193069011	ORGANE DE CONTROLE ET DE REGULATION DES MAR	0	150.000.000
49565	31293072000	PROJET D'APPUI A LA MODERNISATION DU CADASTRE	0	100.000.000
49566	30193073011	APPUI A LA CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES	0	300.000.000
49567	70093074011	APPUI A LA CELLULE DU PORTEFEUILLE E L'ETAT	0	50.000.000
49568	30193076011	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESPONSABILITE	0	20.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>11.390.000.000</b>	<b>15.987.600.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>23.155.000.000</b>	<b>33.359.600.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>25.257.000.000</b>	<b>34.797.100.000</b>
<b>44 Ministère de l' Industrie et de l' Artisanat</b>				
<b>Secteur 2 SECONDAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 22 Industrie</b>				
22528	84099029999	AGENCE D'AMENAGEMENT ET DE SITES INDUSTRIELL	0	100.000.000
22833	84094039000	CENTRE DE VEILLE TECHNOLOGIQUE	0	50.000.000
22834	84099026990	PLATES -FORMES MULTIFONCTIONNELLES	0	300.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>450.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 23 Artisanat</b>				
23010	44993015999	PROJET AMøLIORATION QUALIFICATION DES ARTISAN	100.000.000	85.000.000
23017	84496037990	CONSTRUCTION VILLAGES. ARTISANAUX	200.000.000	200.000.000
23020	44093016999	FORMATø ARTISAN PAR ALTERNANCE	42.000.000	42.000.000
23025	84495006999	FONDS DE GARANTIE PROJETS ARTISANAUX	150.000.000	150.000.000
23034	701970840000	RENFORCEMENT CAPACITE INSTITUTIONS CONSULAI	0	120.000.000
23835	84498022990	Promotion des produits artisanaux	0	50.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>492.000.000</b>	<b>647.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 29 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique secondaire</b>				
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>492.000.000</b>	<b>1.097.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>492.000.000</b>	<b>1.097.000.000</b>
<b>45 Ministère du Commerce</b>				

CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>45 Ministère du Commerce</b>				
<b>Secteur 3 TERTIAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 31 Commerce</b>				
31001	85197019990	PROJET D'EDIFICATION D'INFRASTRUCTURES DE STO	277.000.000	100.000.000
31003	85298009999	APPUI PROMOTION EXPORTATIONS	250.000.000	0
31113	85093056999	APPUI CONTROLE QUALITE	150.000.000	100.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>677.000.000</b>	<b>200.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>677.000.000</b>	<b>200.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>677.000.000</b>	<b>200.000.000</b>
<b>46 Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménag. Territ.</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 43 Habitat et Urbanisme</b>				
43001	71398013990	URBANISME OPERATIONNEL	300.000.000	300.000.000
43002	70097035990	EQUIPEMENT SERVICES REGIONAUX DAT	50.000.000	0
43003	70093051990	EQUIPEMENT BRIGADES SURVEILLANCE ET CONTR S	100.000.000	0
43032	71194020999	ETUDE GENERALE D' URBANISME	300.000.000	300.000.000
43121	71399017990	PROGR DE PROMOTION DES ZAC	1.500.000.000	1.500.000.000
43123	71395010990	SUBVENTION FORREF	100.000.000	396.000.000
43235	71396241013	AMENAGEMENT ET DEV DE LA ZONE DU LAC ROSE	0	25.000.000
43254	71096300019	PLAN "JAXAAY"	0	52.000.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>2.350.000.000</b>	<b>54.521.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>2.350.000.000</b>	<b>54.521.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>2.350.000.000</b>	<b>54.521.000.000</b>
<b>47 Ministère de l'Energie et des Mines</b>				
<b>Secteur 2 SECONDAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 21 Mines</b>				
21001	84294013999	ETUDE PROSPCT PROMOT GEOL/MIN	500.000.000	600.000.000
21006	74394014999	PROSPECTION PROMOTION PETROLE	100.000.000	250.000.000
21007	84194034112	ETUDES ET REALISATION PHOSPHATES DE MATAM	0	50.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>600.000.000</b>	<b>900.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 24 Energie</b>				
24001	74093017999	PROJET D'UN SYSTEME D'INFORMATION ENERGETIQU	18.000.000	18.000.000
24005	74596038990	ELECTRIFICATION RURALE ET URBA	1.000.000.000	0
24080	74293018999	DIFFERENTIEL TRANSP.PRDT S PETROLIERS	1.000.000.000	1.000.000.000
24081	74093019990	PROJET DIFFUSION SERVICES ELECTRIQUES MILIEU R	1.000.000.000	1.258.000.000
24082	82192020111	PROJET GEST.ENERG.TRADITNELLES	125.000.000	125.000.000
24088	74597017990	ELECTRIFICATø CHEFS LIEUX COMMUN. RLES DONTR	700.000.000	0
24089	74297059000	Programme d'urgence électrification rurale	0	3.000.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>3.843.000.000</b>	<b>5.401.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 28 Etudes et Recherches/secondaire</b>				
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Sous-Secteur 29 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique secondaire</b>				
29020	82192021990	APPUI S/S COMBUST.DOMESTIQUES - PERACOD	16.000.000	20.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>16.000.000</b>	<b>20.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>4.459.000.000</b>	<b>6.321.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>4.459.000.000</b>	<b>6.321.000.000</b>
<b>48 Min. Patrimoine Bâti Habitat Construction</b>				

CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>48 Min. Patrimoine Bâti Habitat Construction</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 43 Habitat et Urbanisme</b>				
43124	71996099061	PROJET COEUR DE VILLE KAOLACK	3.000.000.000	0
43125	71996100092	INDÉPENDANCE FATICK	15.000.000.000	0
43126	71996101101	INDEPENDANCE KOLDA	2.000.000.000	0
43127	71996140000	PROGRAMME INDEPENDANCE	0	15.000.000.000
43252	71396316011	TRANSFERT POPULATION CITE BARAKA	0	200.000.000
43253	710930840000	RENFORCEMENT DES CAPACITES SERVICES HABITA	0	10.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>20.000.000.000</b>	<b>15.210.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 47 Equipements Administratifs</b>				
47216	71296118990	CONST.REHAB.SERV.URB.HABITAT	250.000.000	0
47701	71296129011	TRANSFERT POPULATIONS CITEES COLLECTIVES	460.000.000	0
47702	48599021999	PERTES DE CHANGE SUR PROJETS	1.800.000.000	0
47703	71396130031	CONTRUCTION MARCHÉ DE TOUBA	2.000.000.000	2.667.000.000
47706	71996131990	CONSTRUCTION D'OUVRAGES ET D'INFRASTRUCTURE	15.000.000.000	0
47881	70095025071	AMENAGEMENT ESPLANADE PELERINAGE POPENGU	0	618.500.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>19.510.000.000</b>	<b>3.285.500.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>39.510.000.000</b>	<b>18.495.500.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>39.510.000.000</b>	<b>18.495.500.000</b>
<b>49 Ministère du Tourisme Transports aériens</b>				
<b>Secteur 3 TERTIAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 32 Tourisme</b>				
32033	86198010999	PROG.TRIEN.PROMOTION TOUR.	150.000.000	0
32048	86196039071	PROJET D'AMENAGEMENT DE SALY NORD	52.000.000	0
32049	86198053000	PROJ. MISE EN PLACE SYST. DE SUIVI D'INFORM. TOU	0	65.000.000
32050	86198054000	PROJET DE PROMOTION TOURISTIQUE	0	150.000.000
32051	86198055000	PROJ. D'ELABORATION D'UN PROG DE DVPT DE LA RE	0	20.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>202.000.000</b>	<b>235.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 36 Transports aériens</b>				
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Sous-Secteur 39 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/tertiaire</b>				
39037	72396001999	Programme des pluies provoquées	0	1.800.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>1.800.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>202.000.000</b>	<b>2.035.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>202.000.000</b>	<b>2.035.000.000</b>
<b>50 Ministère de l'Education</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 45 Education et Formation</b>				
45131	40492025990	PROG. DECEN. EDUC. FORM-PDEF	17.624.000.000	17.684.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>17.624.000.000</b>	<b>17.684.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>17.624.000.000</b>	<b>17.684.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>17.624.000.000</b>	<b>17.684.000.000</b>
<b>51 Ministère Recherche Scientifique et Technologique</b>				
<b>Secteur 2 SECONDAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 28 Etudes et Recherches/secondaire</b>				



CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>51 Ministère Recherche Scientifique et Technologique</b>				
<b>Secteur 2 SECONDAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 28 Etudes et Recherches/secondaire</b>				
28072	45294015999	CREATION CENTRES RECHERCHE ET D'ESSAIS	300.000.000	300.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>300.000.000</b>	<b>300.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>300.000.000</b>	<b>300.000.000</b>
<b>Secteur 3 TERTIAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 38 Etudes et Recherches/tertiaire</b>				
38037	45494030000	PROJET DE PARC TECHNOLOGIQUE	0	400.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>400.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>400.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>300.000.000</b>	<b>700.000.000</b>
<b>52 Ministère des Sports</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 42 Culture, Jeunesse et Sport</b>				
42001	52994019999	ETUDE REHABILITATION STADES CAN 2010	100.000.000	0
42508	52197033990	EQUIPEMENTS SPORTIFS	100.000.000	100.000.000
42523	52196096990	CONST.INFRASTRUCT.SPORTIVES	1.000.000.000	0
42524	52196147990	CONSTRUCTION ET REHABILITATION STADES CAN 2010	0	1.400.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>1.200.000.000</b>	<b>1.500.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>1.200.000.000</b>	<b>1.500.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>1.200.000.000</b>	<b>1.500.000.000</b>
<b>53 Min Culture Patrimoine Histo. Classé</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 42 Culture, Jeunesse et Sport</b>				
42002	51396091011	MONUMENT DE LA RENAISSANCE AFRICAINE	500.000.000	0
42003	51396092011	MUSEE DES CIVILISATIONS NOIRES	200.000.000	0
42107	51196094112	CONST. COMPLEXES CULT. REGION	250.000.000	300.000.000
42513	51497034990	REHABILITATION ET EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUES ET	200.000.000	150.000.000
42516	51396095990	INVENTAIRE AMENAGEMENT ET RESTAURATION DU P	300.000.000	250.000.000
42553	515950360111	PROJET D'APPUI A L'INDUSTRIECINEMATOGRAPHIQUE	0	300.000.000
42554	51197095000	EQUIPEMENT EN MATERIELS TECHNIQUES ET LOGIST	0	150.000.000
42555	513940400230	ETUDE CONSTRUCTION MUSEE DE ZIGUINCHOR	0	20.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>1.450.000.000</b>	<b>1.170.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>1.450.000.000</b>	<b>1.170.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>1.450.000.000</b>	<b>1.170.000.000</b>
<b>54 Ministère Santé et de la Prévention Médicale</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 44 Santé et Nutrition</b>				
44017	60092024990	PDIS/SANTE-ACTION SOCIALE II	14.661.000.000	0
44084	62593913999	APPUI AU PROGRAMME SIDA	0	540.000.000
44087	60096017031	EQUIP ET REH HOPITAL DE TOUBA	0	200.000.000
44088	62496150081	CONSTRUCTION HOPITAL KEBEMER	0	1.000.000.000
44090	63196183102	COMPLEM DU CENTRE SANTE DE SAMINE	0	230.000.000
44100	62296192110	APPUI PLAN D'URG DU CH DE OUROSSOGUI	0	250.000.000
44104	60096196999	UNITE TECH DE MAINTEN /RM ET DISTRICT	0	50.000.000

CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>54 Ministère Santé et de la Prévention Médicale</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 44 Santé et Nutrition</b>				
44105	62296197043	ETUDE NOUVEAU HOPITAL A SAINT LOUIS	0	200.000.000
44106	63297074053	EQUIP VILLAGE PSYCHIATR DE DJIMKORE (TEST DECE	0	70.000.000
44107	63196198023	EXT DES PS DE DIOULOUL/KAFOUNT EN CS (TEST DEC	0	140.000.000
44109	63496200043	REHAB LABO ET BANQUE DE SANG ST LOUIS	0	45.000.000
44110	631962010220	REHAB CENTRE SANTE DE OUSSOUYE	0	150.000.000
44111	631962020531	COMPLEM CENTRE SANTE KOUMPENTOUM	0	100.000.000
44112	631962030210	COMPLEM CONSTR CS DE BIGNONA	0	150.000.000
44115	63196206061	CONSTR CENTRE SANTE DE GANDIAYE	0	250.000.000
44116	63196207103	CONSTR CENTRE SANTE / MEDINA GOUNASS	0	250.000.000
44118	63196209102	CONSTR CENTRE DE SANTE DE GOUDOMP	0	230.000.000
44119	63197075011	RENFORCEMENT SANTE BUCCO DENTAIRE	0	200.000.000
44120	631962100421	CONSTR CENTRE SANTE DE CAS CAS	0	280.000.000
44122	63496212011	REHABILITATION ET EQUIPEMENT CNAO	0	100.000.000
44123	44296213043	CONSTR CENTRE REG DE FORM DE ST LOUIS	0	350.000.000
44124	450962140111	RENOV ET EQUIP LABO CTLE DES MEDICAMENTS	0	75.000.000
44125	63196215012	CONSTR CENTRE SANTE DE KEUR MASSAR	0	230.000.000
44126	64997076000	PROJET D'APPUI AU PEV	0	235.000.000
44127	64296216990	CONST REHAB DE 13 POSTES DE SANTE	0	530.000.000
44128	631962170922	CONSTR CENTRE SANTE DE NIAKHAR	0	250.000.000
44129	63196218052	CONSTR CENTRE SANTE DE REF DE KIDIRA	0	150.000.000
44130	63496219011	CONSTR D'UN CENTRE ANTI - POISON	0	195.000.000
44131	60093029999	APPUI A LA MISE EN OEUVRE DU PNDS	0	442.000.000
44132	64997077990	RENF ET EQUIPEMENT DIRECT HYGIENE	0	410.000.000
44133	62496220012	COMPL CONSTR ET EQUIP HOP DE PIKINE	0	95.000.000
44134	64998017990	PROJET SANTE II /BAD	0	535.000.000
44135	61498035000	PROGR DE SANTE DE LA REPRODUCTION	0	50.000.000
44136	64296221059	PROJET D'APPUI A LA REG DE TAMBA/BID	0	351.000.000
44151	64296254990	CONSTR 8 PS ET REHAB 12 PS (TEST DEC BCI)	0	840.000.000
44152	62196255990	PROGRAMME D'APPUI AUX EPS	0	2.377.000.000
44153	62197081011	PROJET DE RADIOLOGIE NUMERIQUE	0	300.000.000
44154	44196144101	CONSTR CENTRE REG DE FORM DE KOLDA	0	100.000.000
44155	63997082990	RENF DES MOY D'EVACUATION (VEDETTES, AMBUL)	0	250.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>14.661.000.000</b>	<b>12.200.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>14.661.000.000</b>	<b>12.200.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>14.661.000.000</b>	<b>12.200.000.000</b>
<b>55 Ministère de la Jeunesse</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 42 Culture, Jeunesse et Sport</b>				
42004	50097032990	EQUIPEMENT ESPACES JEUNES	300.000.000	200.000.000
42005	53096093990	REHABILITATION CDEPS	200.000.000	200.000.000
42506	53095009999	FDS DE PROM.JEUN.ET DES ASC	500.000.000	400.000.000
42518	53392022990	VOLONTAIRES SERV.CIVI.NATIONAL	400.000.000	400.000.000
42522	53993026990	SANTE REPRODUCTø JEUNES PHASE2	50.000.000	50.000.000
42557	532980580000	FORMATION POUR LA PROMOTION LEADERSHIP DES	0	30.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>1.450.000.000</b>	<b>1.280.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>1.450.000.000</b>	<b>1.280.000.000</b>

CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>55 Ministère de la Jeunesse</b>				
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>1.450.000.000</b>	<b>1.280.000.000</b>
<b>56 Ministère de l' Environnement &amp; Protection nature</b>				
<b>Secteur 1 PRIMAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 13 Eaux et forêts</b>				
13001	82099006990	CAMPAGNE NATIO. DE REBOISEMT	300.000.000	300.000.000
13004	82193001053	PROG AGIR GRN BASSINS VERSANTS	33.000.000	0
13005	82192012053	PROG AGRICULT/GESTION RESS NAT	10.000.000	10.000.000
13008	73093002011	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'INTERV. DE L'ENV	20.000.000	20.000.000
13009	82198002990	VILLAGES FRUITIERS FORESTIERS	300.000.000	300.000.000
13010	82093003011	EDUC.ENV REHAB PFZH	100.000.000	50.000.000
13011	82198003990	APPUI, PAYS PROD DE RESINE	10.000.000	10.000.000
13013	73996010011	LUTTE/EROSION CÔTIÈRE (MBAO ET RUFISQUE)	300.000.000	300.000.000
13015	73299007049	LUTTE CONTRE LES PLANTES AQUATIQUES DANS LE	1.000.000.000	2.000.000.000
13017	73293004043	GESTION INTEG. PLANTES AQ. ENVAHISSANTES	50.000.000	50.000.000
13069	82192013990	DEVPT.INTEGRE.AUTOUR.PEPINIERE	15.000.000	15.000.000
13093	82199008990	REBOISEMENT ZONE DU LITTORAL	15.000.000	15.000.000
13094	82199009043	REHABILITATION VALLEE FL.SENEGAL	30.000.000	35.000.000
13097	82192014032	PJT.AGROFORESTIER DL II (PAGF)	5.000.000	155.000.000
13101	73299012990	GESTION INTEGREE DES ECOSYSTEM	70.000.000	0
13102	73299013990	GESTION INT. RESS. MARINES ET COTIERE	70.000.000	70.000.000
13148	82093067000	Projet de Partenariat pour le Développement du Droit des In	0	15.000.000
13152	82192047990	PROJET DE GESTION ET DE RESTAURATION DES TER	0	62.000.000
13153	82196266000	Programme de réhabilitation des forêts classées	0	134.000.000
13154	82997100000	Prog de Renforcement des Capacités d'Intervention du MEP	0	800.000.000
13155	82196308990	Prog Fixation des Dunes et Régénération des Sols Diors	0	111.000.000
13156	82196309990	Prog Consolidation des zones côtières fragiles	0	800.000.000
13157	82196310011	Prog Dépollution et Réhabilitation Littoral Baie de Hann	0	496.000.000
13158	82199047000	Composante Grande Muraille verte	0	200.000.000
13159	821990480000	Projet Appui Fonctionnement Unités traitement ordures mén	0	500.000.000
13160	82296312053	Prog Réhabilitation Parc National Niokolokoba	0	100.000.000
13161	82096313011	Prog Construction du siège du MEPN	0	824.000.000
13162	820930770000	Prog d'Appui à la Planification Stratégique et Opérationnelle	0	300.000.000
13163	829990490000	Prog Récupération et Recyclage substances appauvrissant	0	50.000.000
13165	820930790000	Prog de renforcement des capacités du MEPN	0	50.000.000
13166	820930780000	Projet d'Appui à l'Inspection Générale des Finances	0	50.000.000
13167	82093080000	Prog d'Appui à la Cellule d'Etude et de Formation Environne	0	105.000.000
13169	820971020000	Prog Appui au Dispositif de surveillance des Parcs	0	20.000.000
13170	82097103000	Composante Suivi Environnemental	0	100.000.000
13171	82197105000	Appui au Plan de Travail Services Régionaux Environnemen	0	110.000.000
13172	82093083000	Composante Appui à la mise en oeuvre du plan de commun	0	50.000.000
13173	82996317990	Projet Création de 10 Aires Marines Protégées	0	100.000.000
13174	820930850000	Projet Appui au Fonctionnement du Laboratoire mobile	0	40.000.000
13175	82093086072	Projet Appui au fonctionnement du Centre Forêt	0	50.000.000
13176	820930870000	Projet Appui au Fonctionnement des IREF	0	110.000.000
13177	820930880000	Prog Appui au Développement Forestier	0	150.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>2.328.000.000</b>	<b>8.657.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 19 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/primaire</b>				
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>0</b>

CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>56 Ministère de l' Environnement &amp; Protection nature</b>				
<b>Secteur 1 PRIMAIRE</b>				
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>2.328.000.000</b>	<b>8.657.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>2.328.000.000</b>	<b>8.657.000.000</b>
<b>57 MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 46 Développement social</b>				
46140	65996103990	CENTRE PR HAND, DROGUES, MALADES MENTAUX	2.000.000.000	500.000.000
46143	65295015999	DOT.AU FONDS DE SOLIDARITE NAT	300.000.000	500.000.000
46154	65293053999	APPUI AUX 42 CPRS	100.000.000	100.000.000
46158	65298039990	PROJET RBC HANDICAPES	0	358.000.000
46159	65299022990	RECONST STOCK DE SECURITE ALIMENTAIRE	0	1.000.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>2.400.000.000</b>	<b>2.458.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>2.400.000.000</b>	<b>2.458.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>2.400.000.000</b>	<b>2.458.000.000</b>
<b>58 Min. de la Famille et du Dévelop. Social</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 46 Développement social</b>				
46008	65992026990	APPUI LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	16.000.000	16.000.000
46107	65992027990	PROJET LUTTE CONTRE PAUVTE FEM	300.000.000	163.000.000
46110	65398018990	APPUI GROUPEMENTS FEMININS	300.000.000	1.200.000.000
46113	65992028990	FONDS DE DEVEL. SOCIAL	300.000.000	93.000.000
46141	60996104990	CONST.CENTRES DEPART.FEMMES	1.000.000.000	500.000.000
46148	65298014990	AMENAGEMENT CADRE DE VIE DANS LES DAARAS	0	152.000.000
46153	65395019990	CREDIT POUR LES FEMMES	0	500.000.000
46155	65198037990	LUTTE CTRE LES PIRES FORMES DE TRAV/ ENFANTS	0	203.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>1.916.000.000</b>	<b>2.827.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>1.916.000.000</b>	<b>2.827.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>1.916.000.000</b>	<b>2.827.000.000</b>
<b>59 ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 45 Education et Formation</b>				
45140	40096292999	Progr DEC EDU FORM .ETFP	0	1.841.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>1.841.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>1.841.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>0</b>	<b>1.841.000.000</b>
<b>61 Ministère du Plan et du Développement Durable</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 43 Habitat et Urbanisme</b>				
43004	36193052999	OUTILS DE LA PLANIFICATION	300.000.000	150.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>300.000.000</b>	<b>150.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 48 Etudes et Recherche/quaternaie</b>				
48100	70094021011	ETUDE PROSPECTIVE	100.000.000	75.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>100.000.000</b>	<b>75.000.000</b>
<b>Sous-Secteur 49 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaie</b>				

CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>61 Ministère du Plan et du Développement Durable</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 49 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaie</b>				
49009	70093042011	APPUI SYSTEME NATøPLANIF (SNP)	125.000.000	500.000.000
49106	70093043999	5 EME PROGRAM. ASSIST.FNUAP	295.000.000	290.215.500
49557	70093917011	ELABORATION XIè PLAN	0	120.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>420.000.000</b>	<b>910.215.500</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>820.000.000</b>	<b>1.135.215.500</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>820.000.000</b>	<b>1.135.215.500</b>
<b>62 Min Elevage</b>				
<b>Secteur 1 PRIMAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 12 Elevage</b>				
12002	83996135990	PROJET RøHABILITATION ABATTOIRS ET CONSTRUCT	500.000.000	215.000.000
12003	83492009990	PROGRAMME AGRCIOLE/VOLET ELEVAGE	500.000.000	500.000.000
12004	83996136011	CONSTRUCTION HARAS MODERNE	2.000.000.000	0
12008	83494001050	DVPT.ELEVAGE SEN. ORIENT.CASA	28.000.000	0
12029	83499004990	CONTROLE EPIZOOTIES/PACE	150.000.000	150.000.000
12035	83492010089	AMEN.DVPT.VILLAGEOIS (PADV)	40.000.000	40.000.000
12043	83992011990	PAPEL PHASE 2	450.000.000	450.000.000
12044	83093024999	PROJET APPUI DVPT APICULTURE	75.000.000	0
12045	83998001111	PROGR.DEVELOP.EQUIN	150.000.000	150.000.000
12049	83096143990	PROGRAMME PRIORITAIRE AMENAGEMENTS PASTOR	0	200.000.000
12053	83097060990	PROGRAMME NATIONAL D'IDENTIFICATION DU BETAI	0	100.400.000
12058	83498047000	CERATION DES CENTRES D'IMPULSION ET DE MODER	0	150.000.000
12061	83398048000	PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DE L' A	0	75.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>3.893.000.000</b>	<b>2.030.400.000</b>
<b>Sous-Secteur 18 Etudes et Recherches/primaie</b>				
18002	83994007999	ETUDES DøVELOPPEMENT FILIÈRES ELEVAGE	15.000.000	0
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>15.000.000</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>3.908.000.000</b>	<b>2.030.400.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>3.908.000.000</b>	<b>2.030.400.000</b>
<b>63 Min. Information</b>				
<b>Secteur 3 TERTIAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 37 Poste, Télécommunication et Information</b>				
37001	54297029999	PROJET COMSAT/RTS PHASE 2	500.000.000	1.000.000.000
37002	54297030999	EQUIPEMENTS AUDIOVISUELS RTS	300.000.000	300.000.000
37007	54996081999	EQUIPEMENT REHABILITATION APS	170.000.000	57.000.000
37011	54997091000	EUTELSAT	0	200.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>970.000.000</b>	<b>1.557.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>970.000.000</b>	<b>1.557.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>970.000.000</b>	<b>1.557.000.000</b>
<b>64 Min. des PME - Entr. Fem et Micro Finance</b>				
<b>Secteur 2 SECONDAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 29 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique secondaire</b>				
29001	87198005999	PROJET DE PARTENARIAT ADF- SEN POUR PROMOTIC	360.000.000	0
29813	87198031000	PROJET DE DIFFUSION DE LA CHARTE DES PME	0	30.000.000

CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>64 Min. des PME - Entr. Fem et Micro Finance</b>				
<b>Secteur 2 SECONDAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 29 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique secondaire</b>				
29825	87195031000	FONDS D'IMPULSION A LA MICROFINANCE	0	250.000.000
29826	87198043000	PROJ. RENF. CAP. DES ACTEURS DU SECTEUR MF	0	100.000.000
29830	87195011999	FONDS DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ	200.000.000	800.000.000
29832	87198004999	PROGRAMME MISE A NIVEAU ENTREP	0	300.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>560.000.000</b>	<b>1.480.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>560.000.000</b>	<b>1.480.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>560.000.000</b>	<b>1.480.000.000</b>
<b>65 Ministère Collectivités locales &amp; Décentralisation</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 43 Habitat et Urbanisme</b>				
43005	36096097011	REHABILITATION LOCAUX DCL	76.000.000	0
43006	70096098990	PROGRAMME D'APPUI AUX COMMUNES (PAC) PH2	300.000.000	300.000.000
43105	36093025990	PRG.SOUT.INIT.DEV.LOC.(PSIDEL)	0	500.000.000
43250	36995037011	PROGRAMME D'EQUIPEMENT DE L'APRODAK	0	100.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>376.000.000</b>	<b>900.000.000</b>
<b>Sous-secteur 47 Equipements Administratifs</b>				
47044	36095012999	F.E.C.L/EQUIPEMT COLL.LOCALES	6.000.000.000	7.000.000.000
47224	70997051999	EQUIPEMENT CNEC (ETAT CIVIL)	202.000.000	100.000.000
47901	70097044990	CONSTR. REHAB.EQUIP.CERP	379.000.000	300.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>6.581.000.000</b>	<b>7.400.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>6.957.000.000</b>	<b>8.300.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>6.957.000.000</b>	<b>8.300.000.000</b>
<b>66 Ministère Poste, Télécom. et Nouv. Tech. Info. Com</b>				
<b>Secteur 3 TERTIAIRE</b>				
<b>Sous-secteur 37 Poste, Télécommunication et Information</b>				
37003	54998011999	PROMOTION ACCES JEUNES AUX NTIC	83.000.000	83.000.000
37010	54997087000	Projet de création de 20 centres multimédia	0	60.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>83.000.000</b>	<b>143.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>83.000.000</b>	<b>143.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>83.000.000</b>	<b>143.000.000</b>
<b>67 Min. NEPAD Integ. Eco. Afr. et Polit. Bon. Gouv.</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-secteur 49 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaie</b>				
49563	70093071011	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'INTEGRATION	0	100.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>100.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>0</b>	<b>100.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>0</b>	<b>100.000.000</b>
<b>68 Min. Prévention Hygiène Publique Assainissement</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 41 Hydraulique Urbaine et Assainissement</b>				
41601	73396084990	ASSAINISSEMENT SL, KK ,LG	327.000.000	180.000.000
41603	73396085011	PR.EAUX USEES GRD YOFF	173.000.000	0

CODE	CHAPITRE	LIBELLE	2005	2006
<b>68 Min. Prévention Hygiène Publique Assainissement</b>				
<b>Secteur 4 QUATERNAIRE</b>				
<b>Sous-Secteur 41 Hydraulique Urbaine et Assainissement</b>				
41605	73396086032	PROJET ASSAINISSEMENT DIOURBEL	232.000.000	200.000.000
41606	73396087012	PROJET ASSAINISSEMENT PIKINE	0	225.000.000
41607	73396088011	PROJET ASSAINISSEMENT DAKAR	167.000.000	157.000.000
41609	73397031990	RENOUVELLEMENT EQUIPEMENT ET RESEAUX ASSAIN	1.128.000.000	0
41610	73396090073	PROJET PILOTE D'ASSAINISSEMENT RURAL	126.000.000	0
41611	73396279012	AMENAGEMENT STATION D'EPURATION DE CAMBERE	0	100.000.000
41612	73396282011	pROJET D'ASSAINISSEMENT DE GRAND MEDINE	0	200.000.000
41613	73396283990	PEPAM-REHABILIT. ET RENFORCEMENT OUVRAGES D	0	1.100.000.000
41614	73396284031	ASSAINISSEMENT TOUBA	0	500.000.000
41615	73396285990	PEPAM-REALISATION DE 4500 OUVRAGES D'ASSAINIS	0	300.000.000
41616	73396286011	PEPAM-REHABILITATION DE 30 KM D'ASSAINISSEMENT	0	1.000.000.000
41620	73097096000	APPUI A LA MISE EN PLACE D'UNE UNITE DE PREVENT	0	100.000.000
41621	73396314112	ASSAINISSEMENT DE LA VILLE DE MATAM	0	800.000.000
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>2.153.000.000</b>	<b>4.862.000.000</b>
<b>TOTAL SECTEUR</b>			<b>2.153.000.000</b>	<b>4.862.000.000</b>
<b>TOTAL SECTION</b>			<b>2.153.000.000</b>	<b>4.862.000.000</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>309.043.000.000</b>	<b>320.264.565.690</b>

## **TAXES PARAFISCALES**



## ANNEXE 6

### Tableau des taxes parafiscales

(Art 33 de la loi organique  
Art 17 du projet de loi)

<b>ORGANISME BENEFICIAIRE</b>	<b>NATURE OU OBJET DE LA TAXE</b>	<b>TEXTES LEGISLATIFS OU REGLEMENTAIRES</b>
Conseil Sénégalais des Chargeurs ( COSEC )	<ul style="list-style-type: none"><li>- cotisation professionnelle</li><li>- prélèvement applicable à la valeur en douane à l'importation et à l'exportation</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- loi 75-51 du 3 avril 1975</li><li>- décret 94-006 du 9 juin 1994</li></ul>

## **CREDITS EVALUATIFS**

## ANNEXE 7

### Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs

(Art 18 du projet de loi)

IMPUTATION	NATURE DES DEPENSES
<b>BUDGET GENERAL</b>	
	<b><i>TOUS LES SERVICES</i></b>
	Dépenses de personnel
	Indemnités de logement
	<b>AFFAIRES ETRANGERES</b>
	Location immeuble
	Indemnités de logement
	<b><i>ECONOMIE ET FINANCES</i></b>
	Subvention produits pétroliers et compensation gel tarif électricité et prix des produits pétroliers
	Promotion et développement des céréales locales
	Contribution du Sénégal aux dépenses de l'assistance technique
	Couverture de débet
	Impôts et taxes sur marchés publics financés sur fonds extérieurs
	Provisions pour exercice droit de péremption
	Rémunération du service public

**ENCOURS  
ET  
SERVICE DE LA DETTE**

## ANNEXE 8

### ENCOURS DE LA DETTE

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards de francs

	ENCOURS AU 31.12.2002	ENCOURS AU 31.12.2003	ENCOURS AU 31.12.2004
<b>Crédits multilatéraux</b>	<b>1700,9</b>	<b>1368,1</b>	<b>1535,9</b>
FMI	143,4	124,5	113,9
BIRD/IDA	1118,9	914,2	1040,4
BEI/FED/FND	75,3	57,1	33,3
BAD/FAD	236,0	185,1	218,3
OPEP/DADEA/BID/FASA	68,8	70,7	74,2
BOAD/CEDEAO	15,1	15,6	
AUTRES	43,4	0,9	55,8
<b>Crédits Bilatéraux</b>	<b>794,9</b>	<b>660,8</b>	<b>675,1</b>
Pays de l'OCDE	407,2	400,9	451,0
Pays arabes	288,7	205,6	216,8
Autres	99,0	54,3	7,3
<b>Dette Commerciale</b>			<b>43,8</b>
DONT GARANTIE			43,8
<b>Total</b>	<b>2495,8</b>	<b>2028,9</b>	<b>2254,8</b>

**ANNEXE 8 bis**  
**SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE**

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards de francs

	SERVICE PREVISIONNEL DETTE EXTERIEURE 2005
<b>Crédits multilatéraux</b>	<b>98,9</b>
dont BIRD/IDA/FIDA	27,5
BAD/FAD	11,6
OPEP/DADEA/BID	8,3
FMI	19,0
Autres crédits	13,4
<b>Crédits Bilatéraux</b>	<b>28,7</b>
dont Pays de l'OCDE	14,7
Pays arabes	8,7
dont dépôt koweïtien	
<b>Autres crédits</b>	<b>3,3</b>
Crédits d'Exportation	3,3
Crédits com. Non assurés	
Autres	
<b>Total Brut ( a)</b>	<b>130,9</b>
Economies PPTTE (b)	<b>43,1</b>
<b>Total Net ( a-b)</b>	<b>87,8</b>

## ANNEXE 8 Ter

### SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards de francs

	<b>SERVICE PREVISIONNEL DETTE INTERIEURE 2005</b>
Titres d'Etat	15,5
Titres P.B.E.	0,8
Intérêts intérieurs	8,4
Remboursement découvert statutaire BCEAO	7,0
<b>TOTAL</b>	<b>31,7</b>

**DEPENSES SUR  
RESSOURCES PPTE**



## ANNEXE 9

### Liste des dépenses de fonctionnement sur ressources PPTE

En millions francs CFA

<b>Intitulés</b>	<b>Affectation crédits PPTE</b>
PRISE EN CHARGES MAITRES CONTRACTUELS	2 692
ACQUISITION DE MATERIEL PEDAGOGIQUE	633
FONDEF	102
PRISE EN CHARGE DES VOLONTAIRES DE L'EDUCATION	732
<b>TOTAL EDUCATION</b>	<b>4 159</b>
MOTIVATION PERSONNEL EN SERVICE ZONE PAUVRE	2 600
PROGRAMME SOINS SPECIALISE EN SANTE	421
PROGRAMME TUBERCULOSE	222
HYGIENE PUBLIQUE PRODUITS PHYTOSANITAIRES	100
PROGRAMME HEMODIALYSE ET NEPHROLOGIE	90
PROGRAMME SOINS AUX PERSONNE DU TROISIEME AGE	250
PROGRAMME PALUDISME	230
ASSISTANCE INDIGENTS	278
PROGRAMME DIABETE	250
<b>TOTAL SANTE</b>	<b>4 441</b>
<b>TOTAL GENERAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>8 600</b>

## ANNEXE 9 bis

### Liste des dépenses d'investissement sur ressources PPTE

CODE	INTITULE PROJET	AFFECTATION RESSOURCES PPTE	MINISTERE
11 073	PROGR AHA BASSE CAS ET DVT RURAL ZIGUINCHOR (PHASE INTERIMAIRE)	200	MAH
15 089	AEP NDIOSMONE PALMARIN	283	MAH
15 524	PEPAM SOUS PROG BAD AEPA EN MILIEU RURAL	216	MAH
15 522	PEPAM REALISATION 12 VILLAGES MULTIVILLAGES	250	MAH
15 087	PROGR. EXTENSION RESEAUX AEP	300	MAH
15 520	PEPAM FOURNITURE ET POSE DE 150 COMPTEURS	150	MAH
15 521	PEPAM REALISATION DE 4000 BRANCHEMENTS PARTICULIERS	200	MAH
41 009	PROJET SECT.EAU LONG TERME(PLT)	0	MAH
11 878	PROJET AFRICAIN LUTTE CONTR CRIQUET	60	MAH
11 885	PROJET RECONSTRUCTION OUVRAGE DE NDIAMEL	670	MAH
11 877	PROGRAMME PHOSPHATAGE SOLS	180	MAH
11 829	PMIA	100	MAH
19 503	FONDS NATIONALDE DEVELOPPEMENT AGROSYLVO PASTORAL	500	MAH
19 504	PROGR DEVELOPPEMENT MARCHES AGRICOLES	354	MAH
11 880	PROJET DEVELOPPEMENT FILIERE MICROJARDINS		MAH
	<b>TOTAL MAEH</b>	<b>3 463</b>	<b>MAH</b>
12 002	PROJET REHABILITATION ET CONSTRUCTION D'ABATTOIRS	215	MEL
12 003	PROGRAMME AGRICOLE VOLET ELEVAGE	500	MEL
12 029	CONTRÔLE EPIZOOTIES/PACE	150	MEL
12 049	PROGR PRIORITAIRE AMENAGEMENTS PASTORUAX	200	MEL
12 053	PROGR NATIONAL IDENTIFICATION BETAIL	100	MEL
12 058	CENTRES IMPULSION ET ET MODERNISATION ELEVAGE	150	MEL
	<b>TOTAL MEL</b>	<b>1 315</b>	<b>MEL</b>
23 025	FONDS DE GARANTIE PROJETS ARTISANAUX	150	MAI
22 834	PLATESFORMES MULTIFONCTIONNELLES	300	MAI
	<b>TOTAL MIA</b>	<b>450</b>	<b>MAI</b>

31 001	INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE D'OIGNON	100	MCOM
	<b>TOTAL MCOMMERCE</b>	<b>100</b>	<b>MCOM</b>
46 142	FONDS DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ	800	MPMEMF
29 825	FONDS DIMPULSION DE LA MICROFINANCE	250	MPMEMF
	<b>TOTAL MPMEEF</b>	<b>1 050</b>	<b>MPMEMF</b>
14 133	AIRES DE TRANSFORMATION	400	MEMAR
14 152	PROGR CONSTRUCTION MARCHES PRODUITS HALIEUTIQUES	150	MEMAR
	<b>TOTAL MEMAR</b>	<b>550</b>	<b>MEMAR</b>
45 131	PDEF	3 276	ME
	<b>TOTAL ME</b>	<b>3 276</b>	<b>ME</b>
45 131	PROGR DEC EDUCATION FORMATION VOLET ETFP	1 841	METFP
	<b>TOTAL METFP</b>	<b>1 841</b>	<b>METFP</b>
13 013	LUTTE CONTRE EROSION COTIERE MBAO ET RUFISQUE	300	MEPN
13 015	PROGRAMME LUTTE CONTRE PLANTES AQUATIQUES ENVAHISSANTES	2 000	MEPN
	<b>TOTAL MEPN</b>	<b>2 300</b>	<b>MEPN</b>
41 601	PROJET ASSAINISSEMENT DE SAINHT-LOUIS, KAOLACK ET LOUGA	180	MPPHA
41 605	PROJET ASSAINISSEMENT VILLE DE DIORBEL	200	MPPHA
41 607	PROJET ASSAINISSEMENT VILLE DE DAKAR	157	MPPHA
41 606	ASSAINISSEMENT PIKINE	225	MPPHA
41 611	AMENAGEMENT STATION EPURATION CAMBERENE	100	MPPHA
41 612	ASSAINISSEMENT DE GRAND MEDINE	200	MPPHA
41 614	ASSAINISSEMENT TOUBA	500	MPPHA
41 615	PEPAM REALISATION DE 4500 OUVRAGES ASSAINISSEMENT AUTONOMES	300	MPPHA
41 621	ASSAINISSEMENT DE MATAM	800	MPPHA
41 620	APPUI A LA MISE EN PLACE DUNE UNITE DE PREVENTION	100	MPPHA
	<b>TOTAL MPPHA</b>	<b>2 762</b>	<b>MPPHA</b>
33 010	ROUTE PASSY FOUNDIOUGNE FATICK BAMBEY MEKHE DIOGO FASSBOYE	1 000	MIETTTMI
33 098	PONTS HALWAR ET GOULOUMBOU	500	MIETTTMI
33 510	REPARATION PONT FAIDHERBE	3 500	MIETTTMI

34 003	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT ATELIERS PTB A RUFISQUE	200	MIETTTMI
33 554	BRETTELLE ACC7S PONT MEDINA NDUATHBE	400	MIETTTMI
33 567	TRONCON MEDINA NDIATHBE CASCAS	300	MIETTTMI
33 556	REHABILITATION TAMBA KIDIRA	500	MIETTTMI
33 568	NDIOUM OUROSSOGUI	1 000	MIETTTMI
33 538	ENTRTIEN PERIODIQUE DE ROUTES EN TERRE	200	MIETTTMI
33 537	ENTRETIEN PERIODIQUE ROUTES REVETUES	300	MIETTTMI
33 569	REHABILITATION PONT EMILE BADIANE	135	MIETTTMI
33 524	ROUTE FATICK DIAKHAO GOSSAS	350	MIETTTMI
33 010	ROUTE FATICK BAMBEY MAKHE	1 000	MIETTTMI
33 521	BOUCLE DU BLOUF	400	MIETTTMI
33 535	REHABILITATION TRONCON OUSSOUYE MLOMP ELINKINE	200	MIETTTMI
35 052	OUVRAGES ACCOSTAGE GARE MARITIME DE KARABANE	500	MIETTTMI
	<b>TOTAL MIETTTMI</b>	<b>10 485</b>	<b>MIETTTMI</b>
46 141	CONSTRUCTION CENTRES DEPARTEMENTAUX D'ASSISTANCE POUR LES FEMMES (CEDAF)	500	MFDS
46 141	LUTTE CONTRE LES PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS	203	MFDS
46148	AMENAGEMENT CADRE DE VIE DANS LES DAARAS	152	MFDS
	<b>TOTAL MFDSSN</b>	<b>855</b>	<b>MFDS</b>
46 002	APPUI AUX 42 CENTRES PROMOTION ET REINSERTION SOCIALE	100	MSN
46 143	FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE		MSN
46 140	CONSTRUCTION CENTRES DE REINSERTION POUR HANDICAPES, DROGUES ET MALADES MENTAUX	500	MSN
46 158	PROJET RBC HANDICAPES	358	MSN
46 159	RECONSTITUTION STOCK DE SECURIT2 ALIMENTAIRE	1 000	MSN
	<b>TOTAL MSN</b>	<b>1 958</b>	<b>MSN</b>
44 084	APPUI AU PROGRAMME SIDA	540	MSP
44 107	EXTENSION DES POSTES DE SANTE DE DIOULOULOU ET KAFOUNTINE	140	MSP
44 110	REHABILITATION DU CENTRE DE SANTE DE OUSSOUYE	150	MSP
44 111	COMPLEMENT CENTRE SANTE DE KOUNPENTOUM	100	MSP
44 112	COMPLEMENT CONSTRUCTION CENTRE DE SANTE DE BIGNONA	150	MSP
44 115	CONSTRUCTION CENTRE DE SANTE DE GANDIAYE	250	MSP
44 116	CONSTRUCTION CENTRE DE SANTE DE MEDINA GOUNASS	250	MSP
44 118	CONSTRUCTION CENTRE DE SANTE DE GOUDOMP	230	MSP

44 120	CONSTRUCTION CENTRE DE SANTE DE REFERENCE DE KIDIRA	150	MSP
44 155	RENFORCEMENT DES MOYENS D'EVACUATION	250	MSP
44 127	CONSTRUCTION DE 13 POSTES DE SANTE	530	MSP
44 126	CONSTRUCTION DE 8 POSTES ET REHABILITATION DE 12 POSTES DE SANTE	840	MSP
44 126	PROJET D'APPUI AU PEV	235	MSP
44 120	CONSTRUCTION CENTRE DE SANTE DE CAS CAS	280	MSP
	<b>TOTAL MSP</b>	<b>4 095</b>	<b>MSP</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>34 500</b>	

## ANNEXE 10

### SITUATION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES

N°	INTITULES AGENCES	CREDITS TRANSFERES (en millions de FCFA)
1	AGENCE NATIONALE DE SECURITE	150,0
2	AGENCE INFORMATIQUE DE L'ETAT	50,0
3	AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DES GRANDS TRAVAUX (APIX)	800,0
4	AGENCE DE LA CASE DES TOUT PETITS	441,3
5	AGENCE NOUVEAUX CHEMINS DE FER	50,0
6	AGENCE NATIONALE POUR LA RELANCE DES ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES EN CASAMANCE (ANRAC)	100,0
7	AGENCE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PLATEFORME DU MILLENAIRE DE DIAMNIADIO	112,0
8	AGENCE POUR LA PROPRETE DE DAKAR (APPRODAK)	712,3
9	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE	83,1
10	AGENCE POUR LA PROMOTION DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE	55,0
11	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DU TOURISME	100,0
12	AGENCE DE REGULATION DES MARCHE	201,3
13	AGENCE SENEGALAISE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	100,0
14	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT (APDA)	210,0
15	AGENCE SENEGALAISE POUR L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (ASIT)	290,0
16	AGENCE POUR LA PROMOTION DES SITES INDUSTRIELS (APROSI)	185,0
17	AGENCE SENEGALAISE DE NORMALISATION	49,6
18	AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DES PME (ADPME)	340,0
19	AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI DES JEUNES	120,0
20	AGENCE DE PRESSE SENEGALAISE	300,0
	<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>4 449,6</b>

## ANNEXE 10 bis

### SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES

N °	INTITULES AGENCES	CREDITS TRANSFERES (en millions de FCFA)
1	AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DES GRANDS TRAVAUX (APIX)	23 500
2	AGENCE NOUVEAUX CHEMINS DE FER	150
3	AGENCE DE REINSERTION SOCIALE	150
4	AGENCE DE CONSTRUCTION ET REHABILITATION DU PATRIMOINE BATI DE L'ETAT (ACRPE)	21 785,5
5	AGENCE AUTONOME DES TRAVAUX ROUTIERS (AATR)	2 6815
6	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE (ANS)	1000
7	AGENCE POUR LA PROMOTION DES SITES INDUSTRIELS (APROSI)	100
8	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT (APDA)	200
9	AGENCE SENEGALAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ASER)	4 258
10	AGENCE POUR LA PROPRETE DE DAKAR (APRODAK)	100
11	AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DES PME (ADPME)	300
12	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DU TOURISME (ANPT)	150
13	AGENCE DE GESTION DES INNONDATIONS ET DES BIDONVILLES	52 000
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>		<b>130 508,5</b>